

# **Mordons les chiens de garde !**

**Revue de presse n°26**

avril-juin 2022

**Mouvement et initiatives populaires**

# Table des matières

De la chasse aux pommes de terre à la ferme Maximilien.....	3
#6 Maraîchage : les mangeurs sont-ils volages ? .....	6
Les agriculteurs indiens signent une victoire .....	11
Paysan, je parle la langue de la nature .....	14
Après l'engouement, la désillusion pour les circuits alimentaires de proximité.....	16
Sacred Cow – Vaches Sacrées, le film.....	25
En 2021 : les AMAP ont 20 ans !.....	36
C'était dans l'air : Greenpeace gagne son procès contre le gouvernement flamand.....	37
Aux Philippines, la couture sort les femmes de la précarité.....	38
Basse technologie – histoire vraie.....	39
« Ce que le temps de la forêt fait au temps de la lutte » .....	40
Conjuguer sylviculture douce et production.....	44
L'arbre et le paysage, des indispensables pour agir sur notre environnement .....	46
Défense de la forêt amazonienne : comment les Indiens waorani ont gagné contre l'industrie pétrolière....	48
Vers un cacao sans déforestation.....	49
Coup d'arrêt au projet d'usine à tarmac de Sart-Bernard (Assesse) .....	52
L'éminent professeur Luc Montagnier s'est éteint le 8 février 2022 .....	54
L'hommage au Pr Montagnier, « aventurier de la Science qui reste dans le cœur des Français » .....	55
Professeur Luc Montagnier, lauréat du prix Nobel, déclare : « Les non-vaccinés sauveront l'humanité ».....	57
L'Histoire finira par donner raison au professeur Montagnier » - Dr Gérard Guillaume.....	58
Lumière sur le dernier travail colossal du Professeur Montagnier .....	62
Le professeur Montagnier et la médecine du futur (1/2) .....	64
Le professeur Montagnier et la médecine du futur (2/2) .....	68
HOMMAGE à LUC MONTAGNIER.....	72
Quelques « dissidents ».....	73
Dr Louis Fouché, entretiens avec Stéphane Chatry, TOUS résistants dans l'âme, .....	78
« Le destin de l'humain n'est pas d'être soigné dans un Médicomathon », Louis Fouché.....	80
Des lanceurs d'alerte partagent des données médicales du ministère de la Défense qui font exploser le débat sur la sécurité des vaccins.....	82
Camionneurs de la liberté à Ottawa : l'astucieuse et encourageante analyse d'une journaliste canadienne ..	85
« Cette solidarité, elle compte » : ce que disent les « convois de la liberté ».....	87
« On se bat ou on crève ! » : près de Marseille, un « convoi de la liberté » bloque une raffinerie.....	96
Un appel à l'union mondiale .....	102
Mauvaise foi, mauvaises nouvelles et Julian Assange.....	104
La pêche « s'améliore » sans enrayer le déclin des poissons .....	105
« La chasse choque parce que la mort est visible ».....	108
Génération Futures dénonce l'inefficacité des Zones Non Traitées (ZNT) de 5 et 10 mètres entre les champs traités et les habitations des riverains ! .....	117
Rencontres anti-olympiques internationales.....	119

# De la chasse aux pommes de terre à la ferme Maximilien



*Quatorze questions pour retracer un parcours de maraîchère urbaine. Maral Voskertchian, éco-conseillère, initiatrice d'un potager dans le jardin de sa colocation bruxelloise, chargée de mission à La ferme du Parc Maximilien, se prête au jeu d'une interview centrée sur son ressenti.*

## **Comment va ton potager bruxellois ?**

Avant de commencer mon potager, je n'ai pas assez observé l'orientation du jardin et mes semis ont souffert du manque d'ensoleillement. Par contre, il y a plein de plantes mellifères qui se sont installées à la place des légumes et qui ravissent les insectes. Nous avons aussi installé une zone humide avec quelques plantes aquatiques et les moineaux du quartier ont adoré notre initiative. En dehors des barbecues régulièrement organisés dans cet espace, le potager est un super prétexte pour être dehors. Avoir les mains dans la terre suscite de la curiosité et crée rapidement de la discussion.

## **Les derniers légumes achetés et cuisinés sont...**

Des navets et des carottes pour accompagner les potions et les orties récoltés à la Ferme et qui ont été cuisinés en soupe pour l'équipe.

## **Quel est ton premier souvenir (ou un très ancien) lié à l'agriculture/agriculture urbaine ?**

J'ai grandi à la campagne. Mon premier souvenir, c'est la chasse aux pommes de terre restées dans les champs après leur récolte, avec une affection particulière pour celle en forme de cœur que j'offrais à mes amis. Arrivée en ville, mon premier souvenir lié au jardinage, c'est le mouvement de réappropriation des pieds d'arbre.

## **Un projet d'agriculture urbaine qui t'inspire ?**

Le Talus, une ancienne déchetterie marseillaise transformée en tiers-lieu par un groupe de citoyen. Ils organisent toute une série de projet : du maraîchage au poulailler pédagogique en passant par la vente de

semences ou encore le compostage collectif. C'est un projet qui, à mes yeux, vend de l'espoir. Par ailleurs, ce projet met en avant ce qui distingue l'« agriculture » de l'« agriculture urbaine ». En ville, un projet d'agriculture urbaine doit être pensé de manière multifonctionnelle pour pouvoir s'intégrer au mieux dans le tissu urbain. De cette multifonctionnalité découle tout un tas de projets qui ne sont pas uniquement liés à la relocalisation de la production alimentaire en territoire urbain. Or, on a souvent tendance à résumer l'agriculture urbaine à cela. Les projets d'agriculture urbaine soulèvent d'autres enjeux très importants : favoriser la biodiversité, faire de l'éducation à l'environnement, questionner la place de l'animal en ville et redéfinir en permanence son rapport au vivant.

### **Un outil de jardinage qui ne te quitte pas ?**

Mes mains. On pense souvent qu'il faut avoir du matériel à disposition avant de se lancer. Un petit carré de terre, que ce soit en bac ou en pleine terre et des mains forment un super point de départ pour lancer son potager.

### **Un paysage agricole (réel ou imaginaire) qui t'inspire ?**

Lors de ma formation à l'Institut Éco-Conseil, nous avons participé à une visite de terrain organisée par Faune et Biotope. Je garde un vif souvenir des haies vives plantées entre les champs, des aménagements mis en place pour favoriser la biodiversité. Je n'avais jamais vu autant d'oiseaux. Avant cette visite, mon imaginaire du paysage agricole se résumait aux cultures intensives, aux champs lisses et uniformes.

### **Est-ce que la crise sanitaire a changé ton rapport à l'alimentation/l'agriculture urbaine ?**

Oui, bien sûr. Ne fut-ce que par rapport à l'immunité du corps et au rôle de l'alimentation par rapport à la santé, à l'importance de manger des aliments riches en minéraux et vitamines, de choisir des légumes et fruits bio. Et puis bien sûr, j'aime soutenir les producteurs locaux.

### **Quels lieux, encore inexploités aujourd'hui en matière d'agriculture urbaine, pourraient devenir les potagers de demain ?**

Je n'ai pas de statistiques en tête, mais intuitivement, je pense que les lieux encore inexploités pour les petites productions, ce sont les jardins privés. Ce sont des parcelles qui pourraient permettre une petite production familiale ou devenir des espaces qui favorisent la biodiversité. Il faut avancer sur plusieurs fronts en même temps : valoriser ces espaces qui existent, mener un travail de sensibilisation et d'éducation à la gestion des espaces verts privés, accompagner des projets de végétalisation des villes (des toitures aux cours d'école).

### **Comment commencer un potager urbain ?**

Au départ, il faut se demander quels sont nos envies et nos besoins, mais aussi le temps que nous sommes prêts à donner à ce potager, les usages que nous voulons en faire, l'espace disponible, les personnes impliquées, etc. Un potager urbain peut être multiforme et répondre à plusieurs objectifs parfois très différents.

### **Quels légumes étranges voudrais-tu faire pousser ?**

J'ai suivi une formation sur les champignons il y a quelques temps et j'ai été impressionnée par le glanage de racines. Si je devais faire pousser un légume étrange, ce serait un légume racine comme la bardane.

### **Comment intégrer l'agriculture urbaine dans les espaces publics ?**

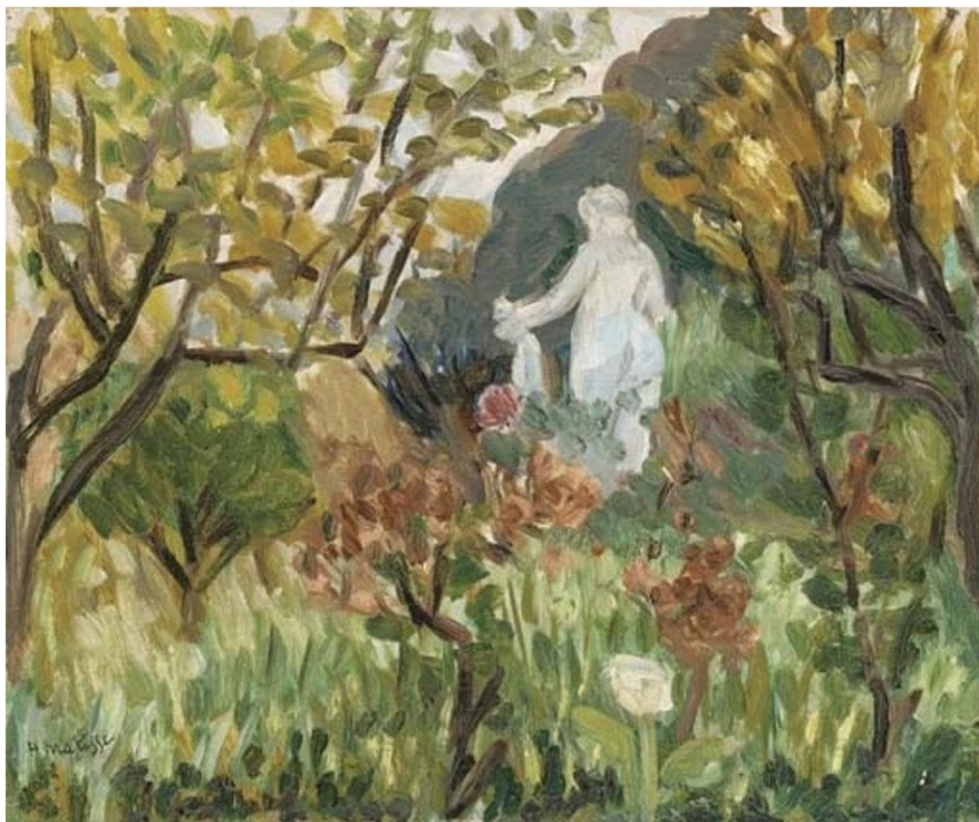
Progressivement. Il faut partir d'un bon diagnostic, savoir ce que veulent les gens, qui sont les acteurs présents. Déterminer si l'endroit s'y prête, si les habitants et habitantes y voient un intérêt. Ne pas faire du jardin urbain pour faire du jardin urbain.

### **Une lecture, un podcast, un film à recommander ?**

Je recommande la lecture du roman graphique « Les cerveaux de la ferme, au cœur des émotions et des perceptions animales » de Sébastien Moro et Layla Benabid. Les deux auteurs y vulgarisent plusieurs centaines de travaux scientifiques menés des années 1980 à nos jours. À la Ferme du Parc Maximilien, nos animaux font partie intégrante de l'équipe et la thématique du bien-être animal de nos missions. Sans eux, nous serions incapables de mener à bien nos projets.

### **Et enfin... À quelle œuvre d'art as-tu pensé durant cette interview ?**

J'ai pensé à un tableau de Matisse qui représente le jardin de Renoir. Nous recevons beaucoup d'écoles primaires et secondaires à la Ferme. En faisant des recherches pour construire une animation sur les représentations des jardins et potagers en art, je suis tombée sur cette peinture. Ce jardin a l'air un peu sauvage, un peu secret.



*Le jardin de Renoir*, 1917 – Henri Matisse

Aurélie CAUCHIE, 13 décembre 2021 (IEW)

## #6 Maraîchage : les mangeurs sont-ils volages ?

Printemps glacial, été pourri et début d'automne plutôt tiède sur le plan des ventes... Les maraîchers diversifiés sur petite surface ont vécu une année 2021 compliquée. Certains s'inquiètent au point de renoncer : où sont passés leurs clients ? D'autres réussissent à garder le contact avec leurs mangeurs et vivent de leur métier. Paroles de maraîchers, acte I.

« Lorsque vous voyez votre champ rempli de légumes de toutes sortes, et personne pour venir les acheter, vous vous demandez que faire avec tout ça ? ». En août dernier, faute de clients et de rentrées financières suffisantes, c'est à contre-cœur que Stéphane Versin arrête son activité de maraîcher qu'il exerçait à La Bruyère, un hameau de Beauvechain. Rétroactes.

Depuis cinq ans, Stéphane cultive des légumes de saison sur un hectare hérité de ses grands-parents en suivant les principes permacoles. Magasin ouvert trois fois par semaine, paniers livrés à domicile, le maraîcher fait preuve de souplesse pour satisfaire ses mangeurs. À l'arrivée du Covid, les choses se bousculent pour le maraîcher à l'instar de la plupart de ses confrères. Entre mai et juin 2020, sa clientèle au magasin est multipliée par quatre.

Stéphane redouble alors d'effort pour approvisionner tout ce nouveau monde, fait de l'achat-revente auprès d'un autre maraîcher. Mais lorsqu'au mois de juillet, certaines barrières sanitaires sont levées, les mangeurs s'évaporent comme neige au soleil : « À ce moment-là, j'ai reçu une claque, se souvient-il. J'ai été fort déçu de l'attitude des gens. Quand ils avaient besoin de moi, j'ai fait tout ce que j'ai pu pour les servir. J'ai fait des heures de fou, j'ai couru dans tous les sens et après quelques mois, on vous oublie comme une merde. »

### « Je n'arrive pas à vendre mes légumes »

Cet automne, Éloïse Depree a elle aussi pris la décision de mettre fin à son activité de maraîchage au bout de trois ans. La raison ? Principalement le manque de débouchés « à cause d'une clientèle insuffisante », explique-t-elle. Sur un terrain familial situé à Stave, un village en campagne namuroise, la maraîchère cultivait des légumes divers sur moins d'un hectare parmi lesquels des asperges qu'elle vendait via son magasin. « Quand je regarde les chiffres, d'office j'ai plus de clients d'avril à juin au moment des asperges, et beaucoup moins en dehors de cette saison, constate-t-elle. Des clients vont faire des kilomètres pour ce légume mais pas pour le reste. »



En août dernier, Stéphane Versin, maraîcher à La Bruyère (Beauvechain), a préféré remettre son exploitation. © Philippe Lavandy

Autre témoignage. Nous sommes à Grupont, village pittoresque dans les Ardennes, Lewis et Diane font pousser des légumes sur une vingtaine d'ares le long de la Lhomme, sortie de son lit l'été dernier. Bettes, choux raves, rutabagas... le couple a choisi de faire la part belle à une variété de légumes anciens écoulés par le biais de plusieurs canaux avec parfois des imprévus dus aux aléas climatiques. « *Les gens s'adaptent et en même temps, je constate que sur le marché, je n'arrive pas à vendre mes légumes. Les clients veulent des tomates, des carottes et des oignons* », remarque Lewis.

Eloïse, Stéphane et Lewis et bien d'autres ne savent plus comment s'y prendre avec une clientèle qu'ils jugent volage. « *Ce sont des moments cycliques. Des gens arrivent, d'autres repartent. Des anciens font leur retour après un an. Certains ne viennent que pour les tomates* », résume Stéphane, pour qui la reprise cette année s'est révélée timide, avec des journées au magasin à 50 euros. Dépité, c'est avant tout l'incompréhension qui l'habite : « *Pourquoi m'a-t-on dit que c'était bien ce que je faisais, qu'il fallait plus de maraîchers comme moi ? De tout ça, je retiens un goût amer* ».

### **Covid, été pourri et retour à la normale**

Comment expliquer ces apparentes allées et venues des mangeurs ? Ces derniers se sont-ils véritablement envolés ? Une évidence : les maraîchers ont vécu une année compliquée : printemps glacial, été pourri et, surtout, en septembre, la levée des principales mesures sanitaires. Effet élastique à la clé.

« *Nous avons vécu deux années de folie où il a fallu travailler dans tous les sens*, explique Pia Monville, coordinatrice de la coopérative Agricover et maraîchère à Court-Saint-Etienne depuis huit ans. *Nous n'avions pas assez de marchandises et désormais, nous devons redescendre tout doucement sur terre et retourner à une situation identique à celle d'il y a deux ans.* »

Après plusieurs mois de restrictions, synonymes de fermeture des frontières, des écoles, de télétravail, de mises à l'arrêt des services de première nécessité, le retour à la vie dite « normale » a changé la donne pour de nombreuses personnes. « *Les gens achètent moins de denrées alimentaires parce qu'ils prennent à emporter, vont au restaurant ou mangent sur leur lieu de travail* », observe Pia.

Selon Lucia Di Stasio, maraîchère à la coopérative paysanne Fan(e)s de Carottes à Braine-le-Comte, cette reprise aurait même donné un coup d'accélérateur à la surconsommation : « *Plutôt que de tirer vers la sobriété, c'est l'effet inverse qui se produit. Vivons à 3 000 % et le reste, on s'en fout* », déplore-t-elle.

Les horaires et emplois du temps bien remplis où il faut jongler entre vie privée et vie professionnelle détournent également les gens de leurs fourneaux. Stéphane Versin, qui travaille désormais dans le domaine forestier comme indépendant, le constate lui-même : « *Je rentre à 21h, je n'ai plus envie de me cuisiner de bons petits légumes. Je me suis mis moi-même à manger des crasses le soir. Je peux comprendre les gens dans ma situation.* »

### **Pouvoir d'achat en berne**

Autre évidence : le contexte socio-économique joue aussi dans ce retournement de situation. La hausse des prix de l'énergie, de l'essence ou encore du gaz de chauffage au cours des derniers mois risque d'éloigner encore plus de citoyens des filières locales en raison des prix. « *Je me ramasse encore régulièrement des commentaires du type : "Votre salade à deux euros, elle est trop chère"* », s'offusque Lucia Di Stasio. Des réflexions difficiles à encaisser lorsque le taux horaire des maraîchers se situe entre 7 et 10,50 euros brut. « *Cette salade, on a mis toute notre énergie, tout notre dos dedans* », renchérit la maraîchère.

Cette remise en question des prix varie, bien évidemment, selon le profil des mangeurs qui viennent s'approvisionner en circuit court. « *Il y a celui qui est averti et conscient de toutes les problématiques autour de l'agriculture et qui ne pose plus de questions car il connaît les enjeux*, pointe Pia Monville. *Et celui qui est moins ou mal informé et s'étonne de la cherté des produits. Comme il vient chez le producteur, il estime qu'il devrait payer moins cher qu'en grande surface* ».



Quand on est maraîcher diversifié sur petite surface, produire ne suffit pas. Il faut développer des compétences commerciales car les débouchés des circuits conventionnels ne sont pas adaptés. © Philippe Lavandy

Avec un pouvoir d'achat en berne, ces derniers préfèrent se tourner vers les grandes surfaces, qui misent toute leur stratégie sur des prix cassés et un marketing surfant sur la vague du bio et du local. « *Les gens sont matraqués par des campagnes publicitaires qui leur font croire que ce qu'ils achètent au supermarché est la solution à tous les problèmes* », analyse Pia Monville.

Reconnaissons-le : ce n'est pas toujours simple pour les mangeurs de s'y retrouver dans les modèles agricoles. Expliquer les spécificités du maraîchage diversifié, c'est justement l'un des objectifs poursuivis par le *Groupement de maraîchers bio sur petite surface*, impulsé par la Fugea, BioWallonie et l'UCLouvain en 2019. Une cinquantaine de producteurs en sont membres.

« *Au niveau du grand public, le consommateur ne sait pas faire la différence entre une carotte de plein champ et celle cultivée par un maraîcher sur petite surface*, analyse Timothée Petel, chargé de mission (Fugea). *Les modèles de production sont pourtant différents. Le but n'est pas de dire qu'un modèle est meilleur que l'autre mais de faire comprendre que les caractéristiques sont différentes, avec une grande diversité de cultures, moins de mécanisation, plus de main-d'œuvre et une capacité de créations d'emplois importante, ainsi qu'une plus grande biodiversité pour les petites surfaces.* »

### **Une concurrence qui s'accroît**

Dernier élément, enfin, qui pourrait expliquer cette apparente évaporation de la clientèle : au cours des dix dernières années, le secteur du maraîchage diversifié a fortement évolué. Un nombre croissant de nouveaux venus s'installent, certains ouvrent leur magasin, aux côtés d'autres initiatives et coopératives citoyennes, de producteurs, ou mixtes. « *L'enjeu est désormais de faire attention à ne pas se faire concurrence entre maraîchers sur petite surface et à ne pas installer trop de producteurs dans certaines zones pour éviter de se disputer les débouchés et les clients* », précise Timothée Petel.

Si certains maraîchers éprouvent des difficultés à écouler leur production, d'autres parviennent à tirer leur épingle du jeu au milieu de cet océan mouvementé. Exemple avec Renaud Castiaux (Ferme Trop Tard), qui nourrit une centaine de familles à Lillois, dans le Brabant wallon. « *Pendant le confinement, j'ai adopté une stratégie inverse à la plupart des maraîchers*, raconte-t-il. *J'ai resserré les vannes et refusé plein de monde. Je sentais bien le truc : planter un hectare de plus pour ensuite voir tout le monde partir. Aujourd'hui encore, je ne prends pas de nouveaux mangeurs.* »

« *Il faut se montrer flexible parce que les gens ont des vies de dingues et ont besoin de trouver la formule qui leur convient* » (Lucia Di Stasio)

Éviter de voir trop grand, pour conserver un modèle économique viable... Même pari du côté de François Wiaux, implanté à Mont-Saint-Guibert (Graine d'Avenir). Depuis trois ans, il a adopté le système CSA, c'est-



à-dire une agriculture soutenue par une communauté, basé sur un engagement préalable sur une saison. En pratique, les mangeurs souscrivent auprès du maraîcher un abonnement, dont le montant varie en fonction de la taille de la famille. Le bilan ? « *Contrairement à d'autres, je n'ai pas eu de demandes supplémentaires vu que le groupe était fixé, explique le maraîcher. J'ai donc traversé cette période sereinement.* »

On le voit : conserver ses mangeurs en dépit d'aléas extérieurs suppose, de la part du maraîcher, de bien cibler son modèle économique ; la réussite dépend également d'une bonne appréhension de l'environnement local dans lequel l'activité s'implante. « *Si tu lances un nouveau projet, c'est plus compliqué parce qu'il faut faire tout le travail de communication pour le faire connaître, résume ainsi Lucia Di Stasio. Nous, nous avons repris un projet qui tournait déjà bien. Et nous l'avons choisi pour sa proximité avec Braine-le-Comte, qui a une population assez importante avec un centre habité.* »

Des choix tactiques auxquels s'ajoute une stratégie de commercialisation qui demande des ajustements continus. Chez Lucia, le mangeur a le choix entre trois options : venir au magasin, commander en ligne ou prendre un panier via un abonnement trimestriel. « *Il faut se montrer flexible parce que les gens ont des vies de dingues et ont besoin de trouver la formule qui leur convient* », explique la maraîchère.

### **Soigner la relation, ça aide**

Pour garder le contact avec sa communauté, le maraîcher en petite surface peut aussi s'appuyer sur la proximité et la convivialité recherchées par les mangeurs qui poussent la porte d'un producteur. « *Je vous donne un bête exemple : je ne fais aucun mail copié-collé, confie Renaud Castiaux. Je les personnalise tous. Je connais chacun de mes clients, je sais quand ils partent en vacances, quand il y a un problème dans la famille.* » Une stratégie qui semble payer puisque « *plus les années passent et moins j'ai de turn-over dans les abonnements. Même si de nouveaux arrivent et d'autres partent, un gros noyau demeure* ».

Miser sur la confiance et la transparence renforce aussi le lien. « *Dans mon cas, j'assure la récolte, je mets tout sur l'étalage et mes mangeurs abonnés se servent comme au marché, note de son côté François Wiaux. Je ne mets pas d'indication spécifique sur la quantité de légumes qui peut être prise ; chacun compose son panier selon ses besoins et préférences, et en fonction de l'abonnement qu'il a souscrit.* »

Prendre le temps d'expliquer sa démarche, son métier et ses multiples facettes en invitant les mangeurs à venir visiter son terrain, lors de chantiers participatifs ou de portes ouvertes participent également à d'avantage de cohésion. Comme le fait de disposer d'un lieu de vente. « *Notre magasin est un super outil pour attirer les gens, relate Lucia, de Fan(e) de Carotte. On les y reçoit, on leur explique comment on travaille. Ils ont vraiment l'impression de faire partie de la famille.* »

### **Ne pas rester seul**

Changer radicalement la logique du client roi, pour développer des systèmes reliant maraîchers et mangeurs... Difficile d'y parvenir lorsqu'on est seul sur le terrain. Raison pour laquelle, parmi les maraîchers qui s'en sortent, beaucoup s'adosent à des collectifs qui militent en ce sens. Ils sont de plus en plus nombreux sur le terrain ; exemple avec le développement des coopératives de circuit court, qu'elles soient de producteurs, de mangeurs ou mixtes. Ou encore, parmi d'autres, avec les groupes d'achats solidaires de l'agriculture paysanne (GASAP), un réseau né en 2006.



@ Philippe Lavandy

Chaque GASAP regroupe des mangeurs qui soutiennent les producteurs de différentes façons : un engagement saisonnier leur offrant une trésorerie à l'avance, la mutualisation des commandes et la préparation des paniers lui épargnant un temps de travail considérable. *« Notre objectif est de remettre le producteur au centre du système, pointe Laurence Lewalle, coordinatrice du réseau. Il n'est pas un simple quidam qui produit de la nourriture, mais David ou Jean-François, En cas de coups durs, il peut compter sur le soutien des mangeurs. »*

Aller plus loin dans la relation avec les mangeurs... C'est la piste que vont emprunter Diane et Lewis aux Jardins du Moulin, à Grupont, pour tenter de construire un modèle plus stable. Ils envisagent ainsi d'opter pour le Système Participatif de Garantie (SPG), une alternative au label bio basée sur une évaluation par les mangeurs des critères socio-économiques et environnementaux de la ferme. *« C'est un processus de réflexion qui implique tous les acteurs : mangeurs et producteurs, explique Lewis. Et un outil de communication qui sert de prétexte à la rencontre et qui permet d'avoir un visuel sur les marchés. »*

### **Monde politique : au boulot !**

Sérieux, flexibilité, créativité, capacité à tisser et s'insérer dans un réseau... Autant de compétences que les maraîchers qui vivent de leur métier ont dû acquérir. Un professionnalisme qui n'est pas encore suffisamment reconnu et soutenu par les pouvoirs publics.

*« Les consommateurs sont harcelés sur l'importance de changer l'agriculture, les modes de consommation et de production, dénonce Pia. Mais lorsqu'on voit les décisions politiques réellement prises, on fait l'inverse. Dès lors, c'est logique que les mangeurs soient perdus. »*

*« Tant que les politiques ne soutiendront pas réellement le circuit-court et la bonne nourriture et qu'ils continueront à favoriser la malbouffe, nous serons obligés de nous battre au quotidien avec des bouts de ficelle en quémendant le soutien des mangeurs qui sont encore en mesure de le faire, pointe également Catherine Tellier, de la coopérative bio La Botte Paysanne. En laissant de côté, au passage, ceux qui sont déjà dans la précarité ! »*

Même avis du côté du réseau des Gasap. *« Je suis heureuse de mettre en avant une agriculture soutenue par la communauté, mais la communauté ne devrait pas à devoir soutenir ce modèle, assène Laurence Lewal, coordinatrice. Si nous avions une politique agricole commune qui tenait compte des producteurs locaux, nous n'aurions pas, nous, citoyens, à payer des impôts pour une agriculture intensive et à repayer sur base volontaire pour être dans des systèmes comme les GASAP. C'est excluant vis-à-vis des personnes qui n'ont pas les moyens de soutenir un agriculteur. C'est un vrai problème social. »*

Sacré défi de repenser notre système alimentaire. Pour Timothée Petel, c'est l'ensemble du système économique, politique et sociétal qui doit être revu : *« Et la transition ne pourra pas uniquement être portée par les maraîchers. Tous les acteurs du système doivent faire leur part ».*

Avec, pour clé de voûte, cette valeur à partager : *« Il faut être conscient que tout le monde n'est pas égal face à ces enjeux, que certains sont en situation de précarité ou que d'autres n'en ont pas conscience, observe Lewis, des Jardins du Moulin. La force de l'humanité, c'est la solidarité. »*

Claire LENGRAND, journaliste, 21 janvier 2022

+++ Ce dossier est au sommaire du numéro 8 de Tchak (hiver 2021-2022)

<https://tchak.be/index.php/2022/01/21/maraichage-paroles-maraichers-mangeurs-consommateurs-volages/>

# Les agriculteurs indiens signent une victoire



Des millions d'Indiens ont été accueillis par une bonne nouvelle le 19 novembre, lorsque Narendra Modi, le Premier ministre indien, a annoncé l'intention de son gouvernement d'abroger les trois projets de loi sur l'agriculture, destinés à « réparer » le secteur agricole en difficulté du pays. La nation trop habituée aux habituels coups de poitrine et hyperboles de ce leader musclé, imperméable à toute critique, a été stupéfaite par cette annonce. Ce recul de l'homme dominant qui a fait passer des politiques très néfastes tout en prônant un discours hyper-nationaliste basé sur l'ultra-droite *Hindutva*, balayant toutes les critiques – souvent par la force brute – a de quoi réjouir.

## Un esprit indomptable dans les moments critiques

En fait, l'attaque ininterrompue des fondements démocratiques de l'Inde a été une caractéristique récurrente au cours des sept dernières années. La plupart des droits constitutionnels et humains ont été piétinés en toute impunité, en particulier le droit fondamental à l'égalité, le droit de vivre dans la dignité, le droit de contester et de résister à l'État. Les institutions de contrôle ont été systématiquement affaiblies, le système judiciaire a été fortement altéré et le fonctionnement du parlement a été gravement compromis. D'autre part, le paysage politique indien est marqué par des attaques croissantes contre la classe ouvrière, avec une dilution systématique du droit du travail et la violation systématique des lois existantes.

L'attitude et la ténacité dont ont fait preuve des centaines de milliers d'agriculteurs, leurs familles et leurs partisans ont remis en question ce cours, forçant ce régime autoritaire à reculer docilement pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir en 2014. Le grand succès de l'agitation des agriculteurs en cours, qui a forcé ce « surhomme » à s'incliner, a fortement mis en évidence l'importance primordiale de mouvements de masse dynamiques pour arrêter le rouleau compresseur de l'*Hindutva*.

Les prochaines élections d'État, en particulier dans l'un des plus grands États de l'Inde, l'Uttar Pradesh (UP), et au Rajasthan, sont les raisons immédiates qui poussent Modi et son entourage à prendre du recul. Au vu de la raclée électorale que le BJP vient de recevoir dans certains scrutins partiels, le gouvernement ne pouvait pas se permettre de prendre plus de risques. Plus tôt dans l'année, le parti a essuyé une série de défaites aux élections législatives dans les États du Bengale occidental, du Kerala, de Puducherry et du Tamil Nadu, alors qu'il ne ménageait ni ses efforts ni ses ressources.

L'opinion publique contre le gouvernement de l'UP s'est rapidement développée après les violences de Lakhimpur Kheri en octobre, où le fils d'un ministre de l'Union a été impliqué dans une attaque au véhicule piégé contre des agriculteurs manifestants, tuant quatre d'entre eux et un journaliste. L'incident de Lakhimpur Kheri a intensifié les défis que le mouvement des agriculteurs, qui dure depuis un an, avait déjà posés au gouvernement indien.

En outre, la hausse vertigineuse des prix, les révélations sur le contrat Rafale (achat d'avions de combat) et l'utilisation du logiciel espion Pegasus avaient déjà mis le BJP sur la défensive avant les élections de l'UP. Les choses allaient terriblement mal dans le pays de Modi, avec une hausse des prix, un chômage croissant et une économie déjà chancelante qui tentait de se sortir du ralentissement pandémique.

Cependant, rien ne peut priver les agriculteurs de leur crédit légitime.

## **La crise agricole**

Alors que l'agriculture emploie près de la moitié de la main-d'œuvre indienne, elle ne contribue que pour 10 % au PIB du pays. La baisse de la productivité et des prix des récoltes pour les agriculteurs indiens rend l'agriculture non rentable dans la plupart des régions du pays, ce qui maintient les agriculteurs dans une situation de pauvreté perpétuelle. Malgré de nombreuses améliorations technologiques (irrigation, semences, engrais, mécanisation, etc.), l'agriculture indienne n'est pas en mesure de soutenir le grand nombre de personnes qui en dépendent.

Au fil des ans, divers gouvernements ont promis d'augmenter les revenus agricoles, mais rien ne s'est matérialisé jusqu'à présent. Le gouvernement Modi s'est engagé à mettre en œuvre les recommandations du rapport d'un comité nommé par le gouvernement qui a été soumis en 2006, mais qui a été délibérément ignoré par les gouvernements successifs. Il a également parlé de doubler les revenus agricoles d'ici 2022. Cependant, au lieu de répondre systématiquement à la crise agricole qui frappe le pays depuis l'avènement des politiques néolibérales, des changements cosmétiques dans les prix des produits agricoles par le biais de lois sur la commercialisation des produits agricoles ne contribueront pas de manière significative à la vie et aux moyens de subsistance des agriculteurs indiens. Les lois agricoles n'avaient que peu de potentiel pour améliorer les conditions des agriculteurs indiens. Au contraire, elles menaçaient leur existence même.

L'agriculture de subsistance est la principale source de revenus de la grande majorité des agriculteurs indiens. Si certains s'en sortent mieux que d'autres, la majorité d'entre eux peinent à obtenir des prix équitables pour leurs produits et sont profondément endettés. Un ménage agricole moyen en Inde a une dette équivalente à 60 % de son revenu annuel. Selon l'enquête nationale par sondage, le revenu annuel d'un ménage agricole était de 123 000 INR, et la dette moyenne de 74 100 INR de juillet 2018 à juin 2019. Les deux principaux contributeurs au revenu sont les cultures et les salaires. 50,2 % des ménages agricoles indiens sont endettés. Les emplois urbains décentes étant rares, la majorité de la population rurale émigre vers les villes pour grossir les rangs du précaire en plein essor. Le 77<sup>e</sup> cycle de l'enquête par sondage nationale (NSS) menée en 2018-19 révèle une diminution de la part des agriculteurs dans le revenu des cultures. Oubliez le doublement des revenus globaux des agriculteurs, cela montre une baisse absolue du revenu réel des cultures.

Depuis environ deux décennies, l'agriculture indienne est en état de crise. La manifestation la plus douloureuse en a été la hausse du taux de suicides des agriculteurs à travers le pays (28 par jour en 2019). Nombre d'entre eux sont endettés auprès de prêteurs informels tels que des proches ou des prêteurs d'argent usuraires.

Depuis 1995, plus de 300 000 agriculteurs se sont suicidés en raison de la pression croissante de la dette causée par les prix non rémunérateurs de leurs produits. Au lieu de s'attaquer à ces problèmes critiques qui affligent l'agriculture indienne depuis l'avènement du néolibéralisme, le gouvernement a fait passer des projets de loi sur l'agriculture que les agriculteurs considèrent comme la menace ultime à leur survie. Plus de 85 % des agriculteurs indiens exploitent moins de deux hectares de terre, ce qui signifie qu'il serait extrêmement difficile de s'engager et de concurrencer les grandes entreprises. Dans ces circonstances, les agriculteurs craignent à juste titre que ces lois ne soient destinées à permettre aux intérêts des entreprises de dominer l'avenir des agriculteurs indépendants.

## **La réponse du gouvernement : les *Farm Bills***

Depuis le début, l'attitude du gouvernement à l'égard des revendications des agriculteurs a été marquée par une négligence et une indifférence totales. Le gouvernement dirigé par le BJP a tenté d'écraser le mouvement des agriculteurs à chaque étape, l'exemple le plus odieux étant la façon dont les agriculteurs agitateurs ont été fauchés à Lakhimpur Kheri, dans l'Uttar Pradesh. Au cours des agitations qui ont duré un an, près de 700 agriculteurs sont morts en protestant. Des centaines d'entre eux ont été arrêtés en vertu de lois sévères. Le gouvernement a utilisé ses forces de police pour étouffer le mouvement par la force. Les frontières de Delhi, où les agriculteurs avaient organisé des manifestations, ont été transformées en prisons ouvertes.

Après leur marche du jour de la République au début de l'année, la police a sévèrement réprimé certains des leaders des agriculteurs. Néanmoins, les agriculteurs sont restés fermes dans leur détermination à poursuivre les protestations. Ils sont restés fermes dans leur appel à l'abrogation complète des lois agricoles, qu'ils considèrent comme « pro-entreprises » et « anti-paysans ». Les affirmations du gouvernement de l'Union selon lesquelles les agriculteurs ont été consultés avant l'adoption des lois sont totalement infondées puisque les lois ont d'abord été introduites par voie d'ordonnances en juin 2020 avant toute consultation publique ou même des délibérations parlementaires appropriées. Il s'agissait plus ou moins d'une imposition par la porte arrière plutôt que par le biais d'une convention ou d'une procédure démocratique.

## **Les agriculteurs réagissent à la tactique du bras de fer**

Depuis sa création, le mouvement des agriculteurs a évolué de manière dynamique. Le mouvement a débuté dans l'État du Pendjab, dans le nord du pays, mais s'est rapidement étendu à l'échelle nationale. Les groupes et associations d'agriculteurs de tout le pays ont mis de côté leurs différences et ont travaillé ensemble pour s'attaquer au gouvernement coercitif. Petit à petit, divers leaders de différentes régions du pays se sont donné la main pour créer un front uni, en mettant de côté les multiples contradictions de castes et de communautés dans le processus.

Chaque fois que le mouvement a été confronté à un défi, il en est ressorti plus fort. Les slogans et la résolution de tous les piquets de grève sont devenus un cri de ralliement pour de nombreux agriculteurs qui, autrement, ne pouvaient pas participer activement aux protestations.

Ces derniers mois, l'agitation des agriculteurs s'est transformée en un mouvement politique s'opposant aux tactiques de polarisation communautaire du BJP. Elle a contribué à la résolution des tensions dans l'ouest de l'Uttar Pradesh entre Jats et Musulmans, deux communautés déchirées à la suite des émeutes communautaires de 2013 à Muzaffarnagar. Le mouvement est devenu une plateforme permettant à de nombreuses communautés de se rassembler. Et, ce qui est peut-être le plus important, les manifestants ont instillé dans d'autres régions une résistance à un gouvernement qui se contente d'emprisonner ses détracteurs ou de les poursuivre et de les harceler. Celui-ci permet aux citoyens, y compris aux journalistes, d'être librement arrêtés en vertu de la loi sur les activités illégales (prévention) et réprime les médias indépendants pour « délits économiques ».

La montée de l'autoritarisme de droite ces dernières années a remis en question la crédibilité démocratique de l'Inde. L'Inde a chuté dans toutes les mesures de la démocratie, y compris dans le classement de la liberté de la presse, où elle occupe désormais la 142<sup>e</sup> place sur 180 pays, quatre places derrière le Soudan du Sud et trois places derrière le Myanmar. Selon l'indice de liberté humaine, l'Inde se classe 111<sup>e</sup> sur 162 pays, quatre places seulement devant la Russie. À la suite d'agressions répétées de la part du gouvernement indien, Amnesty International a été contrainte de cesser ses activités en Inde en septembre. Le mouvement des agriculteurs a comblé bon nombre de ces déficits démocratiques.

L'omnipotence apparente du gouvernement s'est effondrée, ce qui est un développement positif pour la démocratie indienne. Cependant, nous devons attendre et surveiller la suite des événements. S'agira-t-il d'un nouveau dialogue constructif et de meilleures réformes, ou d'un renforcement des contradictions ? Cette question ne peut toutefois pas se limiter aux limites de nos frontières nationales. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à la montée de l'autoritarisme, des violations des droits de l'homme, des pratiques antidémocratiques et du nationalisme de droite à l'échelle mondiale. Le laisser se développer sans entrave, en particulier dans la démocratie la plus peuplée du monde, met tout le monde en danger. Avec une population de plus de 1,3 milliard d'habitants, l'Inde, en tant que pays, muselle et restreint les libertés fondamentales d'un sixième de la population mondiale.

## **Conclusion**

La grève des agriculteurs, qui a duré un an, s'est finalement terminée par une victoire. Les agriculteurs indiens ont écrit l'un des chapitres les plus éclairants de l'histoire de la lutte des classes. L'abrogation des trois lois agricoles litigieuses est un développement bienvenu. Néanmoins, le *Samyukta Kisan Morcha* (Forum commun des agriculteurs) a juré de poursuivre la lutte tant que le prix de soutien minimum (MSP) ne sera pas un droit légal pour les agriculteurs. Cette victoire a fait renaître l'espoir de lutter contre les attaques contre les Dalits, les musulmans, la gauche, les intellectuels et tous les autres. Les syndicats et la classe ouvrière doivent tirer de profondes leçons et se battre agressivement pour récupérer une grande partie de ce qu'ils ont perdu ces derniers temps. La victoire du mouvement des agriculteurs est également une importante leçon d'auto-organisation pour les mouvements sociaux et la classe ouvrière.

Sushovan DHAR (CADTM Inde), 8 décembre 2021

# Paysan, je parle la langue de la nature



Les paysans, raconte notre chroniqueur, parlent avec les plantes et avec les animaux de leurs territoires. À l'heure où l'agriculture et la biodiversité sont victimes d'un effondrement partagé, connaître ces liens et ces manières de peupler le monde est d'autant plus précieux.



Mathieu Yon. © Enzo Dubesset / Reporterre

*Le néopaysan Mathieu Yon est désormais chroniqueur pour Reporterre. Il vous racontera régulièrement les joies et les déboires de son installation dans la Drôme en tant que maraîcher biologique en circuit court.*

Mon métier est fait d'imprévus et de petits riens, de ces moments qui tendent à disparaître, dans le monde de contrôle incontrôlé que nous avons édifié. Dans mon champ à l'aube, il y avait une gelée blanche sur l'herbe. Je ne l'avais pas anticipée, me fiant aux prévisions météorologiques. J'avais oublié la présence de la rivière en bordure de la parcelle. En voyant mes courges marquées par le gel, je me suis senti comme un écolier qui apprend à lire et bute sur un mot. « Rivière ». Un mot simple, dont j'avais oublié le sens paysan. En réalité, je fais ce métier pour rester en enfance et apprendre le langage des plantes, des nuages et des rivières.

Je ramassais les épinards dans le champ, quand des gouttes ont commencé à tomber. Il y a eu une bourrasque, une averse se préparait. Je suis rentré en vitesse dans l'utilitaire. J'entendais la pluie taper sur le toit en métal. Ce matin, j'avais mis du café dans le thermos. Je l'ai bu dans la voiture. Il était encore chaud.

Après l'averse, je suis retourné aux récoltes. Les épinards étaient trempés, mes doigts pinçaient les tiges d'un geste rapide. Les caisses s'empilaient. À la fin de la ligne, je suis passé aux blettes, plus lourdes. Un mouvement du bras vers le sol, et la côte se détache dans un bruit de papier journal froissé. Chaque légume à sa manière d'être. Certains apprécient la densité, comme s'ils voulaient se tenir chaud ou se murmurer des confidences, d'autres ont besoin de distance. Ceux-là, il ne faut pas les contrarier. Pour que chacun s'épanouisse, il est nécessaire de connaître les caractères et les spécificités.

Un soir d'été, je terminais un repiquage de choux à la lampe frontale. La météo prévoyait un temps couvert pour quelques jours, et je ne voulais pas rater l'occasion d'une reprise en douceur de mes plants, surtout en plein été. Après deux heures de repiquage, le dos courbé, j'ai voulu m'étirer un peu, et j'ai vu les yeux d'un animal à la lisière du champ, ébloui par ma lampe. Il ne bougeait pas, et regardait fixement dans ma direction. C'était un renard, surpris de me voir à une heure tardive. D'habitude, il avait champ libre depuis longtemps. Après un temps d'échange silencieux, je suis retourné à la tâche. Le renard continuait de m'observer, sans perturber mon travail. Je suis heureux de cette vie commune avec les pies, les mésanges ou les renards. Mais il m'arrive de courir après la piéride du chou, de sectionner un taupin entre mes doigts, ou de piéger des rats taupiers que je donne ensuite en offrande aux fouines, aux belettes ou aux serpents.

### **Taupe protectrice**

Cependant, il y a un petit mammifère que j'évite de piéger, c'est la taupe. La semaine dernière, j'observais des galeries souterraines parallèles à mes rangs de carottes : là où des rats taupiers auraient déjà compromis la culture, ces lignes droites ne déviaient jamais pour croquer une carotte. Était-ce une taupe domestique, protégeant mon troupeau d'ombellifères des attaques de taupins, ce coléoptère qui fait de gros dégâts aux racines ? Était-ce une taupe dressée, capable d'aider le maraîcher comme le ferait un chien de berger ?

Vous ne le savez peut-être pas, mais les paysans sont des animistes qui parlent aux plantes et aux animaux, comme s'ils faisaient partie d'un même monde. Les paysans ont des langages qui appartiennent à leur ferme, à leur champ, à leur territoire. Ces langages ne sont que rarement étudiés dans les écoles ou les universités. Pourtant, ils se parlent encore dans les campagnes, où chaque lieu, chaque rocher, chaque rivière porte un nom. Où les animaux qui peuplent les étables, comme ceux qui peuplent les broussailles ont des manières d'être que les habitants connaissent et reconnaissent.

Ces langages multispécifiques se parlent entre usagers humains et non-humains d'un milieu commun. Les paroles mal polies, mal dégrossies des campagnes, qu'on associe par ignorance à un manque de culture, sont en réalité le signe d'une autre culture, d'une autre langue élaborée par des siècles de compagnonnage avec le peuple immense des non-humains. Herbes, rivières, pierres, arbres, sentes, poils, traces, crottes. Les paysannes et les paysans transportent avec eux des mots, des expressions, des langues, qu'ils composent en faisant dialoguer le monde sauvage et le monde domestique. Ils construisent un langage avec la foule bigarrée des non-humains. Ils font ce travail sans même le savoir. Les nouveaux paysans, dont je fais partie, ne sont que les interprètes urbanisés de cette langue des montagnes, des bocages et des prairies.

En écrivant ces lignes, je ne prétends pas maîtriser ce langage, ni même en faire la découverte. Mon intention est simplement de rappeler que des traces du sauvage se trouvent à la lisière des cultures paysannes, et de poser une question épineuse : comment se fait-il, qu'au moment où nous voyons la biodiversité s'effondrer, nous soyons sourds à l'effondrement du monde paysan, comme si ces deux mondes étaient des étrangers l'un pour l'autre ?

Mathieu YON (REPORTERRE)

# Après l'engouement, la désillusion pour les circuits alimentaires de proximité

*Les circuits courts ont connu un succès fulgurant au début de la crise sanitaire, mais aujourd'hui, certains producteurs, transformateurs, magasins à la ferme ou épiceries locales tirent la sonnette d'alarme de la rentabilité suite à une baisse de la demande ou déposent même le bilan.*

*La présente analyse a pour objet de faire remonter les paroles d'acteurs de terrain et de témoigner du malaise dans un secteur qui, néanmoins, s'organise de manière coopérative pour renforcer sa résilience*

## I. L'appel des circuits courts dans un contexte de crise

Depuis 2008<sup>1</sup>, l'offre en produits alimentaires locaux et/ou bio en circuit court s'est largement étoffée. Cette offre a rencontré la demande de consommateurs désireux d'une alimentation plus saine, plus respectueuse de l'environnement, et rémunérant mieux les producteurs.

Ces types de productions, dites « durables », sont également mis en avant par les pouvoirs publics régionaux (voir la « Stratégie Manger Demain » pour la Wallonie) et les institutions internationales (notamment via les travaux de l'agence des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation, qui organisait en 2014 un *Symposium international sur l'agroécologie pour la sécurité alimentaire et la nutrition*<sup>2</sup>, ou plus récemment la stratégie *De la ferme à la fourchette* réalisée en 2020 par la Commission Européenne en vue de rendre les systèmes alimentaires plus justes, sains et écologiques<sup>3</sup>).

En mars 2020, le premier confinement a chamboulé notre quotidien, et renforcé les habitudes de consommation vers les commerces alimentaires de proximité. Les ventes en ligne se sont envolées pour les coopératives de distribution liégeoises, avec un doublement des commandes pour certaines d'entre-elles<sup>4</sup>, mettant sous pression leur personnel ainsi que leurs services logistiques, qui ont cependant tenu bon. Durant cette période, dans les magasins d'une coopérative de notre réseau, le nombre quotidien de passages en caisse a diminué de 18%, mais le prix du panier moyen a augmenté de 27%, assurant ainsi une augmentation du chiffre d'affaires de 8 % de mars à juin, et pour l'année 2020, une croissance de 3 %.

Pierre Marie Laduron, arboriculteur en biodynamie à Warsage, fournisseur de pommes et poires pour le circuit court liégeois, et gérant d'une épicerie bio, faisait le constat suivant en mai 2020 : « *Il y a eu un vrai boom au magasin, mais uniquement pendant les deux premières semaines du confinement. Les clients de LPP [Les Petits Producteurs] ont vidé mon stock de pommes [prévu pour 4 mois] en à peine trois semaines. Ces pics soudains de consommation ne sont pas favorables au circuit court, je préfère une croissance continue. J'ai pu observer par contre, qu'après chaque crise [touchant l'alimentation], j'ai 2 à 3 % de nouveaux clients, fidélisés* ».

À la même époque, chez un producteur bio sur 50 ha de pommes de terre (PDT) et légumes racines en Hesbaye, le commercial était recontacté par d'anciens clients de la grande et moyenne surface (GMS) pour acheter des pommes de terre bio et belges, car les clients de ces GMS voulaient du bio-local, n'ayant pas confiance dans celles en provenance d'Égypte, d'Espagne ou d'Italie. Chez ce producteur, la vente de PDT a triplé durant cette période.

Durant ce début de confinement, la presse a relayé les témoignages de maraichers qui voyaient leurs ventes décoller, suite à la croissance de la fréquentation de leur commerce, due en partie à l'arrivée de nouveaux clients. Kim Etienne, producteur et gérant du magasin de fruits et légumes en vente directe « Au Fond des Pans » à Aywaille, expliquait le 21 mars 2020 au micro de la RTBF : « *Sur les dix derniers jours, nous avons plus que doublé le chiffre d'affaires. Déjà la semaine dernière, nous avons noté une hausse, parce que les gens ont acheté en plus grande quantité* »<sup>5</sup>.

Le Centre Interprofessionnel Maraîcher wallon quant à lui indiquait : « *Ces deux dernières semaines, les commandes ont doublé, voire triplé chez nos maraîchers* ». Le directeur opérationnel de Färm, Jean-David Couderc, confirmait cet afflux : « *La tendance est positive pour les 13 enseignes de la coopérative, les fournisseurs ont même parfois du mal à suivre* »<sup>6</sup>.

## 2. Pourquoi cet engouement pour les circuits courts ?

Les raisons de l'engouement pour le circuit court durant le premier confinement sont diverses, à la fois émotionnelles et pragmatiques. La période de confinement a généré un changement d'habitudes alimentaires. La peur de la contagion a poussé certains consommateurs à se détourner des grandes surfaces qui brassent un grand nombre de personnes, au profit de plus petits points de vente de proximité. Aussi, l'augmentation



du temps passé à domicile a donné la possibilité de cuisiner davantage à la maison. En France, une étude menée démontre que 37% des personnes interrogées cuisinent des plats « maison » plus que d'habitude<sup>7</sup>.

Privés de nombreux loisirs et sources de divertissement quotidiens, l'alimentation a retrouvé une place centrale pour nombreux d'entre nous, comme le souligne ce témoignage : « Je me suis mise à manger plus sainement. Les salles de sports sont fermées, je sors moins, il faut que je fasse un effort pour mieux manger », raconte Lisa. En télétravail depuis huit mois, elle a trouvé un nouveau rythme de vie. « Je vais au marché, ce que je ne faisais jamais, et puis je cuisine, ça fait une activité différente, et surtout ça casse la routine 'boulot, dodo' », explique-t-elle.<sup>8</sup>

Lors du confinement, nombreux sont celles et ceux qui se sont retrouvés isolés, privés d'interactions sociales essentielles à leur bien-être. En supprimant les intermédiaires, les circuits courts permettent la création de lien social<sup>9</sup> entre les producteurs et les consommateurs.

L'interdépendance entre les milieux urbains et ruraux a été mise en avant par le contexte de crise et les circuits courts ont été considérés comme un moyen de créer des solidarités nouvelles.

Outre la mise en lien avec les producteurs et le monde rural, fréquenter des points de vente en circuit court a permis à certains de lutter contre l'aspect déshumanisant du confinement.

Durant cette période où chacun était prié de rester dans sa bulle et où le temps passé sur les écrans a explosé, fréquenter les points de vente de proximité a permis de lutter contre un sentiment de perte de sens grandissant, de se sentir ancré dans son territoire et de retrouver un peu de convivialité. Par ailleurs, les produits issus du circuit court ont pu être perçus comme plus qualitatifs et plus sains (boom de la consommation de fruits et légumes bio), voire boostant l'immunité, permettant ainsi de mettre en place une stratégie personnelle de lutte contre le virus.

Pour certains consommateurs découvrant la production locale, la moindre manipulation des produits signifiait aussi qu'il y aurait moins de transmission possible du virus.

Pour ces raisons notamment, beaucoup de citoyens se sont tournés vers les produits locaux de leur région pour réaliser leurs achats, plutôt que d'aller faire de longues files au supermarché.

On peut noter que chaque crise sanitaire, comme celle de la maladie de la vache folle ou de la crise des lasagnes à la viande de cheval, ramène des consommateurs dans les circuits courts.

La fermeture des marchés, lieux de vente privilégiés pour les produits locaux, a obligé des marchands ambulants (maraîchers, boulangers...) à diversifier leurs canaux de vente, par exemple en élargissant les horaires d'ouverture, et en augmentant leur offre de produits en magasin. La contrainte est ainsi devenue une opportunité, l'adaptabilité étant une force du circuit court.

La CATL, comme d'autres observateurs en Région wallonne, s'interrogeait déjà sur le caractère durable ou volatil de cet engouement pour les commerces de proximité. Dans les mois qui suivirent, différentes enquêtes montraient que le Belge allait continuer à s'approvisionner dans le circuit court. En mai, Trends Tendances citait une enquête du Vlan affirmant que « 86% des sondés continueraient à consommer local », tandis que selon une enquête de Fairtrade Belgium, « 42% de Belges interrogés disaient vouloir consommer, plus qu'avant la crise, des produits locaux ».

En mai 2020, Philippe Baret, doyen de la Faculté des Bioingénieurs de l'UCLouvain, se voulait optimiste : « Des nouveaux clients ont découvert des filières locales et durables, parce que proches de chez eux alors que les longs déplacements étaient interdits par les règles de confinement. [...] Ce nouveau public pourrait se maintenir sur le long terme, parce que [...] la découverte a souvent conduit à une satisfaction. Je suis donc assez confiant par rapport au développement d'une clientèle plus large pour ce genre de filières ».

### **3. Un engouement suspendu en plein vol**

Le 1er avril 2020, le Collège des Producteurs (interface entre les producteurs, les pouvoirs publics et les acteurs des filières de production agricole en Wallonie) a été chargé par le Ministre wallon de l'agriculture, Willy Borsus, de mettre en place un observatoire des effets de la crise sur les filières et acteurs de l'agriculture wallonne<sup>10</sup>. Les résultats communiqués mensuellement ont hélas confirmé que le vif intérêt des consommateurs pour le circuit court, n'a duré que le temps des deux confinements (printemps et automne-hiver 2020/1).

Mois	Tendance fréquentation des magasins de proximité	Approvisionnement	Situation covid
Avril 2020	↑ (+25%)	Farine et œufs sous tension	1 <sup>er</sup> confinement
Mai 2020	↑ (+10 à + 30%)	Produits les plus demandés : farine, levure, œufs, fruits, légumes	1 <sup>er</sup> confinement
Juin 2020	= (stabilisation)	Œufs, viande, fruits, légumes, levure, farine : toujours forte demande	
Juillet 2020	↓ (-15 à -30 %)		Période estivale toujours plus calme
Aout 2020	↓ (-15 à -30 %)		
Octobre 2020	↑ (+10 à + 30%)		
Janvier 2021	=	Farines, fruits, légumes, viandes : toujours une demande soutenue	2 <sup>e</sup> confinement
Février 2021	Légère ↑	Pas de pression sur les produits	10% des nouveaux clients captés lors du 1 <sup>er</sup> confinement sont encore présents
Mars 2021	Légère ↑	la demande reste globalement soutenue et en augmentation.	
Juillet 2021	↓		Période estivale toujours plus calme
Aout 2021	↓		
Septembre 2021	Légère ↑		
Octobre 2021	~	Demande fluctuante	Demande fluctuante, en fonction des décisions politiques et mesures covid-19
Novembre 2021	~	Demande fluctuante	Demande fluctuante, en fonction des décisions politiques et mesures covid-19

#### 4. Des acteurs qui tirent la sonnette d'alarme ou déposent le bilan

Malgré cet enthousiasme pour le circuit court et les modes d'approvisionnement alternatifs, nous constatons aujourd'hui que de nombreux producteurs, maraichers, transformateurs ou magasins de distribution alarment sur leur rentabilité en berne, déposent le bilan ou partagent leurs difficultés financières.

Le 10 novembre 2021, Céline Deru, productrice de fromage à la ferme Qui Lait Cru<sup>14</sup>, lance un appel sur sa page Facebook qui ne passera pas inaperçu. À l'heure où nous écrivons cette analyse, elle a été vue par plus de 240 000 personnes (3 780 partages) : « *Les perspectives sanitaires et économiques ne m'invitent pas à l'optimisme ou à des jours meilleurs et je suis fatiguée. En réalité, je ne suis pas seule derrière cette publication, ma réflexion est partagée par BEAUCOUP de collègues producteurs avec qui je suis sans cesse en relation.* »

Le 15 novembre 2021, Nadine Lambert, gérante de l'épicerie mobile A Vrac Adabra<sup>15</sup> dépose le bilan et partage son ressenti : « *J'ai essayé de nouveaux lieux, j'ai adapté les horaires mais le résultat est là : depuis janvier 2021 je survis, je n'arrive plus à vivre de mon activité. J'ai perdu mon enthousiasme et mon sourire, même si j'essaye de le cacher au maximum, cela devient très pesant au quotidien, ça me prend toute mon énergie, je suis fatiguée.* »

#### Une raréfaction des clients

Nombreux pointent une forte diminution de leur clientèle. Par exemple, la responsable d'A Vrac Adabra relate : « *La "sortie" de cette crise (sanitaire) a été moins réjouissante : diminution conséquente du nombre de*

clients, à tel point que pour certains endroits j'ai même dû prendre la décision d'alterner 1 semaine sur 2, tant c'était extrêmement calme. »

Du côté de l'Entre-Pot<sup>16</sup>, magasin de vrac situé dans l'hyper-centre de Liège, un appel publié sur les réseaux sociaux demande également aux clients : « Où êtes-vous ? Vos bocaux ont-ils été remis dans votre garage ? Avez-vous trouvé mieux ? Craignez-vous de vous rendre au centre-ville ? ».

Au sein de la coopérative Les Petits Producteurs (LPP), dans leur magasin en Neuvise (Liège), on fait le même constat : c'est plus calme, les clients sont moins présents, et le chiffre d'affaires s'en ressent fortement. Pour l'équipe de LPP, l'instauration du télétravail a sa part de responsabilité dans cet état de fait car ce quartier qui inclut de nombreux bureaux est par conséquent beaucoup moins animé. Les travaux du tram compliquant la circulation n'aident pas non plus. C'est ainsi une grande partie des magasins (alimentaires ou non) de l'hyper-centre qui éprouve des difficultés.

Céline Deru partage une forme de colère et de résignation envers les consommateurs absents : « Depuis 37 ans, je me lève "ferme", je mange "ferme", je vis "ferme". ... Mais le constat est clair : VOUS, consommateurs, N'AVEZ PAS BESOIN DE MOI, petite productrice locale et convaincue... J'imagine que vous viendrez frapper à la porte quand la prochaine crise alimentaire pointera le bout de son nez, mais il sera trop tard, mes collègues et moi, nous ne serons plus là... »

### Cri d'alarme des producteurs locaux : "on était en plein vol, mais le confinement nous a coupé les ailes"



Céline Lambert, patronne de la laiterie « Qui lait cru » à Dalhem © Marie Bourguignon

Céline Lambert, patronne de la laiterie « Qui lait cru » à Dalhem © Marie Bourguignon<sup>17</sup>

Via sa newsletter du 21 novembre, la coopérative Histoire d'un Grain<sup>18</sup> affichait son soutien aux producteurs locaux et interpellait les mangeurs en ces termes : « Est-ce que le citoyen n'a pas encore compris l'intérêt de relocaliser son alimentation ? Préférons-nous tomber dans la facilité que nous propose notre société de consommation plutôt que d'être attentif à ce que nous mangeons en tenant compte des impacts économique mais aussi sociaux et environnementaux de nos achats ?! »

Dès l'été 2021, de nombreux maraichers s'étaient également manifestés en faisant le constat que les clients ne fréquentaient plus les marchés et qu'ils rencontraient des difficultés à écouler leurs marchandises.

Les mois de juillet et août sont souvent une période difficile pour les maraichers car synonyme d'abondance d'une part et de départ de vacanciers de l'autre. « Mais cette année, c'est pire », nous confirment plusieurs d'entre eux. De plus, l'expérience d'un été 2020 abondant avait fait espérer des ventes supplémentaires. Les maraichers avaient donc planté plus, en prévision, ce qui s'est avéré contre-productif.

Ce constat est à étendre à l'ensemble de la Belgique (la coopérative emblématique de Namur Paysans-Artisans a été une des premières à aborder le sujet) et concerne également d'autres pays que la Belgique. Ainsi, en France, un certain essoufflement semble également s'être emparé des circuits courts<sup>19</sup>.

### Des conditions de production difficiles

Outre une chute drastique du nombre de clients, les producteurs ont subi de plein fouet les conditions climatiques particulièrement compliquées de cette année. Si les années précédentes étaient caractérisées par

des étés très secs, l'été 2021 a quant à lui été marqué par des pluies torrentielles, gorgeant la terre d'eau, la rendant extrêmement lourde et difficile à travailler. Pour les maraîchers, cela a été une source de fatigue physique intense, et généré des pertes allant jusqu'à 80%.

Ces mêmes trombes d'eau ont mené aux inondations destructrices et meurtrières du mois de juillet. Les producteurs de la région liégeoise en ont fait les frais, certains voyant leurs terrains totalement ravagés. C'est notamment le cas de Tom Wintgens, maraîcher en autocueillette<sup>20</sup> récemment installé à Franchimont (voir photos avant-après ci-dessous<sup>21</sup>), qui nous partageait via les réseaux sociaux le 14/07/21 :

*« J'étais le maraîcher le plus chanceux de toute la région, et j'adorais m'en vanter pour rigoler.*

*Aujourd'hui il ne me reste plus rien, mon champ est sous 2m d'eau, ma serre est partie avec la rivière, mes arbres fruitiers sont arrachés, et surtout nous n'avons plus de maison... C'était un rêve que je ne compte pas laisser couler, mais qui sera compliqué à reconstruire. Tout était si beau et prometteur ».*



Aux conditions climatiques, s'ajoutent la pénibilité du travail, une rentabilité basse et un nombre d'heures travaillées très élevé, des journées à rallonge laissant peu de temps sur le champ si l'on cumule toutes les autres tâches à faire (administratives, logistiques..., etc.). Pour certains, la météo catastrophique a ainsi été le coup de grâce.

Ce découragement des maraîchers peut aussi s'expliquer par l'absence de soutien institutionnel se traduisant par des aides financières pérennes ou ponctuelles. En cas de risque climatique par exemple, aucune aide n'est allouée aux producteurs sur petite surface.

Dans le cas de Tom Wintgens, c'est grâce à la solidarité de la communauté qui le soutient, et aux dons de particuliers<sup>22</sup>, qu'une reprise est envisageable.

### **La chute libre des circuits courts : à nuancer**

Certains semblent cependant un peu moins impactés, c'est le cas de l'épicerie « Le Temps des Cerises », située sur les hauteurs de Liège. Son gérant, Ludovic Closset avance plusieurs raisons : « La clientèle de mon commerce étant locale et constituée majoritairement de coopérateurs, elle est moins volatile que celle d'autres commerces liégeois qui dépendent plus du passage de clients qui travaillent (en temps normal) au centre-ville. » Il constate aussi que les commandes en ligne se sont multipliées durant les phases de confinement et que leur usage est probablement amené à perdurer (au-delà de la situation sanitaire actuelle). Il ajoute : « Cette vente en ligne n'est pas suffisamment développée dans les épiceries locales, qui ne sont pas non plus suffisamment fédérées, et n'ont pas un minimum de logistique commune ».

Ainsi, certaines superettes bio liégeoises qui proposent un nombre de références important, permettant aux consommateurs de réaliser l'ensemble de leurs courses dont une partie en circuits courts, ne semblent pas connaître les mêmes baisses de chiffre d'affaires.

### **5. Quelques éléments explicatifs ?**

L'ambition de ce texte est de faire remonter les témoignages d'un secteur en état d'alerte, plutôt que d'expliquer les raisons de cette moindre fréquentation des circuits courts (car ceci demanderait une recherche plus approfondie et davantage de recul). Toutefois, quelques éléments factuels pourraient en partie expliquer pourquoi les clients manquent désormais à l'appel.

Tout d'abord, il semble que le déconfinement n'est pas étranger à cette moindre fréquentation des clients. En effet, il a rimé avec moins de temps passé à la maison, reprise du travail « en présentiel », des loisirs et de la vie sociale en extérieur avec un engouement pour les repas pris au restaurant et les commandes en ligne. Ce qui laisse potentiellement moins de temps pour réaliser ses achats et cuisiner.

Aussi, la crise sanitaire a généré une crise économique conséquente. À noter, la pandémie a entraîné en 2020 la plus forte récession en Belgique depuis la Seconde Guerre mondiale (-6,3%)<sup>23</sup>. La précarité a augmenté, en témoigne notamment le nombre croissant de demandes d'aide alimentaire<sup>24</sup>. La catégorie des « nouveaux pauvres » est apparue, constituée de familles monoparentales, de personnes âgées, d'étudiants, mais aussi d'intérimaires, de travailleurs du monde culturel et de l'événementiel, de la restauration, de PME, de travailleurs indépendants...<sup>25</sup>.

Les récentes augmentations du prix de l'énergie ne feront qu'augmenter cette tendance. Or l'alimentation reste la variable d'ajustement d'un budget serré, aux côtés de coûts incompressibles tels que le logement. Au-delà des effets de la crise, l'offre bio, locale, de circuits courts se multiplie ces dernières années. Est-ce que le nombre de consommateurs augmente au même rythme ? Les circuits courts répondent-ils réellement à la demande ? Ou est-ce qu'ils ont suscité une demande qui n'est que partiellement rencontrée ou trop volatile ?

Et comment font ces consommateurs pour s'y retrouver dans la pléthore des appellations et des publicités, souvent mensongères, des supermarchés<sup>26</sup> ? Le verdissage (ou « greenwashing ») bat en effet son plein dans les grandes et moyennes surfaces dont l'impact publicitaire est imparable.

Liège est souvent dépeinte comme avant-gardiste dans les initiatives de transition alimentaire, et le soutien institutionnel aux circuits courts en Région wallonne est de plus en plus renforcé mais malgré tout, ce secteur est encore extrêmement vulnérable. Le chemin est encore long pour offrir aux acteurs des filières alimentaires de proximité, un véritable environnement soutenant.

Comme l'écrivait si justement les deux maraichères de Carotte et Phacélie<sup>27</sup> situé à Thimister, suite à une explication résumant les raisons<sup>28</sup> de l'arrêt de leur projet de maraichage : « Nous avons besoin que les risques liés à la production alimentaire soient portés par la communauté et pas uniquement par les paysannes et les paysans ».

### **6. En guise de conclusion**

Dans cette analyse, nous avons accumulé les constats, pour la plupart négatifs ou du moins préoccupants, quant à la fragilisation actuelle des agriculteurs locaux et des circuits courts de distribution. Nous avons également émis des hypothèses quant à cet état de fait, mais sans être encore en mesure de tirer des conclusions, qui seraient à ce stade trop peu informées et prématurées.

Que faire dans de telles circonstances ? Attendre et espérer ? Faire le gros dos ? Et dans ce cas, à quoi peut bien servir une analyse telle que celle-ci ?

Peut-être nous faut-il revenir à l'essence de l'éducation populaire : « Une action collective de mobilisation d'un savoir stratégique », pour reprendre la définition du philosophe belge Luc Carton. Comprendre et lutter ensemble, dans une perspective de justice sociale.

Alors, tenir bon oui, continuer d'investiguer pour comprendre comme nous le faisons dans cette analyse, et nous organiser collectivement sans tarder.

Nous le constatons au sein de notre réseau : entre organisations partageant les mêmes valeurs<sup>29</sup>, des alliances sont déjà en train de voir le jour pour se renforcer mutuellement, pour faire des économies d'échelle, atteindre des niveaux de masse critique, et *in fine* être plus forts face à la grande distribution, et aux crises multiples en cours. Plusieurs coopératives de distribution en circuit court sont ainsi en train d'unir leurs forces dans le cadre de la création d'un hub logistique et coopératif pour le circuit court. Elles mutualiseront tout ce qui peut l'être et elles s'associeront pour créer des nouveaux services et de nouveaux débouchés, notamment pour la satisfaction des clients professionnels. Mentionnons aussi, par exemple, la création en cours d'un groupement d'acheteurs professionnels orienté vers la résilience des producteurs : regroupant des coopératives de distribution et des cuisines de collectivité, ce collectif s'engagera vis-à-vis des producteurs sur des volumes et de prix. Réciproquement, l'engagement des producteurs permettra de sécuriser les approvisionnements de ces acheteurs éthiques. Les activités des membres étant différentes, et leur saisonnalité complémentaire, l'association permettra de lisser l'expression des besoins et de moins dépendre de la variabilité de tel ou tel canal de distribution. On peut clairement parler de renforcement mutuel.

Parallèlement au soutien de telles initiatives concrètes qui renforcent la résilience des acteurs de notre écosystème, il nous semble essentiel de continuer d'investiguer, d'améliorer notre compréhension des mutations sociétales en cours, afin d'ajuster nos stratégies, de contribuer à l'évolution des gammes de produits et de services proposés par les acteurs de notre réseau, de tisser de nouvelles alliances, d'impulser de nouvelles dynamiques, et d'adapter les actions de sensibilisation de nos concitoyens via le festival Nourrir Liège et ses nombreux développements. *Résister, c'est créer*, répétait le philosophe argentin Miguel Benasayag.

## 7. Notes de fin

- 1 <https://www.biowallonie.com/chiffres-du-bio/> Consulté le 17/12/21
- 2 <https://www.fao.org/agroecology/overview/our-work/fr/> Consulté le 17/12/21
- 3 [https://ec.europa.eu/food/horizontal-topics/farm-fork-strategy\\_en](https://ec.europa.eu/food/horizontal-topics/farm-fork-strategy_en) Consulté le 17/12/21
- 4 <https://www.catl.be/2020/04/15/covid-19-a-circuits-courts-malheur-est-bon-le-boom-des-cooperatives-dedistribution-alimentaire-liegeoises/>
- 5 [source : [https://www.rtbf.be/info/regions/liege/detail\\_1-epidemie-de-coronavirus-dote-le-maraichage-en-region-liegeoise?id=10464143](https://www.rtbf.be/info/regions/liege/detail_1-epidemie-de-coronavirus-dote-le-maraichage-en-region-liegeoise?id=10464143)]
- 6 [Dans le journal METRO du 31 mars 2020]
- 7 <https://www.santepubliquefrance.fr/presse/2020/confinement-quelles-consequences-sur-les-habitudes-alimentaires>
- 8 Source : Mérième Stiti, *Confinement et Covid-19 : les habitudes alimentaires des Français bousculées en période de crise sanitaire*, France 3 Régions, <https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/confinement-et-covid-19-leshabitudes-alimentaires-desfrancais-bouscules-en-periodede-crise-sanitaire-2035129.html> Consulté le 16/12/21
- 9 CREDAL, Février 2013, *Les circuits courts solidaires et durables en Wallonie*. URL : [https://www.credal.be/medias/files/publication/documents/credal/les\\_circuits\\_courts\\_solidaires\\_et\\_durable\\_de\\_wallonie.pdf](https://www.credal.be/medias/files/publication/documents/credal/les_circuits_courts_solidaires_et_durable_de_wallonie.pdf) Consulté le 16/12/21
- 10 <http://filagri.be/actualites/covid-19-observatoire-des-filieres/>
- 11 Le 1er confinement a eu lieu du 18 mars 2020 au 4 mai 2020. Le 2ième du 2 novembre 2020 au 31 janvier 2021.
- 12 Services Opérationnels du Collège des Producteurs
- 13 <http://filagri.be/actualites/covid-19-observatoire-des-filieres/>
- 14 <https://www.facebook.com/Qui-Lait-Cru-Ferme-Deru-Lambert-793512964165365>, consulté le 11/11/2021
- 15 <https://www.facebook.com/avracadabra.bio> consulté le 16/11/2021
- 16 <https://www.facebook.com/LEntrePotLiege/> Consulté le 30/11/21
- 17

Article de la RTBF, Marie Bourguignon,  
publié le mardi 23 novembre 2021

18  
<https://www.histoiredunrain.be/> Consulté le 15/12/21

19  
[https://www.francetvinfo.fr/sante/alimentation/consommation-les-circuits-courts-sont-ilstoujours-a-la-mode\\_4769349.html](https://www.francetvinfo.fr/sante/alimentation/consommation-les-circuits-courts-sont-ilstoujours-a-la-mode_4769349.html) Consulté le 21/12/21

20  
Pour plus d'informations sur le maraîchage en autocueillette, n'hésitez pas à consulter deux analyses sur le sujet : <https://www.catl.be/la-catl/education-permanente/>

21  
Image : le champ de Tom Wintgens avant et après les inondations de juillet 2021.  
Source : Rhizosphère, *Inondation du Maraîchage de Franchimont, SOUTIEN POUR TOM.*  
<https://rhizosphere.be/tom/>

22  
Voir : Rhizosphère, *Op Cit.*

23  
Ministère de l'économie (France), *Situation économique et financière de la Belgique*, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/BE/situation-economique-et-financiere-de-la-belgique> Consulté le 16/12/22

24  
RTBF (18/02/21). *Coronavirus en Belgique : les Banques alimentaires croulent à nouveau sous les demandes.*  
URL : [https://www.rtbfb.be/info/societe/detail\\_coronavirus](https://www.rtbfb.be/info/societe/detail_coronavirus)

-  
[en-belgique-lesbanques-alimentairescroulent-a-nouveau-sousles-demandes?id=10700855](https://www.rtbfb.be/info/societe/detail_coronavirus-en-belgique-lesbanques-alimentairescroulent-a-nouveau-sousles-demandes?id=10700855)  
Consulté le 16/12/21

25  
*Covid-19 : qui sont les «nouveaux*

*pauvres» victimes de la crise sanitaire en France ?*  
URL : [https://www.lexpress.fr/actualite/societe/covid-19-quisont-les-nouveaux-pauvresvictimes-de-la-crise-sanitaireen-france\\_2135911.html](https://www.lexpress.fr/actualite/societe/covid-19-quisont-les-nouveaux-pauvresvictimes-de-la-crise-sanitaireen-france_2135911.html)  
Consulté le 16/12/21

26  
Pour en savoir plus, lire l'analyse de Pierre Ozer : « Un Noël en famille sous le signe de la durabilité ». <https://www.catl.be/la-catl/education-permanente/>

27  
Carotte et Phacélie - Accueil | Facebook

28  
*« il est important pour nous de voir comment accorder davantage le projet avec des valeurs qui nous sont chères: un accès à tous·tes à une alimentation saine et respectueuse, une juste rétribution, un cadre de travail où chacun·e puisse s'épanouir. »*

29  
Les valeurs partagées au sein du réseau de la CATL sont inscrites dans une charte consultable en suivant ce lien : <https://www.catl.be/charte-dela-catl/>

*Rédaction*

Louise Balfroid  
Virginie Bartholomé  
Jean-Marc Michalowski

*Relecture*

Elisabeth Gruié  
Christian Jonet

*Design graphique*

Taste & Visual  
@tasteandvisual

*Couverture*

Orama  
@orama\_illustration

Le document est composé en Georama et en Newsreader dessinées par Production Type.

Décembre 2021, Liège



# Sacred Cow – Vaches Sacrées, le film



Sacred Cow est le nouveau film de Diana Rogers et Robb Wolf, qui ont consacré 3 ans pour le réaliser. Ils y transmettent les arguments nutritionnels, environnementaux et éthiques en faveur d'une meilleure viande. Le film était disponible pour les anglophones jusqu'au 30 novembre en streaming.

J'ai préparé un récap pour les personnes ne parlant pas l'anglais, afin qu'elles puissent bénéficier des informations de ce film extraordinaire.

« Il y a un débat aujourd'hui sur le fait si on doit manger de la viande ou pas. C'est un débat sur notre planète, notre éthique et notre santé. Et si nous débattions sur le sujet erroné ? Et si ces mêmes animaux sur lesquels nous nous disputons étaient la réponse pour réparer ce qui est cassé ? » (Diana Rogers)

## État des lieux : la course à la productivité et ses conséquences

Pour répondre à la question posée par le film, nous partons à la rencontre d'un couple de paysans dans l'État américain de l'Indiana. Ils nous racontent leurs débuts, leur production basée essentiellement sur le maïs, le soja, un peu de blé qu'ils cultivent de *manière industrielle, avec des pesticides*. Au travers de ces paroles qui témoignent de leurs difficultés financières et via les images qui montrent une ferme un peu délabrée, nous nous faisons une image de la vie dure que vit de cette famille d'agriculteurs dans leur lutte pour ne pas couler. L'explication d'Allan Willimas, PhD, nous éclaire sur le fondement de cette réalité. Il explique que dans cette *course au confort, à la productivité*, nous avons perdu le lien naturel à la terre. *Nous avons perdu la qualité nutritionnelle naturelle des aliments, nous avons perdu en qualité de sol, mais nous avons aussi perdu la santé économique des producteurs*. Nous apprenons que le paysan moyen est en train de perdre de l'argent. Les agriculteurs mettent leur budget dans des produits chimiques qui dégradent la qualité du sol, détruisent l'écosystème caché souterrain. Le mécanisme financier agricole est fait de telle sorte que malgré leur récolte ils ne sont pas sûrs de payer leurs dettes et ils s'enfoncent dans un cercle vicieux.

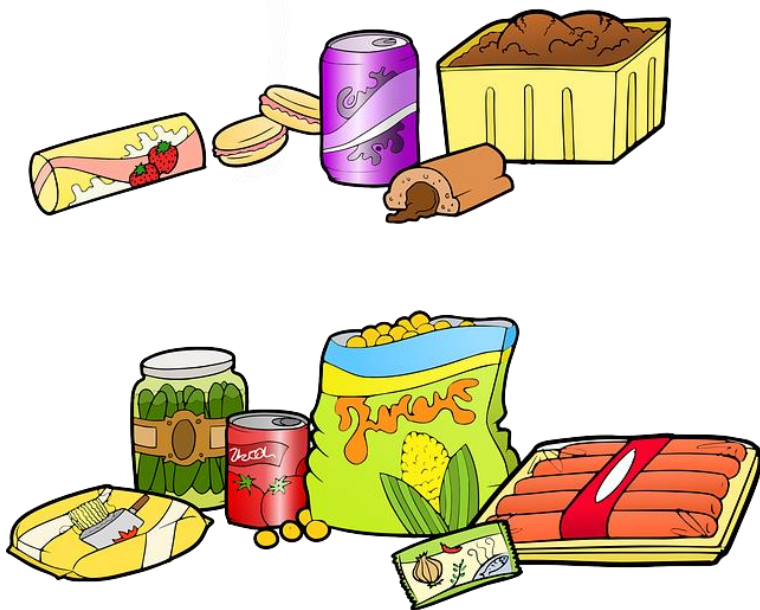


Greg Larcombe de Pixabay

## Comment en est-on arrivé là ?

Après la deuxième guerre mondiale il était urgent de trouver des solutions pour nourrir toute la planète. Une partie de la solution aux questions de production de la nourriture est venue de la chimie. L'avènement des engrais chimiques n'a plus contraint le paysan à une pratique traditionnelle de la rotation des cultures et fait disparaître les fermes mixtes ayant à la fois des cultures et des animaux. Les paysans se sont spécialisés et n'ont cultivé que quelques types de plantes sur toutes leurs terres. N'ayant plus d'animaux pour fournir l'engrais naturel, ils sont devenus dépendants des fertilisants issus du pétrole et il a fallu désormais protéger ces grandes monocultures à grand renfort de pesticides et d'insecticides. Les animaux ont été séparés de la production des végétaux et cela ne fut pas sans conséquences : L'un des effets le plus dévastateur selon le dr Walter Willet, a été la perte de la biodiversité.

Les mêmes logiques de productivité et de rentabilité ont été employées pour l'élevage. Sauf que ces êtres ne se prêtent pas à cette vision réductrice d'un objet économique. Si on les concentre, on les coupe de leur environnement et de leur vie sociale, et ces animaux vont subir un stress énorme. En les coupant de leur environnement, en les concentrant dans des endroits fermés et réduits, on crée également des problèmes de concentration de déchets, qui, au lieu de retourner dans la terre et servir d'engrais, vont simplement devenir des déchets industriels à traiter comme dans d'autres industries.



OpenClipart-Vectors de Pixabay

## On réinvente les aliments – plus de plaisir et plus de commodité au lieu des nutriments

Au fil du temps la question de nourrir le monde s'est transformée. La chimie s'est invitée dans la transformation des aliments et en laboratoire, on a commencé à rendre les aliments plus désirables, plus savoureux et plus pratiques au quotidien. Au lieu de nourrir l'Amérique, on a commencé à travailler sur la question de comment exciter les papilles des Américains.

Produits instantanés et surgelés, plats cuisinés ont envahi les magasins. Les publicités vantaient le gain de temps et le confort ainsi créé. Pour rendre les aliments plus attractifs, nous avons commencé à ajouter plus de sucre, de sel, d'arômes dans les aliments, selon Robb Wolf, biochimiste, producteur du film et auteur du livre The Paleo Solution. C'était l'époque des diner-télé qui commençaient à transformer la vie des familles.

Selon Marc Hyman et Chris Kresser, médecins, la nourriture actuelle a été conçue pour être addictive. Rien d'accidentel, mais au contraire totalement pensée pour. Naturellement, le cerveau est attiré par des aliments très riches et gratifiants et il réclame l'aliment qui fournit cette sensation. C'est la faille dans laquelle l'industrie agro-alimentaire s'est engouffrée, en proposant des aliments de réconfort ultra-transformés et en rendant leurs inventions les plus addictives possibles. Aujourd'hui nous vivons dans un environnement avec littéralement une quantité infinie d'expériences de saveurs possibles, totalement absentes auparavant dans l'histoire de l'humanité et dans la nature.

### **Le revers de la médaille ? Notre santé déclinante.**

Que fait-on quand on veut engraisser un animal – demande le dr Walter Willet ? On l'enferme, on l'empêche de bouger, et on lui donne beaucoup de céréales. Voici l'explication pour l'épidémie de l'obésité aux États-Unis, car ça marche aussi chez les humains.

Mais, au lieu d'attirer l'attention sur les méfaits des produits industriels et transformés, le gouvernement nous dit de manger moins de graisses. On communique depuis plus de 50 ans sur les méfaits de cholestérol, sur le soi-disant lien entre cholestérol et maladies cardio-vasculaires et même certains cancers. On conseille d'éviter les graisses, surtout les graisses animales, saturées.

Selon Nina Teicholz, auteure de *The big fat surprise*, les recommandations officielles sont puissantes, car elles sont véhiculées par les acteurs de la sphère médicale, qui ont une fonction d'autorité. Les cantines doivent fonctionner à base de ces recommandations. Ce qui signifie dans les faits que dans le repas d'un collège par exemple, ce qui est présent au niveau des macronutriments, ce sont quasi exclusivement des glucides. Ces glucides remplissent le ventre, mais laissent les cellules sur leur faim, et elles vont re-demander leur dû. Le déjeuner pris en exemple dans le film contient l'équivalent de 23 cuillères à thé de sucre (presqu'une demi-tasse !)

Avec ces messages officiels, qui indiquent de manger moins gras, moins de viande, et uniquement des viandes maigres, que s'est-il passé depuis un demi-siècle ? Nous sommes devenus encore plus gros, des maladies dites de civilisation sont apparues, comme le diabète type 2 ou le syndrome métabolique.



FreePhotosART de Pixabay

### **Avons-nous besoin de plus de preuves que le message est erroné ?**

Puis, au fil du temps, au lieu de diaboliser les graisses, le message a changé : l'ennemi N°1 est désormais la viande. D'abord les produits carnés transformés, puis les viandes rouges sont désormais décriées comme des substances dangereuses, cancérigènes. Puis, on laisse de côté dans les « recommandations » les produits transformés et ne reste que le message pour nous avertir sur les méfaits présumés de la viande rouge. De plus, continue Nina Teicholz, d'autres messages se sont greffés à charge pour la viande : la cause de la planète, la cause du bien-être des animaux, etc. La viande est devenue un ennemi bien plus méchant que la graisse pouvait l'être.

### **Témoignage d'une ex-végane**

Le témoignage de Lierre Keith, auteure du *Mythe végétarien*, une végane militante repentie, nous amène à voir la cible idéale des végétariens : des jeunes idéalistes, urbains, coupés de la vraie vie et ne connaissant rien à la nature, ses lois et ses secrets. Ils sont brillants, intelligents, sensibles, friands de recherches et d'infos, avec des arguments bien documentés, et armés de listes qui prouvent qu'il y a des nutriments nécessaires également dans les plantes ; ils sont convaincus de faire le bon choix.

Elle raconte sa rencontre avec une militante, son changement de régimes, ses recherches et ses débuts. Puis elle passe à ses hypoglycémies qui sont apparues peu de temps après, malgré un effort considérable pour atteindre un équilibre alimentaire. Elle continue son histoire en énumérant avec les dégradations de sa santé avec des problèmes de colonne vertébrale, des maladies auto-immunes, sa féminité qui était mise à l'arrêt. Mais malgré ces évolutions, elle n'a pas fait le rapprochement entre son alimentation et ses problèmes de santé.



Paleohacks Podcast episode

### Pourquoi avons-nous besoin de produits animaux ?

Selon les spécialistes, ce n'est qu'une question de temps avant que la santé de la plupart des vegans décline. La raison pour cela selon Chris Kresser, c'est notamment que *certaines nutriments sont présents exclusivement dans les produits animaux*. Ou alors ils peuvent être présents dans certaines plantes, mais en quantité minime, comme la vitamine B12. D'autres nutriments sont présents sous une forme moléculaire différente, moins assimilable (fer, zinc, EPA, DHA, calcium) et *leur biodisponibilité est moindre*. On peut se compléter, mais selon lui, on devrait toujours privilégier les aliments par rapport aux compléments, qui ne pourront jamais remplacer les nutriments présents à l'état naturel dans l'aliment.

Dans la course à la diabolisation, on met aujourd'hui la viande parmi les toxines comme le tabac, l'alcool, l'asbeste, ou l'arsenic. Et même si à côté de ces messages diabolisants subsistent des informations qui disent que la viande contient des nutriments essentiels pour la vie, cela crée une profonde *confusion chez les gens*. Qui croire ? Dans les recherches scientifiques il n'y a pas de corrélation établie entre la consommation de viande rouge et le cancer ou d'autres problèmes. En revanche, il y a *des preuves du lien entre ces maladies et les produits transformés*.

Ce qu'il faut donc faire, selon le dr Marc Hyman, c'est de regarder dans quel type de régime la consommation de viande est présente. *Si on mange des produits non transformés, bruts, transformés à la maison dans la cuisine, riches en plantes, riches en graisses originelles, il n'y a aucune indication qui montre que manger de la viande peut nuire à la santé*.

Frédéric Leroy attire l'attention sur le fait qu'on a fait la distinction entre viande et régimes basé sur les plantes. Il y a une opposition entre régimes à base de protéines végétales et régime à base de protéines animales. On ne veut pas voir ce qu'il appelle l'éléphant dans le magasin de porcelaine : les produits transformés. *Au lieu de blâmer les produits manufacturés de l'industrie, on préfère détourner le regard et on fait de la viande le bouc émissaire*.

Il est par ailleurs peu probable qu'un aliment que l'humanité consomme depuis des millénaires soit responsable de l'obésité, de maladies cardiovasculaires, du diabète et d'autres maladies de civilisation, puisque ces problèmes n'existaient pas avant l'industrialisation de notre agriculture. *Tout laisse à penser que les produits transformés sont les fautifs*.

### Fossil fuels, the elephant in the room

In Flanders, a single steel factory produces more GHG-e than all agriculture combined!



**ArcelorMittal Ghent**  
9 Mt CO<sub>2</sub>-eq/y (12%)



**Brussels Airport**  
6 Mt CO<sub>2</sub>-eq/y

#### Agriculture

7 Mt CO<sub>2</sub>-eq/y (9%)  
Livestock: 5 Mt (6%)

Transportation = 21%  
Industry = 28%

Energy = 22%  
Others = 19%



Sustainability 2019, 11(7), 2102. <https://doi.org/10.3390/su11072102>

Article  
Flying Green from a Carbon Neutral Airport: The Case of Brussels  
Kobe Boussaoui <sup>1,2</sup> and Thomas Vanouthe <sup>2,3</sup>

## La question de l'éthique

Produire beaucoup de viande en peu de temps, par l'approche industrielle décrite plus en haut, demande des sacrifices. Or, il est tout à fait possible d'élever des animaux en les respectant, en production locale, de manière non industrialisée, dans un environnement naturel. Le film montre des exemples concrets d'éleveurs, et même de boucheries et d'un abattoir responsables, qui produisent de la viande de manière respectueuse et de qualité. On fait la connaissance d'éleveurs qui chérissent leurs animaux, qui se soucient de leur bien-être et qui les accompagnent jusqu'à leur dernier voyage. Ils sont sensibles et reconnaissants, remplis de gratitude pour les animaux qui nous nourrissent.

Nous visitons une boucherie en Californie, dont les propriétaires, un jeune couple, expliquent leur choix, pourquoi au lieu d'ouvrir un restaurant, ils sont arrivés à la conclusion que c'est une boucherie avec de la viande de qualité dont les gens avaient besoin. Ils connaissent leurs producteurs locaux, leurs méthodes de travail, ils savent comment ils travaillent et les rapprochent producteurs et consommateurs. Cela demande de travailler en local, à petite échelle, et tout le monde s'y retrouve. Leur but est de fournir de la viande dans laquelle les consommateurs peuvent avoir confiance. Parmi leurs clients on trouve des ex-végé ou ex-végans.

Selon Lierre Keith, la question est complexe, car pour un végétarien, la question de ne pas manger de viande est devenue une question identitaire. Si on questionne la justesse de ce choix, en présentant d'autres points de vue, on touche à leur identité, à leur construction, et le débat n'est en général pas possible pour ces raisons. C'est ce que montrent les manifestations contre les boucheries, comme celle de Californie que le film montre. Selon Joel Salatin, le père de l'agriculture régénérative, le changement de notre société n'est pas étranger à cette question de manger de la viande ou pas. Auparavant, les gens avaient un contact quotidien avec la nature et les animaux. La relation viscérale, la dépendance mutuelle écologique ont disparu. Nous nous sommes coupés de la nature et de notre nature, et la question de manger de la viande est devenue le symbole de cette coupure, alors que nous sommes devenus irraisonnables/déraisonnables et avons perdu le bon sens.

Puis nous revoyons la boucherie de Californie, avec des manifs de végétariens devant leur porte. Les végétariens réclamaient la fermeture de la boucherie. La propriétaire nous explique pourquoi elle a entamé le dialogue : elle voulait comprendre la position des végétariens. Selon les propriétaires, ils ont beaucoup de valeurs communes avec les végétariens : ils œuvrent pour le même but : donner une vie aux animaux qui respecte leur bien-être. Ils sont tout autant contre les élevages industriels ; c'est juste la voie qu'ils ont choisie pour œuvrer pour cet idéal qui diffère. Au final, ils se sont mis d'accord avec les végétariens de mettre sur la vitrine un texte qui reconnaît le droit des animaux, qui dit que les tuer n'est pas juste. Et ils ont ainsi obtenu la paix.



## Produire de la viande en laboratoire ?

La question se pose aujourd'hui : pourquoi ne pas faire pousser de la viande en laboratoire ? Comme ça la question des animaux serait réglée. Nous en sommes (scientifiquement) capables. Mais, comme le dit Robb

Wolf, posons-nous la question : *D'où viendront les nutriments dans cette fausse viande ? La réponse est : des plantes issues de l'agriculture intensive et aussi de produits pétroliers.* De plus, pour donner à tout cela une allure de viande, il faut le *transformer à outrance* de manière industrielle. Ce n'est donc une option ni écologique et ni durable, ni saine, contrairement à ce qu'on peut entendre parfois.

Les marques *Beyond meat*, et *Impossible burger* tendent à nous faire croire le contraire. Elles ne nous expliquent pas la fabrication et le processus de transformation industriels. Elles se concentrent sur le marketing pour nous vendre leur produit à la mode comme un choix sain, écologique et durable. Or, il n'en est rien. *Les matières premières sont issues de plantes cultivées de manière industrielle, avec de grosses machines, beaucoup d'intrants et de pesticides responsables de la disparition des vers de terre et d'autres organismes, qui privent les oiseaux de leur habitat naturel, tuant au passage des milliers de rongeurs ou d'autres formes de vie.*

### **Un élevage en harmonie avec la nature**

Nous partons ensuite à Matterdale, en Angleterre, pour découvrir une tradition pastorale d'élevage de mouton, présente sur les mêmes terres depuis des siècles. Certes, la nature n'est pas sauvage, mais même en arrêtant l'élevage sur ces terres, la nature ne redeviendrait pas comme avant. Une des possibles voies que l'éleveur nous propose, c'est de ne pas opposer d'un côté les méchants agriculteurs qui détruisent la nature et de l'autre côté la nature elle-même. *Il est possible de respecter la nature en œuvrant pour la biodiversité, vivant en harmonie avec elle.* C'est ce que cet éleveur a mis en place, et il a vu depuis 1 an et demi la faune et la flore se transformer. Des espèces s'invitent désormais sur ses terres, comme des papillons ou des hiboux. Il ne faut plus faire le choix entre nature sauvage et agriculture. Il y a une meilleure voie qui inclut les deux en même temps.



### **L'élevage en agriculture régénérative en Virginie**

Une des conséquences désastreuses du « miracle agricole » est qu'aujourd'hui la qualité du sol est dégradée. Joël Salatin nous explique que nous pouvons remédier à cela. *En 40 ans il a été possible de faire refaire vivre des terres arides, où il n'y avait presque plus de végétation, les transformant en des prairies verdoyantes, avec une couche d'humus vivante.* Il explique comment l'utilisation des animaux dans les élevages tout respectant leur nature, celle d'être en mouvement, peut contribuer à rebâtir et renourrir le sol et contribuer à la biodiversité.

Ses observations partent de la nature elle-même et il en recrée la logique en divisant la terre en parcelles et en *déplaçant souvent ses animaux.* C'est ce qu'on appelle les *pâturages fertilisants*. Cela contraste avec la pratique actuelle de laisser les animaux sur un grand terrain pendant toute la saison, qui conduit à des endroits dépourvus d'herbes et à la destruction du sol.

*La couche de terre vivante se développe sous l'herbe grâce aux herbivores.* Dans la nature, les animaux sont toujours en mouvement. Dans la nature, ils sont éliminés par les attaques de prédateurs puis absorbés dans le sol après leur mort.

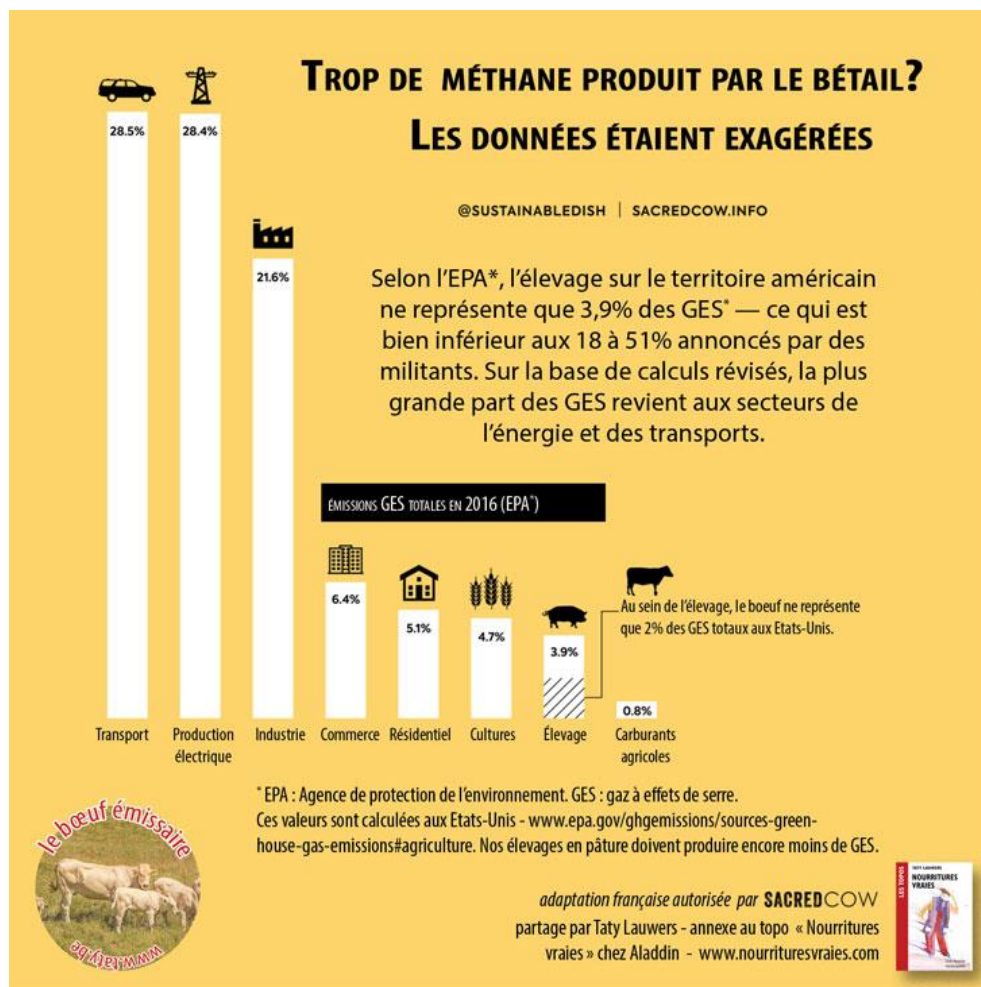
Nous voyons ensuite des élevages mobiles de lapins, des porcs sous les arbres, ou encore des caravanes de poulets. *Ainsi, la même surface de terre est utilisée pour différents animaux, qui vivent ensemble en synergie.* Dans ce système les vaches sont un outil de management écologique, qui contribuent à enfermer le carbone dans le sol et ainsi le fertiliser. Il contribue également à augmenter la longueur des racines des plantes, assurant

ainsi leur aération, et augmentant sa capacité du sol à stocker l'eau, à être moins sujet à l'érosion, comme nous l'explique Judith Schwartz, auteure de *Cows save the planet*.

*L'agriculture régénérative imite le fonctionnement de la nature* en utilisant différents animaux et plantes, aidant les fermes partout dans le monde à être plus productives tout en étant en harmonie avec la nature.

### Le méthane en question

Puis nous avons le droit à une petite leçon sur le méthane, si décrié dans le changement climatique. Nous apprenons que le méthane biogénique que les vaches émettent, a un demi-cycle de vie de 10 ans. Puis il se décompose en H<sub>2</sub>O et CO<sub>2</sub>. *Sans cette eau et ce méthane, il n'y aurait pas de pluie.* Ce n'est pas du tout le cas des méthanes issus de l'industrie pétrolière. Ce dernier ne fait pas partie d'un cycle biologique naturel contrairement au méthane des vaches, et son recyclage naturel n'est pas assuré – nous explique Nicolette Hahn Niman, avocat spécialisé dans l'environnement, auteure de *Defending Beef*.



### La capacité de la terre pour stocker de l'eau dépend des plantes

Vient alors une démonstration de la capacité de la terre en matière de rétention de l'eau. Nous participons à une démonstration avec 4 récipients remplis de terre, et pour certains d'herbe, sur lesquels on simule une pluie. Le système déverse l'équivalent de 50 mm de pluie en peu de temps sur les récipients remplis de terre. Et on voit l'eau qui s'écoule en dessous des récipients et ainsi il est possible déduire la quantité qui est gardée par la terre. La terre nue issue de la monoculture de céréales n'est même pas mouillée quand on renverse le récipient : l'eau l'a traversé et il n'avait pas la capacité de la retenir. *La terre issue d'un terrain en agriculture régénérative, pleine de racines des herbes qui poussent dessus, est presque complètement mouillée.*

### La question des terres arables

Beaucoup de gens disent que les vaches prennent de la surface, sur laquelle nous pourrions produire des céréales. Or, comme nous l'apprenons par la suite, la plupart des terres sur lesquelles on laisse les animaux paître sont inutilisables pour autre chose et notamment pour faire pousser des céréales. Les raisons en sont multiples, il

peut faire trop chaud, trop froid, il peut y avoir trop de pluie ou trop de cailloux ou rochers ou encore trop de vent. Si on n'y élevait pas des animaux, aucune nourriture ne pourrait être produite dans ces contrées.

Pour visualiser le propos, nous voyons Frank Mitloehner faire une démonstration.

Si on prend une feuille A4 qui symbolise la terre, il faut la plier en quatre pour obtenir la surface des continents sur la terre, le reste étant occupé par les océans et la glace.

La taille des terres utilisables en agriculture correspond à la taille d'une carte de visite à mettre en regard de la feuille A4. Si on partage cette carte de visite en trois parties :

1/3 de cette terre est dite arable, c'est-à-dire propice à la culture des céréales. Les deux autres tiers de la carte de visite sont des landes marginales, qui ne peuvent pas servir à cultiver des céréales. *70% de la terre agricole disponible n'est donc pas adaptée à autre chose que de servir de pâturage pour les ruminants* (les autres animaux n'ont pas le système digestif adapté pour pouvoir se nourrir des plantes et herbes qui poussent sur ces terres). Si on n'utilise pas ces terres, on renonce à la grande majorité des terres agricoles disponibles sur la Terre. Cela créerait un énorme trou dans le système alimentaire, en enlevant les aliments qui ont la plus grande densité nutritionnelle.



Marion de Pixabay

### **Le désert redevenu prairie**

Nous partons ensuite au Mexique dans le désert de Chihuahuana. Cet espace était il y a 60 ans une prairie. Le sol s'est dégradé petit à petit et rien n'empêchait l'érosion de la terre. L'eau ne pouvant pas être absorbée par les racines des herbes, elle a commencé à détruire le paysage. Ce phénomène est observable dans toute la région. Notre hôte là-bas fait partie d'un collectif qui a entrepris de faire reverdir plus de 400 000 ha de terre. Au temps des bisons/antilopes et des chevaux l'herbe était très haute. C'est dans cet esprit qu'on peut travailler pour redonner vie à cette terre aride. Comment ? À l'aide de vaches et de chèvres ! Les vaches cassent la couche dure extérieure du sol. Elles la fertilisent en même temps. Cela crée un environnement idéal pour que les céréales puissent pousser et faire reverdir petit à petit le désert.

*L'agriculture régénérative donne une alternative viable à grande échelle dans des régions différentes.* Nous pouvons faire autrement et au lieu de continuer à détruire la terre, nous pouvons la soigner. La démonstration par cette initiative et le sol, une partie du désert est redevenue fertile et vivante, elle accueille aujourd'hui par exemple des champignons et des bousiers, mais aussi des renards, des cerfs, des aigles ou encore des lynx, des sangliers et des hiboux.

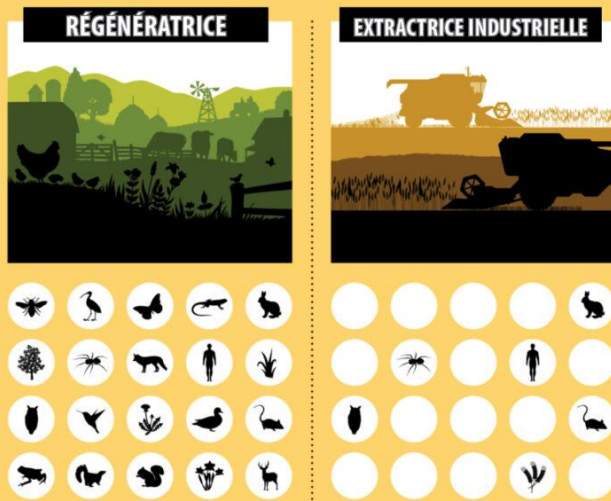
« Le problème n'est pas la vache, mais comment nous gérons les vaches » (Joel Salatin)

*En mimant la nature et en faisant adopter aux animaux domestiqués le comportement d'animaux sauvages, nous pouvons régénérer le sol et guérir les blessures de la terre. L'espoir existe, nous pouvons y arriver.*



# Impact des choix agricoles sur la BIODIVERSITÉ

@SUSTAINABLEDISH | SACREDCOW.INFO



traduction française autorisée par SACREDCOW

dans la série  
par Taty Lauwers - annexe au topo  
« Nourritures vraies » chez Aladdin  
[www.nourrituresvraies.com](http://www.nourrituresvraies.com)



## Sans les ruminants, nous ne pouvons pas nourrir la planète.

Un détour par l'Afrique : les animaux ont là-bas un autre atout sociétal : les femmes peuvent en posséder, contrairement à la terre qui reste l'apanage des hommes dans beaucoup de pays encore aujourd'hui. Quand une femme possède un animal toute la famille mange mieux.

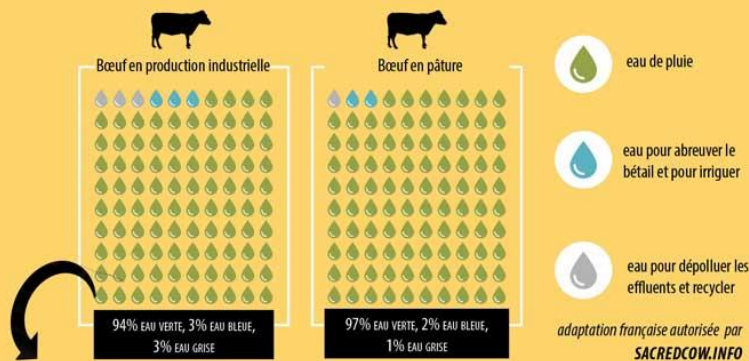
Plus on est pauvre, plus on mange des amidons dans le monde et plus grande est la dénutrition. On sait que si on complète ces glucides ne serait-ce qu'avec un tout petit peu de protéines animales, le développement physique et mental s'en trouve amélioré. Une recherche démontre qu'une petite quantité de viande améliore par exemple la performance des écoliers aux examens de 45 %.

Nous ne pouvons pas comparer notre situation dans les sociétés occidentales avec d'autres pays et décréter que manger de la viande est mauvais. Ce serait injuste pour eux, pour qui la question se pose de manière très différente et peut même être une question de vie ou de mort. Leurs habitants n'ont pas la possibilité d'aller chez le médecin pour se supplémenter. Mais ils peuvent avoir accès à ces nutriments par la viande ou le lait. Ces nutriments sont présents d'une façon plus bio-disponible dans les produits animaux, ils ne doivent pas en consommer des kilos et des kilos pour en avoir suffisamment.

# LE BŒUF N'EST PAS UNE POMPE À EAU

@SUSTAINABLEDISH | SACREDCOW.INFO

Le chiffre avancé de 15.000 litres d'eau pour produire 1 kg de viande est biaisé : il a été évalué sur des sites industriels et non pour l'élevage en prairie; et on a confondu les eaux bleue, grise et verte. En réalité, pour produire un kilo de viande il faut de 500 à 2.100 litres selon les sources (française ou américaine), ce qui ramène la valeur à 3 à 14% des 15.000 litres annoncés... et qui est un volume **inférieur** à ce qui est employé pour produire un kilo d'avocats, de noix ou de sucre.



L'eau verte ne devrait pas être valorisée, car elle retourne de fait dans le cycle de l'eau, captée dans les sols et évapotranspirée par les plantes.  
Plus d'info sur le site de l'INRA, via [www.taty.be](http://www.taty.be)  
ou sur la page en anglais :  
<https://www.sacredcow.info/blog/beef-is-not-a-water-hog>.

dans la série  
par Taty Lauwers - annexe au  
topo « Nourritures vraies »  
chez Aladdin  
[www.nourrituresvraies.com](http://www.nourrituresvraies.com)



## Le message nocif des journées végétariennes à la cantine

La malnutrition n'est pas l'apanage des pays pauvres. Les auteurs prennent en exemple les « meatless Mondays » (lundi sans viande) aux États Unis, l'équivalent de notre journée végétarienne dans les cantines françaises. Quel est le problème avec cette initiative ?

Le premier, c'est *qu'on envoie un message aux enfants qu'ils ne devraient pas manger de viande*, ce qui peut être fallacieux.

Puis, pour des enfants de certaines classes sociales, *le repas du midi à la cantine est le seul repas équilibré qu'ils peuvent prendre*. Avec ces journées on les prive des nutriments qui leur sont nécessaires pour grandir et être en bonne santé.

## Une assiette sans mort ? – impossible même en mangeant végan



JoeBreuer de Pixabay

Puis nous faisons un tour autour de la question de la mort. Réduire la mort à la question de la viande ou pas dans l'assiette est très réducteur, cela ne reflète pas la complexité de la nature. Car *pour produire des plantes, nous devons éradiquer une énorme quantité d'animaux*. Qu'il s'agisse d'insectes, de rongeurs, de lapins, de limaces,

de vers de terre ou d'autres animaux, nous ne pouvons pas produire de plantes sans tuer d'animaux via les pesticides, les machines, les récoltes, ou tout simplement en les privant de leur lieu de vie naturel. Et nous n'avons pas encore parlé d'autres types de vie, souvent invisibles à l'œil nu : on parle de plus d'un million d'êtres vivants dans une cuillère à soupe de terre.

On ne peut donc pas dire qu'en mangeant uniquement des plantes, on n'a pas tué pour manger. Ce n'est simplement pas vrai. La vie ne peut pas perdurer sans la mort.

Vie – mort – décomposition – régénération est le cycle de toute vie sur la terre.

C'est le fondement de notre processus écologique.

### **Un abattoir local et respectueux à l'initiative des éleveurs**

Tuer les animaux de manière non violente ? Selon ce groupe de paysans qui est interviewé dans le film, c'est possible. Ils ont fait construire un abattoir spécialement pour eux, en veillant à *respecter le bien-être animal, en se basant sur leurs propres critères*. Ils sont contents que l'initiative vienne des paysans eux-mêmes, eux qui sont attachés à leurs animaux ; ils ont réalisé leur rêve et ne sont plus dépendants d'autres pratiques avec lesquelles ils n'étaient pas d'accord.



Pete Linforth de Pixabay

### **Le changement est possible et porteur de bien-être pour la planète, pour la santé, pour les animaux et pour les paysans**

À la fin du film nous revoyons le couple d'agriculteurs présenté au début et ayant des difficultés financières. Ils ont participé à une formation intensive d'une semaine et *ont commencé l'agriculture régénérative*. Aujourd'hui ils ont un troupeau de vaches nourries sur herbe, ils ont délaissé l'agriculture industrielle et cela leur a ouvert la possibilité de vivre dignement. *Ils ont commencé à gagner de l'argent, au lieu d'en perdre*.

*L'agriculture régénérative est la seule façon de nourrir le monde sans détruire la planète*, dit Joel Salatin. En la pratiquant, nous agissons sur l'environnement, sur la santé de la planète et de ses habitants mais aussi sur la société, en permettant aux paysans de vivre de leur travail.

À la fin du film nous rencontrons des paysans du monde passionnés de leur travail, préoccupés par l'environnement et font tout ce qui est en leur pouvoir pour préserver la nature, produire de la nourriture de bonne qualité et veiller au bien-être animal : ils pratiquent tous l'agriculture régénérative, qu'ils soient en Allemagne, dans le Minnesota, en Uruguay, en Argentine ou en Afrique.

Prospérons au naturel !

Si vous avez des doutes, ce que vous pouvez faire pour devenir régénétarien, lisez cet article, vous y trouverez les informations pratiques et utiles : devenez régénétarien.

Gabriella TAMAS

<https://www.alimentation-integrative.fr/sacred-cow-vaches-sacree-le-film/>

(référence du « Bœuf émissaire » de Taty Lauwers : <https://www.editionsaladdin.com/bem/index.html>)

# En 2021 : les AMAP ont 20 ans !

*Depuis la première AMAP en France en 2001, 2 200 autres AMAP ont fleuri, auxquelles participent plus de 200 000 mangeu·ses et 3 700 paysan·nes. Le réseau international Urgenci relie environ 3 millions de personnes dans une quarantaine de pays. Les coordinations des AMAP soutiennent l'installation de nouvelles personnes et la transmission des fermes au moment de la retraite, pour assurer une continuité dans l'activité. Depuis le début, Silence soutient ces démarches solidaires et porteuses de sens autour de l'agriculture paysanne et du lien entre production et consommation. Retour sur 20 ans d'articles sur la question.*

Le 4 février 2001, à Aubagne, dans le cadre d'une réunion d'ATTAC autour de la « malbouffe », est présentée l'initiative de Daniel et Denise Vuillon qui autour de Toulon ont mis en place un système de distribution de paniers de légumes, s'inspirant des CSA (Community Supported Agriculture) qu'ils ont vus aux États-Unis. Cela provoque l'enthousiasme et dès mai 2001, l'Alliance Provence se met en place pour aider à la création d'autres AMAP, Association pour le maintien d'une agriculture paysanne, d'abord en région Provence Alpes Côte d'Azur, puis partout en France.

En 2003, une Charte des AMAP est adoptée et le nom est déposé comme marque déposée. D'autres réseaux régionaux se mettent en place : Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes en 2002, Ile-de-France en 2004.

En février 2004, une première rencontre internationale se tient à Aubagne avec 600 personnes venues de 15 pays : des Teikei du Japon, des CSA des pays anglophones, des ASC (Agriculture Soutenue par la Communauté) du Québec... Ce colloque voit se mettre en place le réseau de solidarité internationale Urgenci qui fédère ces différents réseaux, prône une agriculture paysanne, la souveraineté alimentaire locale, l'économie solidaire.

En 2006, la région PACA fête sa centième AMAP. En 2008, le réseau AMAP Ile-de-France lance un espace-test d'activités agricoles, Les champs du possible, pour permettre la formation et l'installation de nouvelles paysan·nes.

En 2009, une première réunion nationale des AMAP se tient dans la Drôme qui débouche en février 2010 sur la naissance de MIRAMAP, Mouvement inter-régional des AMAP. La première mission de cette structure va être de constituer un fonds de garantie pour sécuriser les prêts bancaires. Ce projet n'arrivera pas à terme, mais un livre en sortira *Une autre finance pour une autre agriculture*. Des « cagnottes solidaires » seront mises en place ponctuellement localement.

Après deux ans d'un processus coopératif, une nouvelle charte est adoptée en mars 2014. Cette nouvelle charte permet d'accueillir des fermes non certifiées bio mais respectant les principes de la bio.

Des opérations de solidarité sont également mises en place pour atténuer les aléas de production. Des solidarités sont développées pour permettre l'installation de nouvelles personnes.

Après 20 ans, il y a 2 200 AMAP en France auxquelles participent plus de 200 000 mangeu·ses et 3 700 paysan·nes. Le réseau international Urgenci relie environ 3 millions de personnes dans une quarantaine de pays.

Aujourd'hui, les coordinations des AMAP travaillent sur différents sujets, en particulier la question de l'installation de nouvelles personnes en lien avec la FADEAR, Fédération des associations de développement de l'emploi agricole et rural ; un autre thème est la transmission des fermes au moment de la retraite, pour assurer une continuité dans l'activité.

<https://www.revuesilence.net/actualites/focus/en-2021-les-amap-ont-20-ans>

# C'était dans l'air : Greenpeace gagne son procès contre le gouvernement flamand

*Le 11 septembre 2017, nous donnions le coup d'envoi de notre campagne « Clean air » qui visait à défendre un air sain pour tout le monde. Nous avons démarré sur les chapeaux de roue en adressant une mise en demeure au gouvernement flamand pour dénoncer l'insalubrité de l'air en Flandre, et plus précisément, pour dénoncer la violation permanente des normes européennes relatives au dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>). Aujourd'hui, quatre ans plus tard, nous connaissons enfin le verdict final : la Cour d'appel de Bruxelles nous a donné raison.*

Cette victoire légale n'était pas si inattendue... En effet, au cours des dernières années, les preuves se sont accumulées jusqu'à devenir accablantes. La Cellule Interrégionale de l'Environnement (CELINE) a publié en 2021 de nouvelles cartes qui montrent que les normes européennes d'émissions de NO<sub>2</sub> sont encore dépassées à de nombreux endroits en Flandre. La Commission européenne a également pointé du doigt notre pays à plusieurs reprises pour non-respect des normes de qualité de l'air, et a lancé en février 2021 une nouvelle étape dans la procédure d'infraction en cours. La menace d'un renvoi vers la Cour européenne de justice pouvant entraîner de lourdes amendes est même imminente.

## **4 ans d'attente pour le verdict final**

Pourquoi avons-nous dû attendre si longtemps pour obtenir ce verdict ? Car le gouvernement flamand n'a pas jugé utile d'agir et a préféré laisser traîner l'affaire plutôt que de s'attaquer réellement à la pollution de l'air.

Suite à notre plainte initiale de 2017, le juge de première instance avait pourtant déjà donné raison à Greenpeace en 2018 et avait ordonné au gouvernement flamand d'élaborer dans l'année un plan ambitieux en matière de qualité de l'air. Ce plan était censé montrer comment le gouvernement allait éliminer le plus rapidement possible les dépassements des normes légales.

Mais le plan présenté par la Flandre en 2019 n'était que du vent. Il ne contenait aucune garantie d'amélioration de la qualité de l'air à court terme. Par conséquent, fin 2019, nous avons envoyé un huissier de justice au bureau de la ministre Zuhair Demir pour faire appliquer la sentence. Ensuite, l'affaire est passée devant le tribunal des saisies, où nous avons à nouveau gagné. La Flandre a fait appel et... nous en connaissons le verdict aujourd'hui !

## **Nouveau ! Nouveau ! Nouveau !**

Retour en 2018. Le juge de première instance nous avait donc donné raison et avait ordonné au gouvernement flamand de payer des astreintes tant que cet ambitieux plan d'action pour lutter contre la pollution de l'air ne serait pas présenté. Entre-temps, le montant total de ces astreintes a atteint plus d'un demi-million d'euros.

Avec cet argent, nous allons faire ce que le gouvernement flamand ne fait pas : s'impliquer pour un air sain ! En coopération avec BePlanet, nous avons créé le « Fonds Gezonde Lucht » (« le Fonds pour un Air Sain »). Ce fonds sera consacré à soutenir des comités de quartier, des groupes d'action et des associations qui mettent en place des projets locaux en Flandre pour un air plus sain. En Wallonie aussi, nous menons une action légale contre la Région wallonne que nous accusons de ne pas mesurer la qualité de l'air de façon assez représentative dans les zones urbaines. Après un premier jugement en notre défaveur, nous allons en appel, car les citoyens wallons ont eux aussi le droit de respirer un air sain !

GREENPEACE BELGIUM  
14 décembre 2021

# Aux Philippines, la couture sort les femmes de la précarité



22/02/2022

*Aux Philippines, Oxfam soutient des initiatives visant à réduire l'impact économique de la pandémie chez les femmes et d'autres groupes vulnérables. Elle soutient notamment l'entrepreneuriat local via des programmes « Cash for work ». Grâce à ce soutien, Sarah a créé son atelier de couture et créé de l'emploi pour 25 femmes de son village.*

Sarah s'est découvert un intérêt pour la couture à 9 ans, inspirée et guidée par sa mère, elle-même couturière. C'est la seule à avoir suivi ce chemin dans cette famille de 8 personnes, qui habite à Datu Abdullah Sangki, aux Philippines.

« Je me rappelle très bien les premiers vêtements que j'ai fabriqués : il s'agissait de mon uniforme pour l'école, composé d'une blouse blanche et d'une jupe marron. Ma mère s'est occupée des découpes, et moi de la couture. » C'était le début de son aventure de couturière.

En plus de son activité professionnelle, Sarah est aujourd'hui la présidente de la Fédération des femmes de sa ville. Un rôle qui lui a permis de constater très vite les conséquences économiques de la pandémie, et leur impact sur les femmes au sein de sa communauté.



## **D'une idée à 25 emplois créés**

Le principe du « Cash for Work » (Rémunération contre travail) consiste à distribuer de l'argent de manière contrôlée dans des zones vulnérabilisées ou appauvries à la suite d'une crise, d'une catastrophe, etc. C'est une approche qui encourage et soutient les initiatives et le commerce local. Dans le cas de Sarah, c'est ce qui lui permet d'assurer une part des salaires de ses collaboratrices.

« La mise en place du projet Cash for Work d'Oxfam et du RDISK\* dans notre quartier a créé des opportunités d'emploi bienvenues pour toutes ces femmes », explique-t-elle.

Sarah a rassemblé 25 femmes et elles ont ensemble créé leur atelier de couture, avec un capital de départ de 13 000 pesos philippins (220 euros) et 4 machines à coudre. Sarah leur a appris à fabriquer des vêtements et du linge de maison, mais également des masques et des habits de protection essentiels dans la prévention de la pandémie.

### **Une petite entreprise qui surmonte la crise**

« Je me concentre maintenant sur la formation de mes collaboratrices », explique Sarah. « Je suis tellement fière de les voir s'améliorer. Les compétences qu'elles acquièrent leur permettent d'avoir à nouveau un revenu. C'est très important pour le moment, car les prix augmentent à cause de la crise. »

La Fédération des femmes menées par Sarah ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Elle a désormais pour objectif de construire un atelier pour d'autres métiers manuels, de lever des capitaux supplémentaires et de se procurer plus d'équipement.

En plus de la couture, les femmes du groupe se sont en effet lancées dans des activités de maraîchage et de cuisine afin de pouvoir encore mieux soutenir leurs familles.

*\* Le programme « Cash for work » est mené par Oxfam Philippines en collaboration avec notre partenaire « Rural Development Institute of Sultan Kudarat » (RDISK)*

(OXFAM)

---

## **Basse technologie – histoire vraie**

Cependant, les basses technologies peuvent intervenir dans des contextes inattendus : ainsi, dans les années 2000, lors d'une opération, l'hôpital de Chambéry est victime d'une panne électrique. Le générateur de secours a une avarie et ne peut entrer en fonctionnement. L'équipe médicale descend alors chercher un vieux générateur électrique à dynamo, qu'elle utilise en pédalant pour terminer l'opération (histoire vraie !).

(Silence, janvier 2022)

# « Ce que le temps de la forêt fait au temps de la lutte »



*De nouvelles manières de lutter avec les vivants sont en pleine éclosion. Dans une zone à défendre, dans la protection de zones de réensauvagement, dans les nouvelles formes de foresterie... Arbres, sols, mycorhizes redeviennent acteurs de nos mondes et d'alliances politiques conflictuelles. Comment se vivent et se construisent ces résistances, dès lors qu'elles se mettent en lien avec des temporalités sans commune mesure avec celles des êtres humains ? Léna Balaud et Antoine Chopot, auteurs de *Nous ne sommes pas seuls. Politique des soulèvements terrestres* (Seuil, coll. Anthropocène, 2021), ont élaboré leur réponse en conversation avec Alan, Bergère et Clément, trois militant·es enforesté·es.*

Pour éclairer la manière dont les luttes sont saisies par le temps des vivants, nous avons échangé avec trois allié·es qui ont fait le choix de prendre le *parti des forêts*.

La forêt de Rohanne, à Notre-Dame-des-Landes, est issue d'une plantation de résineux. N'ayant pas été gérée pendant quarante ans, châtaigniers, chênes pédonculés, alisiers torminaux réinvestissent vigoureusement les lieux. C'est cette dynamique forestière spontanée que le collectif Abrakadaboïs de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, dont fait partie Clément, s'efforce aujourd'hui d'accompagner, tout en prélevant des arbres pour les besoins de construction.

Le bois de Latingy, à l'est d'Orléans, est une futaie irrégulière, en partie alluviale, menacée par un projet de déviation routière. Alan a participé au Village de la Loire et à la guérilla juridique en 2019-2020 pour défendre ce milieu et tous ses habitants. Lutter avec les oiseaux, les plantes, les sols et le fleuve était au cœur de leur imaginaire et de leur stratégie.

Le bois des Avenières est une partie de la forêt communale de Roybon, en Isère, composée de taillis et de futaies de châtaigniers. En 2007, le promoteur immobilier Pierre & Vacances projette d'y implanter un Center Parc équipé d'une « bulle tropicale », chauffée à 29 °C toute l'année. Suite au défrichement de 40 hectares de forêt en 2014, une occupation des lieux commence, que Bergère rejoint. Les dernier·es occupant·es ont été expulsé·es *manu militari* en octobre 2020, mais le projet est aujourd'hui abandonné.

## **Le rapport de force, c'est habiter sur place**

En habitant sur une zone menacée, ces collectifs en lutte se donnent non seulement la possibilité concrète de faire obstacle à un projet destructeur tout en s'enrichissant d'une autre densité de relations : « *Quand tu élèves des animaux, que tu coupes du bois, que tu vis avec les saisons, c'est ce qui fait l'enracinement sur le territoire, ce qui fait que tu ne vas pas partir après, nous confie Clément. C'est comme ça que la lutte devient "génératrice".* » Mais une forêt, s'agit-il de la défendre en l'habitant, ou bien, s'agit-il de s'en retirer, pour la laisser à son propre temps ? « *Au début, on était ici pour perturber le chantier jusqu'à ce que ça s'arrête, explique Bergère. À*



*l'été 2015, lorsqu'une première victoire juridique a été remportée, et donc que l'occupation n'était plus une nécessité absolue, un débat a commencé entre nous. Pour certain·es, une forêt, ça ne s'habite pas. Nous, on a choisi au contraire de construire des choses sur place : une chèvrerie, un hangar, d'autres cabanes... Ce qu'on a conquis, c'est aussi un espace-temps. C'était un peu "bulle contre bulle" : leur "bulle tropicale" contre notre propre bulle collective. »*

Mais conquérir son propre espace-temps, pour une lutte, cela entremêle deux choses. Sur le versant tactique, il faut avoir ce coup d'avance qui permet de maîtriser le temps politique, celui de la confrontation avec l'adversaire ; et sur le versant de l'habitation, il faut « localiser » son propre temps, celui de l'autonomie de la vie collective, en s'imprégnant des cycles de la forêt et de tout le reste du territoire. En tension, ces deux temps se synchronisent parfois : « Les expulsions de la ZAD d'avril 2018 sont tombées en plein dans la saison où on sciait le bois qu'on avait sorti de la forêt, se rappelle Clément. Nous, malgré les menaces d'expulsion, on avait quand même fait venir une scie mobile : on ne voulait pas les laisser suspendre toutes nos activités saisonnières. Cette obstination a fait qu'on a pu se servir du bois fraîchement sorti de la forêt pour soutenir la lutte : on a construit ensemble et dans l'urgence une "charpente de combat", qui a été portée à bout de bras d'hommes et de femmes, sur plusieurs centaines de mètres, pour aller remonter une cabane quelques jours après sa destruction. » La détermination à tenir dans la durée de l'habitation a rendu possible cette réactivité dans le temps de la confrontation.

Pour Clément, il n'y a pas à chercher de résolution théorique entre le temps long de l'habiter et le temps intense de la lutte : « On est pris dans cette tension entre d'un côté la volonté de ralentir pour vivre en lien avec un temps forestier qui va être très long, qui est saisonnier, et la frénésie politique dans laquelle on est pour construire nos mondes et les défendre. Notre rapport au temps en tant que lutte et dans les alliances avec la forêt, il est en permanence dans ces paradoxes. C'est peut-être ça, l'un des "troubles" qu'il faut habiter : occuper les lieux en activistes, puis trouver en chemin autre chose, en relation notamment avec le temps de la forêt qui nous traverse et nous transforme. »

### **S'ajuster au rythme des vivants**

Observer le temps des forêts dilate nos perceptions des actions et de leurs conséquences : ce n'est que dix ans après les premières tentatives d'expulsion de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes en 2012 que « nous percevons que des arbres sont en train de mourir dans cette zone de la forêt où ont eu lieu les assauts ». Clément l'explique par le piétinement des gendarmes et le poids de leurs engins sur le sol détrempe, et donc par le manque d'oxygène dans le sol que cela a induit. « Le sol est devenu dur comme de la pierre. Cette compaction, c'est irrémédiable ! Il faudra des millénaires pour que le sol se décompacte. Et il n'y a rien à faire : aucune action humaine ne peut accélérer ce processus. » Vivre et lutter avec des forêts ramène à un temps que nous ne pouvons pas construire : il n'y a pas d'autre choix que de laisser faire la forêt refaire son propre sol. « Les choses que tu fais maintenant ont des conséquences sur les cent, voire les mille prochaines années. » C'est le temps de la lutte lui-même qui est ainsi décompacté par le temps du vivant.

Dans le bois de Latingy, c'est même la tactique de défense de la forêt qui a été élaborée en fonction des rythmes de ses habitants non-humains. Sur le site du Village de la Loire, on pouvait lire : « Le balbuzard protégé [un rapace diurne piscivore, ndlr] protège la forêt jusqu'à fin août [avant de repartir en migration pour l'Afrique de l'Ouest]. Ensuite le bois sera sans gardien avant novembre, où une chauve-souris protégée prendra le relais. Entre-temps, c'est à nous de protéger le bois de Latingy pour que le balbuzard, la chauve-souris et tous les autres puissent y revenir. » Cette attention aux habitats et aux habitants de la forêt, tout à la fois tactique et éthologique, n'aurait pu exister sans l'apprentissage des manières de cohabiter avec ceux qui eux aussi ont leurs propres « calendriers ». Les occupant·es du Village s'interdisaient d'entrer dans la forêt pendant la durée de nidification du couple de balbuzards. « La forêt, d'un seul coup, n'était plus cet espace disponible, on le laissait pour un autre ; on renonçait à la garantie de pouvoir faire usage du milieu », relate Alan. C'est l'apprentissage collectif d'une compréhension temporelle du monde sauvage, et non plus seulement spatiale, plus ajustée aux intermittences et aux migrations des vivants.

### **Le temps qui reste est sous nos pieds**

On voit qu'une forêt possède indubitablement des puissances d'agir sur les situations et les subjectivités politiques. « Le temps forestier te ramène à tout ce que tu ne maîtrises absolument pas », dit Bergère. C'est justement en quittant la position anthropocentrique du maître des opérations que l'on peut le mieux percevoir les puissances propres à une forêt, et qu'on peut les compter dans la lutte contre les abatteurs. La première image qui vient à Bergère, quand on lui demande ce qu'évoquent pour elle la « puissance d'agir de la forêt » et les alliances possibles avec elle, « c'est celle de la repousse après le déboisement ». « Dans ma tête, ça allait être hyper lent. Or, ça a été très surprenant, de mois en mois, de voir cette régénération spontanée aller si

vite ! Il y avait ces énormes ornières sur le sol argileux. Mais, heureusement, ils n'ont pas eu le temps de dessoucher. Et à partir de ces simples souches, on a été témoins d'une régénération vraiment très rapide. Les châtaigneraies repartaient avec beaucoup de vigueur ». Les actions de la forêt nous invitent à des actions politiques qui consistent à porter plus loin des capacités qui ne sont pas les nôtres : la présence des occupants a pu protéger le bois des Avenières, le temps qu'il fasse son œuvre de réparation par lui-même.

Après l'énorme trouée linéaire dans le bois de Latingy, les occupants du Village de la Loire voulaient également empêcher le dessouchage, pour préserver la possibilité d'un redevenir forêt. « On s'est formulé les choses comme ça, dit Alan : même si la forêt est rasée, elle peut repartir de la vie qu'il y a dans le sol. Il y a les racines, les champignons, la structure du sol... en fait la moitié de la forêt est encore là ! Nous voulions préserver une action de la forêt qui puisse venir de ses propres racines. » Dès lors, que devient la nécessité d'avoir un « coup d'avance » sur nos adversaires ? C'est savoir préserver la capacité de la forêt à faire le « coup suivant »... Car le temps qui reste est sous nos pieds – dans la protection d'un potentiel de temps soustrait à nos yeux, enfoui dans le sol, qui seul peut régénérer tout un milieu. Le sens de cet enseignement est résumé par Alan : « Tu ne peux pas être nihiliste quand tu penses avec le temps des forêts. » Le nihilisme qui nous assaille parfois face au ravage planétaire n'est en fait que « le produit d'un excès d'anthropocentrisme ». En réalité, « tu es débordé de toute part par le fait que les autres vivants ont plus de persévérance que toi, même dans les ruines. Le no future n'a pas de sens pour une bactérie, a fortiori pour une forêt. Le nihilisme ça a du sens pour des humains pris dans une crise existentielle, mais ça n'est pas un problème écologique ou évolutif... »

Or, pour soigner réellement ce qu'il y a sous nos pieds, il faut laisser vieillir les forêts. C'est un nouvel enjeu de la lutte : non plus seulement empêcher une énième verrue de béton de s'installer, mais se battre pour que les forces végétales mûrissent lentement, s'épanouissent et se renforcent. « Transmettre une forêt qui n'est pas un champ de ruines », précise Clément. Mais ce nouveau défi du temps long vient lui-même précariser le temps des humains. Pour Bergère, « essayer d'envisager le devenir à long terme de la forêt, c'est complètement exaltant ! Mais plus tu te lances dans des projections de long terme, plus ça ouvre de possibles, positifs ou négatifs. Déjà, quand tu t'engages dans une lutte contre un projet destructeur, tu ne sais pas comment ça va aboutir. Là, ça consisterait à faire des paris bien plus grands... C'est très compliqué pour moi d'imaginer avoir la garantie que ces projections-là puissent tenir ». L'incertitude réelle quant au devenir de la forêt que l'on défend rend perceptible la précarité de tous les autres milieux. C'est la perception qui a fini par hanter Alan : « Le 10 septembre, tu te balades dans le bois de Latingy. Et rien ne te permet d'imaginer que seulement trois jours plus tard la forêt sera éventrée. Vivre directement cette destruction, ça contamine tous les autres endroits, ça installe du soupçon sur tout ce qui relevait jusque-là du statu quo, une incertitude généralisée sur les devenirs des milieux. » La possibilité d'une disparition éclaire soudainement la stabilité écologique autour de nous.

### **Le futur est (à jamais) un champ de bataille**

Après l'abandon du projet d'aéroport, il a fallu ouvrir des négociations avec les institutions, face à la possibilité d'une éradication physique de la ZAD. Abrakadabois est en négociation avec l'Office national des forêts (ONF), qui a les pleins pouvoirs sur les « plans d'aménagement de 20 ans » des forêts publiques. Ici, c'est bien l'ONF qui exerce le monopole du contrôle du futur de la forêt, à l'endroit même des rapports des habitants à leur milieu, même si « notre rapport direct d'habitants avec la forêt – qui constitue notre véritable rapport de force – trouble les cartes de leur monopole institutionnel », fait remarquer Clément.

Mais il n'est pas impossible que ce monopole du futur soit détourné pour stabiliser certaines projections des habitants sur le temps long. Les plans de gestion avec l'ONF vont probablement permettre d'officialiser le projet qu'a Abrakadabois de sanctuariser une partie de la forêt en une « zone de libre évolution sylvicole », pour suivre au plus près ses processus spontanés et se doter d'un espace témoin pour observer ce que la forêt peut faire lorsqu'elle n'est plus gérée. En effet, « quand une parcelle est inscrite en zone de non-exploitation dans un plan d'aménagement, l'aménagiste qui rédige le suivant ne revient généralement pas dessus ». Une zone inscrite en libre évolution pourrait alors être maintenue indéfiniment. « Et cela peut durer pour toujours ! Ce n'est pas garanti à 100 %, mais il y a de bonnes chances que ça le soit... » Il faut bien voir néanmoins que cette protection suppose une relative stabilité et pérennité de ces institutions. Pour Clément, « si cela marque dans le marbre institutionnel la zone de libre évolution sylvicole, il faudra aussi compter sur nos propres processus d'institution coutumière, que le temps long nous permettra de transmettre, surtout si cette institution d'État est démantelée... ». Quiconque se frotte à la face juridique et institutionnelle d'une lutte se rend vite compte qu'il n'y a pas de solution miracle pour contrer tous les périls futurs qui pèsent sur un milieu. Le temps juridique est aussi un temps réversible, que les dominants savent utiliser à leur avantage. Alan en témoigne : « La forêt de Latingy était reconnue comme "espace boisé classé", un dispositif de protection qui est censé être pérenne. Sauf qu'il a suffi d'une décision d'un conseil municipal, favorable à la déviation, pour faire sauter ce statut ! On s'est efforcé de ramener le

souvenir que, à l'origine, des gens de la commune avaient considéré que cette forêt méritait d'être protégée pour ses qualités écologiques. Les avocats, en face, nous disaient : "Oui, mais maintenant ça n'existe plus." » Car le droit français de l'environnement est un droit essentiellement « dérogoire » : c'est-à-dire qu'« il peut y avoir une loi très contraignante, mais cette loi met simultanément en place les dispositifs pour déroger à cette obligation. L'État et les préfectures passent ainsi leur temps à produire des dérogations à ces règles pour les intérêts des grands projets capitalistes et des aménageurs. » D'où la nécessité non seulement de mener des guérillas juridiques sur la base des lois existantes pour défendre les milieux une fois qu'ils sont mis en péril, mais aussi « d'anticiper les fronts », en bataillant sur les lois elles-mêmes. Des membres du Village de la Loire ont pu échanger avec la commission d'enquête citoyenne et parlementaire sur les forêts et leur indiquer les dimensions du droit de l'environnement qui avaient permis aux destructeurs de faire adopter leur projet. Par exemple, si le temps des arbres était inclus dans le calendrier administratif de protection, « cela limiterait grandement les possibilités de dérogation, parce que si un arbre est vraiment protégé à son échelle de temps, tu en as pour 400 ans ! », note Alan.

### **Avoir la garde de potentiels indéfinis**

Qu'est-ce qu'une « victoire » en ce monde, si ce n'est quelque chose qui nous demande de lutter *ad vitam aeternam* pour maintenir ce qui a été conquis ? Même après l'abandon d'un projet destructeur, la victoire libère-t-elle jamais vraiment les milieux du péril ? Peut-être n'existe-t-il aucune garantie qui protège leur futur de toute destruction. Si ce n'est une certaine *fidélité* à notre détermination collective. « Notre seule institution autonome liée au futur, c'est la transmission, avance Clément. Il faut recréer des us et coutumes et développer des connaissances qui seront transmises de manière transgénérationnelle. » C'est par cette relation que se forment des gardiens des devenirs : « La forêt de Rohanne, on l'a rencontrée dans un processus de réensauvagement qui lui était propre, qui nous a précédé. Si on parvient à se tenir au plus près de cette dynamique, alors on devrait arriver à faire les choses bien. On est certes des gardien nes face à la menace de la voir se faire dégommer. Mais aussi au sens où cela nous demande plus qu'une simple gestion forestière : nous sommes gardien nes du fait qu'il y ait encore des relations entre les habitant es et la forêt dans son devenir propre. » C'est ici que le choix de laisser des zones forestières en libre évolution révèle toute sa force temporelle, puisqu'il s'agit en réalité de protéger des devenirs. Alan remarque que « ce qui est fascinant, c'est qu'on ne sait pas ce qu'on protège avec la libre évolution ! Puisque par définition, on ne connaît pas les directions vers lesquelles le milieu va bifurquer ». Pour Bergère, « c'est une tentative de garantir la pluralité des devenirs possibles de la forêt, plutôt que des certitudes sur ce qu'elle devrait être ».

Qu'est-ce que le temps des vivants autour de nous fait au temps de la politique entre nous ? Lutter non seulement pour les vivants mais avec les vivants et leurs futurs, c'est avoir la garde de potentiels indéfinis, que l'institution ne pourra pas nous arracher. Si le futur n'est plus à l'horizon, mais sous nos pieds, il est là où nous sommes dans une joyeuse présence. Et le contact à l'immensité du temps forestier a cette capacité de nous remettre les pieds sur terre, dans le juste temps qui est le nôtre, en lien avec tous les autres. Avoir la possibilité d'être « gardien nes des devenirs », ce n'est alors peut-être rien de plus que savoir se mettre en lutte avec les forêts, qui doivent être comptées parmi les véritables gardiennes des devenirs habitables de nos milieux.

Antoine CHOPOT, Écrivain et philosophe, publié le 28 décembre 2021

<https://www.socialter.fr/article/ce-que-le-temps-de-la-foret-lutte> (raffut)

# Conjuguer sylviculture douce et production

*Des gestionnaires forestiers du massif landais ont transformé depuis plus de 20 ans leur pratique, conjuguant respect de la biodiversité et production de bois. La méthode repose sur un traitement irrégulier et respectueux des processus naturels des écosystèmes forestiers. Rencontre avec l'un d'eux...*

Après avoir exercé le métier de bûcheron, dirigé une entreprise de travaux forestiers, Éric Castex, aujourd'hui gestionnaire forestier, donne une autre présentation de son métier : « Mon observation, l'échange, la prise en compte de d'autres façons de faire, mes formations notamment à la méthode Pro Silva, la connaissance des plantes bio indicatrices, font qu'aujourd'hui je me sens avant tout un éleveur d'arbres, sans perdre de vue que je travaille dans des forêts de production ».



« J'aime le vivant et  
j'ai envie de partager »

## **Une sylviculture à couvert continue**

Installé sur la Commune de Moustey, mais intervenant sur l'ensemble du massif forestier landais, Éric Castex parle d'un cheminement qui a pris pleinement son sens après les tempêtes de 1999 et 2009 quand les entreprises ont été encouragées à s'équiper d'une machinerie lourde et ont modifié les méthodes : plantation en ligne, coupes rases, importation de semences... « Dans ce que je propose, il n'y a pas de rupture, c'est-à-dire pas de coupe rase suivie de plantations avec engin qui épuisent les sols. La récolte d'un bois mûr, sa coupe ou son élagage, va permettre de faire entrer de la lumière pour favoriser alors la dynamique de la végétation naturelle. Je pratique ainsi une sylviculture à couvert continue, irrégulière dans le temps, qui cherche à optimiser un processus naturel de l'écosystème. Je plante très peu d'arbres, la nature le fait, les grands arbres fournissent les graines... que ce soit les pins maritimes, chênes Tauzin, ou les chênes pédonculés. Le geai, par exemple transporte les glands du chêne pédonculé sur plusieurs kilomètres. C'est une aubaine. »

## **Des forêts tout aussi rémunératrices**

Si depuis les années 60 le pin maritime a été dédié à la pâte à papier, l'emballage, la palette, ce serait oublier qu'il a été un bois de menuiserie de parquet et c'est ce vers quoi le forestier de Moustey entend amener ses clients, car l'aspect économique n'est pas mis de côté dans son activité : « Les gros arbres permettent d'aller

vers une production de haute qualité pour la menuiserie et les parquets. Nous avons des petites scieries locales qui peuvent absorber cette production. Un autre avantage est le fait de ne pas procéder à des plantations, ou le moins possible, la nature travaillant pour nous. Le gain pour le propriétaire est évident puisque l'investissement à replanter est faible. Ces forêts production sont aussi rémunératrices que celles qui sont gérées de façon intensive et sans prise en compte de la biodiversité. »

### **De plus en plus d'écho auprès des propriétaires et chez les jeunes formés**

Notre interlocuteur se dit optimiste, le discours et la méthode qu'il propose avec d'autres forestiers trouvent de plus en plus d'écho : « L'arrivée de nouveaux propriétaires qui ont une autre vision de la place de l'arbre est positive tout comme la venue dernièrement d'étudiants de Nice en BTS gestion forestière, cela nous permet de passer des messages pour une autre gestion de la forêt ».

### **Une association pour partager et transmettre**

Voici 5 ans, Éric Castex a créé l'association « Alter Landes » avec l'envie de transmettre tout ce qu'il a appris à travers des balades, des ateliers, un festival : « J'aime le vivant et j'ai envie de partager. L'arbre est, après les océans, la deuxième usine à recycler. Il nous amène des bienfaits au niveau de l'écosystème, il fabrique de l'oxygène... et tout cela est gratuit. Notre travail est donc d'en prendre soin et de faire connaître tous ses bienfaits. »

### **Les Trois coups ! Selon Éric Castex**

> **Coup de chapeau** : « Aux propriétaires qui décident de se rallier à notre type de sylviculture. Ils ont compris qu'il y avait d'autres méthodes et qu'il était important et urgent de protéger les arbres pour notre bien à tous. »

> **Coup de main** : « On aurait un besoin d'aide, de main d'œuvre, pour réaliser dans la grange existante la pièce d'accueil de l'association Alter Landes à Moustey. »

> **Coup de projecteur** : « Je souhaite parler de Jacques Eloi-Duffau qui, ayant pris connaissance de parcelles de forêts menacées d'être abattues, les a rachetées et a signé fin 2020 un contrat d'Obligation Réelle Environnementales (ORE) pour 99 ans avec le Parc naturel des Landes de Gascogne, sanctuarisant ainsi 40 hectares sur les bords de la Leyre, une zone humide. L'institution est désormais chargée de la gestion et de l'entretien du terrain, classé espace naturel de gestion – ENS – avec un niveau de protection maximal. Un recensement de la faune et de la flore a déjà établi la présence de la couleuvre à collier, de salamandres, d'écrevisses à patte blanche... C'est une superbe démarche. »

**Pour les plus curieux** : Éric Castex : [eric.castex@orange.fr](mailto:eric.castex@orange.fr) - Tél. 06 89 90 18 49

Publication : 30 novembre 2021

Alter Landes : <https://www.graine-nouvelle-aquitaine.fr/150-les-acteurs/144-alter-landes.html>

<https://www.ici-toutvabien.org/informer/404-conjuguer-sylviculture-douce-et-production.html> (raffut)

# L'arbre et le paysage, des indispensables pour agir sur notre environnement

*Comment réapprendre notre relation à l'arbre, à son pouvoir sur le vivant ? Comment agir sur ce qui l'environne ? Depuis plus de 30 ans, une association accompagne des projets de plantation d'arbres, de haies champêtre et d'agroforesterie afin que les territoires puissent durablement produire et prospérer.*

S'ils ne sont pas à l'initiative de la création en 1990 « d'Arbre et paysage », Bruno Sirven\* comme Alain Canet, participent tous deux depuis de nombreuses années, en tant que conseillers techniques salariés, au développement de l'association. Un travail de longue haleine, qui a pour mission de mettre l'arbre au cœur de nos envies, à sa juste place, celle qu'il n'aurait pas dû perdre.



Information auprès du grand public  
mais aussi des collectivités, des agriculteurs...

## Réapprendre les fonctions de l'arbre

L'arbre tient ainsi un rôle fondamental dans les espaces ruraux ou cultivés, comme le rappelle Bruno Sirven. « L'arbre hors des forêts, le paysage... tout au singulier. L'utilisation du générique est importante, notre mission se porte sur l'arbre dans sa diversité, et le paysage dans sa diversité. On a commencé par des plantations de haies, aujourd'hui on intervient aussi en agroforesterie auprès des agriculteurs aux parcelles petites ou grandes, des viticulteurs, des collectivités... On réapprend à nos interlocuteurs la fonction de l'arbre en tant que maintien de la biodiversité, protection des cultures, de l'enjeu pour la viabilité des territoires, de la pérennité de l'agriculture, de la qualité aussi du paysage ; il ne s'agit pas de parler de décor, mais d'écologie sans s'adresser pour cela uniquement à ceux qui sont dans une démarche bio, nous travaillons auprès de tout le monde. »

## « ... Il y a ceux qui existent et dont il faut prendre soin... »

L'arbre hors de la forêt prend ainsi différentes formes. Il est présent dans les bosquets, les haies, les ripisylves... Arbre et paysage parlent d'arbre agricole, champêtre celui qui est aussi dans les champs, sur les chemins, proche des habitations. Tous ont leur importance. « Il y a ceux qui existent et dont il faut prendre soin. Nous avons parfois des actes de maltraitance qui se font sur un coup de tête et qui pourraient être évités. Nous avons là un message de respect et d'intérêt écologique à transmettre. »

## Plantations et régénération naturelle

Tout en accompagnant la plantation d'arbres, de haies... à partir d'essences « de pays », auprès des agriculteurs, des collectivités mais aussi des particuliers, l'association entend mettre en avant la régénération naturelle : « L'idée de laisser un espace vide où la végétation revient doit être encouragée. Les ligneux ont un rôle à jouer, il faut les laisser pousser, là où c'est possible... On parle de planter de plus en plus mais regardons ceux qui nous entourent, s'il y a de mauvaises épines dans un talus... c'est super... Nous devons optimiser tout ce qui est vivant et ainsi prendre en considération l'existant. L'arbre est un élément fixe et

vivant qui a besoin d'auxiliaires autour. Être vivant, c'est être en lien avec d'autres choses vivantes. Un arbre peu vigoureux, déséquilibré n'est pas à condamner. De même, l'arbre mort favorise la biodiversité. » Dans cette urgence « à faire feu de tout bois » que soulève notre interlocuteur, chacun aurait son rôle à jouer dans son champ ou son jardin ; l'arbre étant à la base du cycle de la vie ; il est un indispensable qui actionne « la turbine » des cycles.

### **... plus dans les esprits que dans les espaces**

« On parle beaucoup des arbres aujourd'hui et c'est très bien. Mais il est revenu plus dans les esprits que dans les espaces. Cela s'améliore tout de même, notamment chez les jeunes. Des actions se mettent en place, reste cependant à remettre l'arbre, le paysage... dans les cours de sciences naturelles. »

*\* Auteur de nombreux ouvrages dont le dernier paru en 2016 « Le génie de l'Arbre ». Il fait également partie d'organisations régionales et nationales qui se consacrent à la promotion et au développement de l'arbre dans les pratiques et dans les territoires.*

### **Les Trois coups ! Selon Bruno Sirven**

> **Coup de chapeau** : « À ceux et celles qui font le choix de passer à l'action en plantant. Tout le monde peut apporter sa contribution à la nature qui nous la rend bien en énergie... »

> **Coup de main** : « Si les démarches administratives pouvaient être simplifiées ! Nous, en tant qu'association, on est des facilitateurs, mais les démarches ? Alors qu'il y a des financements pour planter... »

> **Coup de projecteur** : « Sur l'opération *Des enfants et des arbres*. Les agriculteurs peuvent s'inscrire à cette opération et accueillir des collégiens afin de planter des arbres avec eux. Si un opérateur technique peut assurer le lien pédagogique, ce n'est pas qu'une opération de plantation, c'est aussi retrouver un dialogue entre générations et entre des agriculteurs et des jeunes d'un territoire. »

**Pour les plus curieux** : Arbre et paysage 32 : <https://ap32.fr/>

Publication : 30 novembre 2021

<https://www.ici-toutvabien.org/informer/405-l-arbre-et-le-paysage.html> (raffut)

# Défense de la forêt amazonienne : comment les Indiens waorani ont gagné contre l'industrie pétrolière

*En Équateur, le gouvernement cède petit à petit sa forêt vierge aux compagnies pétrolières. La jungle amazonienne va-t-elle laisser la place aux puits de pétrole ? Ce serait compter sans Nemo, « la gardienne de la forêt » dont « Envoyé spécial » a fait le portrait. À la tête d'un mouvement de résistance, elle a fait plier l'État.*

En Équateur, le gouvernement cède petit à petit sa forêt vierge aux compagnies pétrolières. Pour éviter à sa région du Pastaza la déforestation et les ravages environnementaux qui s'ensuivent, une communauté d'Indiens waorani a attaqué le gouvernement en justice.

En juillet 2019, elle a remporté une victoire historique devant les tribunaux : empêcher la mise aux enchères de son territoire. "« Envoyé spécial » a fait le récit de ce combat à travers le portrait de « Nemo, la gardienne de la forêt ». En voici un extrait.

## **Sans internet ni téléphone, un mode de vie autosuffisant dans la jungle**

En Équateur, la souveraineté territoriale des communautés autochtones est reconnue par la loi, mais l'État reste propriétaire du sous-sol. Le gouvernement a divisé la jungle en blocs que, petit à petit, il propose à l'industrie pétrolière. En 2019, c'était le tour du bloc 22, où vivent des tribus d'Indiens waorani. Mais grâce à la ténacité d'une jeune femme, la population est entrée en résistance contre le projet de l'État... et elle a gagné.

Nemonte Nenquimo, alias Nemo, s'est donné pour mission de protéger ces milliers d'hectares de forêt vierge. Ce que la jeune femme veut défendre, c'est aussi un mode de vie autosuffisant. Dans cette jungle sans internet ni téléphone, on vit de chasse et de pêche – de ce qu'offre la nature.

## **Des terres extorquées contre quelques promesses... et une poignée de bonbons**

Avant de mettre un terrain aux enchères, la loi oblige l'État à obtenir l'accord de la population par une consultation. La jeune femme n'était pas au village quand des fonctionnaires du gouvernement sont venus en 2012 pour faire signer des documents aux habitants. Ceux-ci n'ont pas compris qu'ils cédaient leurs terres... contre une poignée de bonbons et des promesses d'écoles et d'hôpitaux.

À son retour, elle a eu besoin de toute son énergie pour pousser les villageois à porter plainte. Nemo et sa communauté ont finalement réussi à faire reconnaître qu'ils avaient été dupés.

## **Capybaras, jaguars, coatis, tortues charapa... une faune d'une richesse exceptionnelle**

Ce qui a été déterminant face au tribunal, c'est aussi le travail colossal que Nemo et son frère ont fourni pour cartographier les richesses naturelles de la région, avec l'aide de deux ONG. Cinq années à arpenter la forêt pour répertorier la flore et la faune – capybaras, jaguars, tapirs, tortues charapa, poissons carachama... Ils ont même installé des caméras dans les arbres pour capter le passage des animaux sauvages. Des éléments essentiels, dit Nemo, « pour que le monde visualise la richesse de notre jungle et réalise que cela ne peut pas être détruit ».

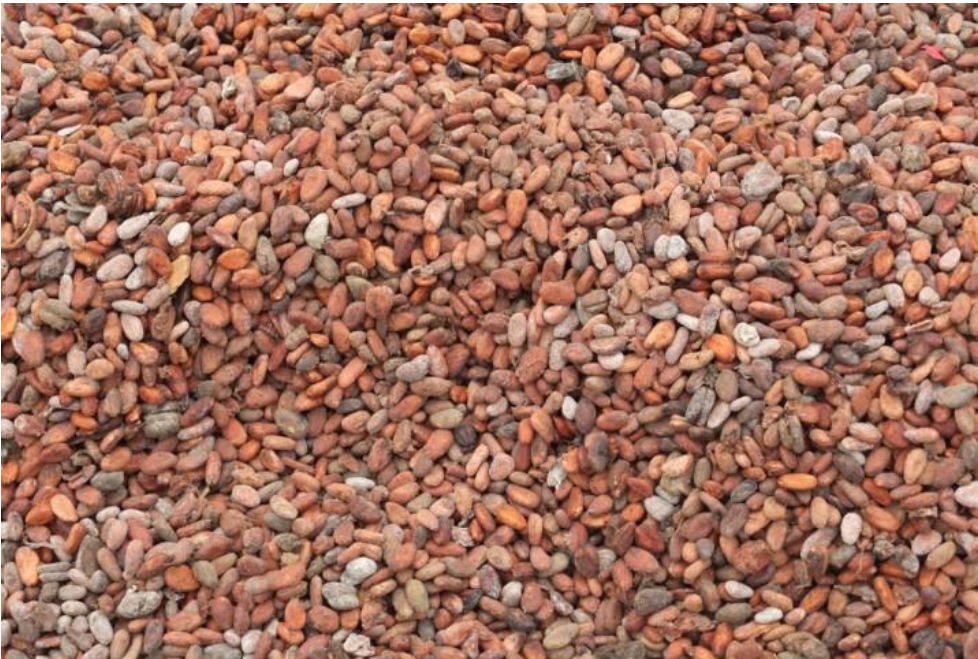
I décembre 2021

Extrait de « Nemo, la gardienne de la forêt », un reportage à revoir dans « Envoyé spécial » le 3 juin 2021.  
Par France2 (publié le 04/06/2021)

(Sites Franceinfo et bonnesnouvelles)



# Vers un cacao sans déforestation



L'industrie du chocolat et le gouvernement français ont signé une charte pour un cacao durable. Une initiative ambitieuse, écrivent les auteurs de cette tribune, qui comporte toutefois d'importants manques.

*Frédéric Amiel est coordinateur général des Amis de la Terre France. En octobre dernier, il a publié Petite Histoire de la mondialisation à l'usage des amateurs de chocolat, aux éditions de l'Atelier.*

*Après avoir travaillé pour Mighty Earth, Greenpeace, Amnesty International et Human Rights Watch, Etelle Higonnet est désormais conseillère senior auprès de la National Wildlife Federation. Elle a été nommée Chevalier de l'Ordre national du mérite en France pour son travail de protection de l'environnement, contre la déforestation dans les industries du cacao, de l'huile de palme, du caoutchouc, du soja et du bœuf.*

C'est une bonne nouvelle pour les amateurs de chocolat, la France vient de lancer une plateforme public-privé en faveur du cacao durable. Communément appelée Frisco (pour French Initiative on Sustainable Cocoa), elle vise à promouvoir un cacao « zéro déforestation », sans recours au travail des enfants et s'engage à améliorer les revenus des cacaoculteurs. Une charte, élaborée conjointement par le gouvernement français, une poignée d'ONG, des organismes de certification et la majeure partie de l'industrie française, vise désormais à garantir que seul du cacao éthique répondant à ces critères soit importé en France d'ici à 2025. Cette initiative fait écho à la Stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SNDI), adoptée par le gouvernement en 2018 pour mettre fin à l'importation de produits contribuant à la déforestation d'ici à 2030. Pour autant, tout est-il parfait dans cette charte et pouvons-nous espérer déguster bientôt des pains au chocolat et des bûches de Noël éthiques et écolos ?

Cette initiative française offre quelques perspectives intéressantes. Premièrement, du fait de la composition des signataires : la France a réussi à rallier la quasi-totalité des grands négociants en cacao, chocolatiers et petits chocolatiers du pays. L'obtention d'un spectre aussi complet d'entreprises laisse augurer d'un risque faible de « fuites », à savoir le maintien d'un marché parallèle prospère dans lequel les mauvais élèves continueraient à saper les efforts de la majorité. Cela distingue Frisco, dans une certaine mesure, des plateformes homologues telles que l'initiative allemande sur le cacao durable (German Initiative on Sustainable Cocoa, ou Gisco), Beyond Chocolate (généralement appelée Bisco) en Belgique, l'initiative néerlandaise sur le cacao durable (Dutch Initiative on Sustainable Cocoa ou Disco), la Plateforme suisse du cacao durable (Swissco) et Japanisco au Japon (officiellement nommée Plateforme japonaise pour un cacao durable pour les pays en développement).

Même le négociant français de cacao Sucden, qui a notoirement remporté le prix de l'« Œuf de Pâques pourri », décerné par l'ONG Mighty Earth, en 2019 pour sa faible politique en matière de cacao, a signé ! Il est encore plus intéressant de relever que plusieurs grandes enseignes de supermarché françaises se sont jointes [1] à cette initiative visant à supprimer des rayons le chocolat issu de la déforestation et du travail des enfants d'ici à 2025. La

grande distribution étant le premier diffuseur de chocolat du pays et le plus gros bénéficiaire de ce marché, son soutien est crucial. D'autres démarches européennes n'ont pu obtenir un tel engagement de sa part.



Cacaoyère au Cameroun. © Frédéric Amiel

Deuxièmement, on peut se réjouir que le club des Chocolatiers engagés, qui réunit un grand nombre d'artisans chocolatiers, ait participé aux négociations et su jouer de son prestige pour pousser les autres acteurs à aller plus loin dans les objectifs sociaux et environnementaux. Ces artisans engagés ont notamment imposé que la plateforme se fixe pour objectif la garantie d'un revenu vital pour les producteurs de cacao, et ont insisté sur la nécessité d'intégrer l'approche agroécologique sous ombrage dans cette charte. Appelée aussi agroforesterie, cette technique consiste à faire pousser le cacao sous le couvert d'autres arbres, de façon à maintenir une continuité écologique dans le paysage.

### **Une initiative tardive, mais ambitieuse**

Au cours des quatre dernières années, l'industrie du chocolat a entrepris un nombre croissant de réformes pour lutter contre la déforestation, le travail des enfants et la faible rémunération des producteurs du secteur. Dans les pays producteurs de cacao, en Afrique, en Indonésie et en Amérique du Sud, les efforts se sont largement concentrés sur l'Initiative cacao et forêts, qui rassemble la plupart des gouvernements et entreprises concernés pour tenter de mettre fin à la destruction des forêts, en particulier à travers des programmes d'aide à la diffusion de pratiques agricoles durables.

Dans les pays consommateurs de cacao, États-Unis et Europe surtout, les efforts se sont concentrés sur les Isco (Initiative on Sustainable Cocoa), des plateformes de réflexion qui ont proliféré au cours des cinq dernières années pour permettre à l'industrie de développer un cacao durable – une tâche vitale étant donné les antécédents de piètre performance sociale et environnementale de cette industrie. Cependant, malgré de grandes déclarations, elles ont éprouvé des difficultés à transformer l'engagement en action, et courent le risque de ne rester qu'une manœuvre de *greenwashing* pour l'industrie.



Sac de cacao au Cameroun. © Frédéric Amiel

De plus, jusqu'à récemment, les divers Isco utilisaient des définitions, des indicateurs de performance et des dates de référence divergentes, provoquant la confusion dans le monde du cacao durable, au lieu d'entraîner un mouvement mondial. L'initiative française s'est donc engagée à s'aligner sur quatre autres Isco (allemande, belge, néerlandaise, suisse), qui ont récemment signé un mémorandum pour travailler en synergie et assurer l'harmonisation de leurs engagements. Les observateurs du monde du cacao attendent avec impatience de voir si Frisco contribuera réellement à des efforts de coordination avec les autres plateformes pour garantir un plus grand succès à ces perspectives de changement.

### **Des manques inacceptables**

Un élément en particulier reste à améliorer : l'utilisation de pesticides dans la culture des cacaotiers. Les membres de Frisco ont jusqu'à présent refusé d'inclure un plan pour réduire la quantité de ces produits phytosanitaires nocifs. C'est un échec majeur. Ils sont dangereux pour les consommateurs et pour les plus de 1,5 million d'enfants qui travaillent dans le secteur du cacao, et sont exposés à des insecticides, des fongicides et des herbicides dangereux. Des centaines de milliers d'entre eux pourraient donc développer de graves problèmes de santé, dans des pays où, par ailleurs, il est très difficile d'avoir accès à un bon système de soin.

En outre, cette utilisation de pesticides non raisonnée fait du cacao traditionnel un contributeur essentiel à la sixième extinction de masse, quand le cacao biologique, cultivé sans produits de synthèse, pourrait contribuer à inverser la tendance actuelle en préservant la biodiversité. C'est un point important même sur le plan économique, puisque la productivité des cacaoyères dépend fortement de la pollinisation par les insectes, et une mauvaise gestion des pesticides peut la mettre en péril.

Si le nouveau Frisco comporte des perspectives d'amélioration intéressantes, une vraie marge d'amélioration reste donc à combler pour promouvoir un cacao véritablement durable. Il faudra en tous les cas juger sur pièce (en chocolat ?), sachant que les progrès réels dépendront de la capacité de cette nouvelle alliance à garantir des résultats concrets et rapides dans l'année à venir.

REPORTERRE

# Coup d'arrêt au projet d'usine à tarmac de Sart-Bernard (Assesse)



## De bonnes nouvelles à Assesse !

Coup d'arrêt au projet d'usine à tarmac de Sart-Bernard (Assesse). Cela met fin à plusieurs mois d'inquiétude parmi la population d'Assesse et des environs.

## Retour aux origines de cette lutte

Cette saga avait commencé en février 2020 quand le groupe NONET/BROERS était venu présenter son projet. Très vite les habitants s'étaient mobilisés autour de l'asbl COVISART et du comité N931, chevilles ouvrières de cette opposition. On vit très vite fleurir sur les fenêtres d'Assesse et environs les affichettes jaunes qui marquaient une désapprobation massive à ce projet.

Dès que la demande de permis fut introduite les différents comités se mirent au travail rassemblant autour d'eux de nombreux spécialistes dans des domaines les plus divers.

Le dossier de plus de 1 500 pages fut décortiqué sous toutes les coutures.

Ce travail collectif aboutissant en finale à un dossier d'analyse de plus de 35 pages.

Il y eut plus de 3 400 réactions à cette enquête publique. De nombreuses associations présentes sur notre territoire marquèrent également leur soutien...

Parallèlement à ce travail de nombreux contacts discrets furent entrepris vers les responsables politiques locaux et régionaux. Des élus intervinrent pour nous lors de questions parlementaires. Les médias répercutèrent largement nos inquiétudes...

Ce travail impressionnant fut possible grâce au soutien de la population, à ses coups de main efficaces, à son aide financière et à ses nombreuses contributions dans l'élaboration des argumentaires !

## Le chemin de la victoire

En juillet dernier le Conseil communal d'Assesse décidait, à l'unanimité, de ne pas céder à SOTRAPLANT le chemin communal traversant le bois Robiet. Dans la foulée, SOTRAPLANT introduisait un recours auprès du Ministre Willy Borsus contre la décision du conseil communal. Si la commune conservait cette voirie, il devenait matériellement impossible à SOTRAPLANT de construire l'usine d'enrobés. Le Ministre a rejeté aujourd'hui le recours, confirmant ainsi, la décision du conseil communal.

L'examen de la demande de permis s'arrête donc ici. (Sauf nouveau recours improbable du promoteur).

## Il n'y aura donc pas d'usine à tarmac à Sart Bernard.

L'asbl COVISART et le comité N931 remercient citoyens, donateurs, élus de tous partis et sympathisants, tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la victoire de la raison face à ce projet inacceptable

Cette victoire collective marque clairement la volonté de la population de préserver SON cadre de vie et de rester maître de l'aménagement de SON territoire.  
Et prouve une fois de plus, que face à des projets imposés, inutiles et nuisibles, il est toujours possible ENSEMBLE de faire entendre sa voix.



Plus d'informations :

<https://n931.be/index.php/183-game-over-2?fbclid=IwAR01UIhjoJwVWL8he05gPabs5I9MIoK-25fEGd6fwwPY56M2Dlnkf9VW02csM>

OCCUPONS LE TERRAIN, 16 décembre 2021

[http://occuponsleterrain.be/2021/12/16/coup-darret-au-projet-dusine-a-tarmac-de-sart-bernard-asseste/?utm\\_source=mailpoet&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=newsletter-occupons-le-terrain-l-actualite-des-luites-pour-la-preservation-des-territoires\\_5](http://occuponsleterrain.be/2021/12/16/coup-darret-au-projet-dusine-a-tarmac-de-sart-bernard-asseste/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=newsletter-occupons-le-terrain-l-actualite-des-luites-pour-la-preservation-des-territoires_5)

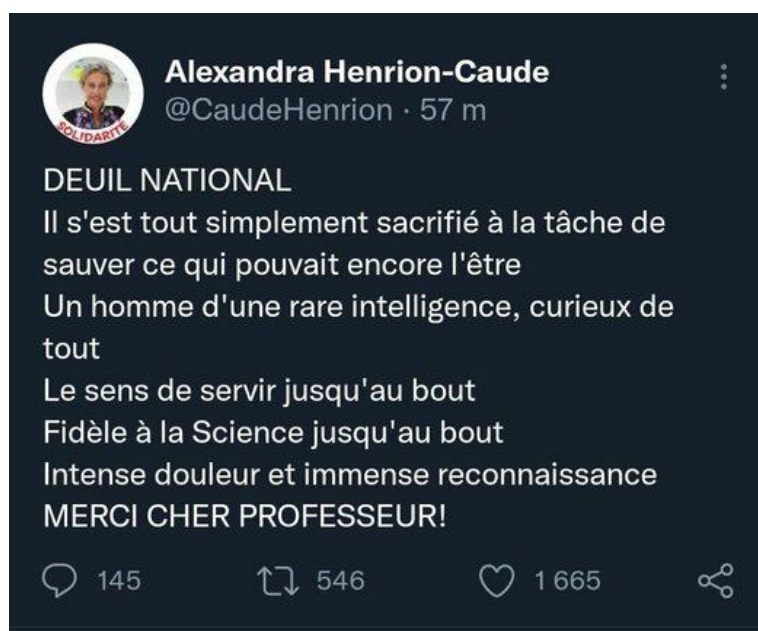
# L'éminent professeur Luc Montagnier s'est éteint le 8 février 2022

À l'âge de 89 ans (18 août 1932 - 8 février 2022), le professeur Luc Montagnier s'est éteint à l'hôpital américain de Neuilly-sur-Seine. Le docteur Gérard Guillaume, un de ses plus fidèles collaborateurs, nous confie qu'il est parti en paix, entouré de ses enfants.



Il était biologiste et virologue, mais aussi et surtout un homme d'une intelligence remarquable, qui a vécu pour la science. En plus d'avoir été nommé prix Nobel de médecine en 2008 pour la découverte du virus du SIDA, il a côtoyé les plus grands instituts scientifiques du monde au cours de sa vie. Directeur de recherche émérite au CNRS, professeur à l'Institut Pasteur, directeur du Centre de biologie moléculaire et cellulaire au Queens College de l'université de la ville New York, directeur d'un institut de recherche à l'université Jiao-tong de Shanghai. Il a fait vivre l'Académie des sciences ainsi que l'Académie nationale de médecine à travers ses recherches, et ce pendant de nombreuses années. Pour cela, il a reçu un nombre incalculable de prix et de distinctions.

Malgré son grand âge et en dépit de toutes les critiques qu'il a subies à l'automne de sa vie, issues notamment d'une partie de la communauté scientifique, Luc Montagnier s'est toujours battu pour la science libre. Nous avons eu la chance de pouvoir l'accueillir à plusieurs reprises chez FranceSoir, et tenons à lui rendre tous les honneurs qui lui sont dus.



FRANCESOIR  
09 février 2022

# L'hommage au Pr Montagnier, « aventurier de la Science qui reste dans le cœur des Français »

RECIT — L'hommage populaire au professeur Montagnier se tenait au cimetière du Père Lachaise, ce mardi 22 février 2022. La cérémonie, restreinte aux membres de la famille et des proches, s'est déroulée à l'intérieur de la célèbre salle de la Coupole. Une centaine de personnes y étaient présentes : les enfants du professeur, bien sûr, ainsi que sa famille de science et de combats partagés, comme le professeur Perronne.

La cérémonie débute 15 h 54, avec l'introduction de Jean-Luc Montagnier, fils du défunt – un hommage empreint de simplicité et d'humanisme, à l'image du professeur disparu. « *Surprise, surprise* » sont ses premiers mots. Il nous apprend ainsi que, lors d'un entretien avec le Pr Montagnier, une personne lui a demandé quels seraient ses premiers mots s'il se retrouvait devant St-Pierre. Le professeur a répondu : « *Surprise, surprise* ». Puis, son fils le décrit comme « *un grand scientifique aux frontières du monde connu et même au-delà* ». S'ensuit Ali BenOuari, président de la fondation Luc Montagnier : « *Il assumait la controverse qui lui permettait de faire jaillir la lumière* ». Son assistante saisit l'opportunité pour rappeler que le professeur était « *à l'origine du Sidaction* », et personne d'autre. De son côté, le Dr Gérard Guillaume, président de Chronimed, l'association des maladies chroniques, déplore « *le silence assourdissant des autorités. Un simple communiqué de presse du secrétariat de l'Élysée pour un aventurier de la science* ». L'actrice Véronique Jannot, elle aussi, délivre un message émouvant. Le professeur Perronne, enfin, rend hommage à « *l'immense talent de chercheur du professeur, et à son engagement sans faille* ».



France Soir était autorisé à prendre des photos de la cérémonie, remises à la famille. Avec son accord, voici la seule photo officielle de l'hommage publiée. (F.Froger /Z9, pour France Soir)

L'hommage de Xavier Azalbert – directeur de la publication de France Soir – lu aux obsèques du Pr Montagnier, le 22.02.2022 :

Au Professeur Luc Montagnier,  
je me tourne vers ses enfants, sa famille de sang, de cœur, de science ainsi que tous les présents et êtres humains.

Quelques mots qui sont évidemment trop peu pour évoquer la mémoire de ce grand homme qui vient de nous quitter, mais j'aimerais néanmoins partager avec vous des anecdotes de son travail avec l'équipe de France-Soir et de l'association BonSens.

En juillet 2020, le Pr Montagnier m'a contacté pour que France-Soir relaie la publication de l'étude sur les inserts identifiés dans le SARS-CoV-2. Il était impatient de partager ce qu'il appelait lui-même ses « présidences », son intuition scientifique, sur l'origine du virus qui se voyait ainsi confirmée. Nous nous sommes mis d'accord pour tempérer son ardeur de jeune lanceur d'alerte, attendre la publication du livre du Pr Tritto qui apportait une caution supplémentaire, une forme de seconde preuve. Après avoir attendu près de quatre semaines, il me rappela pour me remercier, car il n'avait reçu *aucune critique scientifique*. Cela marquait le début de la fin du récit sur l'origine naturelle du virus.

En août 2021, il contribuait à un article sur la sénescence – le vieillissement des cellules causé par le virus, co-écrit avec neuf scientifiques qu'il honora non seulement de sa signature, mais surtout en effectuant des ajouts importants sur le stress oxydatif. Il avait mis toute son attention sur ce sujet.

Nous l'avons reçu à plusieurs reprises chez France-Soir, pour évoquer ses recherches et *lancer l'alerte sur le lien entre le vaccin et les prions*, confirmée quelques mois plus tard.

Un homme *affable mais avec du caractère*. Quand la caméra s'arrêtait, il avait encore envie de poursuivre l'entretien ! Avec toujours une pensée pour l'équipe.

Un autre jour, il m'appelait pour me demander les coordonnées des deux chercheurs israéliens qui avaient travaillé sur la vérification des études Pfizer. Il souhaitait leur apporter son soutien. Il était toujours à l'écoute des signaux.

Ses derniers messages, comme l'alerte sur *de possibles conséquences négatives de la vaccination de masse pour notre espèce*, montre l'importance qu'il apportait à la protection des humains. De tous les humains. Cela n'a toujours pas été entendu. Déjà dans le passé, le Pr Montagnier a été en avance sur son temps. Certains de ses plus proches collaborateurs, comme le Dr Guillaume, le disent à nouveau : « L'Histoire finira par lui donner raison. »

Nous lui sommes redevables et reconnaissants d'avoir porté jusqu'à son dernier jour le respect du serment d'Hippocrate avec bienveillance, humanisme et grandeur d'âme.

S'il nous a laissé une mission, c'est celle d'apporter, en science et en conscience, une information loyale à nos semblables, sur tous les sujets.

Honoré de Balzac écrivait que « *La reconnaissance est une dette que les enfants n'acceptent pas toujours à l'inventaire* ».

Le quasi-silence médiatique autour de son départ est regrettable, telle une absence de reconnaissance de ses présences de son vivant. Cela n'enlève en rien les qualités et accomplissements exceptionnels du Pr Montagnier.

Dans le cœur des Français, et au panthéon des humains, il est déjà entré. Gageons que dans le futur, sa mémoire soit saluée comme il se doit, lui qui aura dévoué sa vie à ses semblables, en harmonie avec sa conscience-

L'équipe de Hold-Up média était aussi présente, pour rendre hommage au professeur Luc Montagnier. Elle a réalisé également un court reportage (<http://crowdbunker.com/v/Ruyk3DWzao>) recueillant les propos de nombreux participants, soutiens du professeur.

Les obsèques du professeur Montagnier se tiennent aujourd'hui, sur l'île d'Oléron, dans l'intimité familiale.

FRANCESOIR, publié le 25/02/2022



# Professeur Luc Montagnier, lauréat du prix Nobel, déclare : « Les non-vaccinés sauveront l'humanité »

Le professeur Luc Montagnier, virologue français et lauréat du prix Nobel, a déclaré que les non-vaccinés sauveront l'humanité.



Vous trouverez ci-dessous un discours prononcé par le lauréat du prix Nobel lors d'une récente manifestation contre le passeport vaccinal en France.

**Commentaire de Sott.net :** En réalité, ce discours a été prononcé dans le cadre de manifestations contre le pass sanitaire en Italie ce week-end. Dans les tweets ci-dessous, le Pr Montagnier est accueilli en héros à Milan :

Transcription via Italy24news.com :

« Il y a des images, également extraordinaires pour moi, de petites bactéries même dans l'intestin, qui sont pleines de virus. Et c'est une bataille entre les bactéries et les virus, qui doit être vaincue même avec une alimentation et une hygiène correctes. Ce n'est pas seulement le vaccin qui va la guérir, mais c'est la combinaison de traitements qui va éliminer cette maladie. Il y a eu une énorme erreur stratégique, quelque chose a été synthétisé et isolé, une énorme erreur stratégique.

Contrairement à ce qui a été dit au début, ces vaccins ne protègent pas absolument, et cela vient lentement. C'est scientifiquement reconnu par tous aujourd'hui.

Je demande à tous mes collègues d'arrêter absolument de vacciner avec ce type de vaccin.

Les médecins aujourd'hui sont parfaitement informés de ce que je dis, et donc ils doivent intervenir immédiatement parce que *l'avenir de l'humanité est en jeu*. Beaucoup de pays ont abandonné les traitements, il n'y a pas que le vaccin, il y a des médicaments qui n'ont pas été utilisés et qui fonctionnent très bien, comme les antibiotiques.

Il dépend de vous, surtout de vous non vaccinés que demain vous sauviez l'humanité. Seuls les non vaccinés pourront sauver les vaccinés.

Des vaccinés qui, de toute façon, contacteront les centres médicaux pour être sauvés.

Il faut éviter d'écouter et d'accorder la parole à ceux qui n'ont pas le droit de le faire et laisser parler la science. Je le répète : ce sont les non vaccinés qui pourront sauver l'humanité.

Au début, les grandes multinationales pharmaceutiques étaient très intéressées par les vaccins pour une question économique.

La recherche se poursuit, et moi et toute mon équipe continuons à faire des recherches sur ce virus. La recherche ne s'arrête pas, nous n'en sommes pas encore là. *L'homme gagnera s'il se concentre sur la loi de la nature et uniquement sur cela*. Chaque citoyen est libre et doit aussi suivre les idées politiques, profitez des prochaines élections pour exprimer votre opinion.

Que dirais-je à un jeune d'aujourd'hui ? *Vous devez absolument agir, chacun d'entre vous, et trouver la vérité cachée derrière les mensonges. Vive la liberté* ».

Aube digitale, 17 janvier 2022

<https://fr.sott.net/article/39217-Professeur-Luc-Montagnier-laureat-du-prix-Nobel-declare-Les-non-vaccines-sauveront-l-humanite>

# L'Histoire finira par donner raison au professeur Montagnier » - Dr Gérard Guillaume

*« Inadmissible, intolérable, consternant » : indigné des réactions à la mort du Pr Montagnier, entre « silence assourdissant » de la part des autorités, qu'il juge très loin d'avoir été à la hauteur, et dénigrement déplorable de certains médias, le Dr Gérard Guillaume, un de ses proches, a souhaité rendre justice sur notre plateau au prix Nobel de médecine disparu il y a une semaine.*



Il relate leur rencontre et son admiration pour les « approches thérapeutiques innovantes » que Luc Montagnier avait entreprises pour des maladies neurodégénératives. Sur l'aspect controversé de ses recherches, il est convaincu que « l'histoire finira par lui donner raison ». L'ampleur de ses travaux sur le SIDA, rappelle-t-il, a permis « une avancée majeure », « il ne faut pas l'oublier ». Un « esprit brillantissime, extraordinaire », rappelle Gérard Guillaume, qui rappelle que, bien que diminué physiquement ces dernières années, le biologiste était en pleine possession de ses facultés et restait « un aventurier de l'esprit et de la science ».

Admettant qu'il avait pu s'égarer dans les « chemins de traverse » qu'il explorait en « découvreur », notre invité qui rappelle qu'il « avait un Nord » auquel il revenait. Gérard Guillaume note ainsi avec stupéfaction que dans certains médias, « on lui a fait dire des choses qu'il n'a jamais dites », et qu'on affuble un chercheur de son niveau du qualificatif censé être infamant d' « antivax » le fait bondir : « Montagnier n'a jamais été un antivax, son combat était la sécurité des vaccins ».

Le docteur Guillaume revient enfin sur l'annonce de sa mort, la relation qu'il entretenait avec sa famille, qui souhaitait la discrétion, et dont il a respecté les volontés. Pas mécontent de faire un pied de nez à certains médias qui l'avaient « traîné dans la boue », et qui ont continué après sa mort, regrette-t-il.

C'est donc au « Défi de la vérité » que Gérard Guillaume a choisi de dire la sienne, de rétablir celle du Pr Montagnier, et de rendre un hommage émouvant à un homme qui incarnait un « espoir » pour beaucoup de gens, un « esprit innovant, original » ; en somme, conclut-il, « un être exceptionnel ».

FRANCESOIR  
15 février 2022

<https://fr.sott.net/article/39362-L-Histoire-finira-par-donner-raison-au-professeur-Montagnier-Dr-Gerard-Guillaume>

## Bonjour Professeur...



© Il Tempo

Chère amie, cher ami,

« Bonjour Professeur ». C'est ainsi que nous nous retrouvons avec le Professeur Luc Montagnier, le samedi matin depuis... une douzaine d'année.

Vous arriviez souvent le premier, Professeur. Vous restiez assis en silence, presque timide, au bout de la table et rien ne laissait paraître une quelconque volonté de se distinguer.

Je vous avais invité à l'automne 2009 à une réunion de l'ADNO[1], qui fut tellement riche que le soir même, nous décidions de nous retrouver régulièrement.

C'est ainsi que se forma spontanément un groupe d'amis qui, plus tard, prit le nom de CHRONIMED[2].

Vous aviez reçu votre prix Nobel[3], un an auparavant.

À l'époque, vous aviez ce magnifique bureau au sommet d'un bâtiment de l'UNESCO, qui tenait également à notre disposition une salle de réunion.

Ainsi, environ un samedi par mois, le même cérémonial se reproduisait. Nous venions des quatre coins de la France en train ou en avion et nous nous retrouvions à l'entrée de ces bâtiments où il fallait prouver son identité, franchir des portiques de sécurité, avant de traverser de grands halls et d'arriver aux ascenseurs rouges qui nous menaient jusqu'à vous.

Oui, nous étions un groupe d'amis bientôt rejoint par diverses personnalités que je ne nommerai pas : médecins hospitaliers et en clientèle privée, chercheurs, vétérinaires, philosophes, sociologues, ingénieurs agronomes, anthropologues... Nous étions tous des « curieux de la science » avides de réfléchir et de débattre de sujets novateurs.

**Votre savoir et votre expérience nous conduisaient bien loin des pratiques conventionnelles et routinières.**

Nous en sommes fiers !

Oui, nous avons discuté de l'origine infectieuse et immunitaire des maladies chroniques, des infections dites « froides », de l'importance des cofacteurs microbiens et parasitaires dans les maladies virales, du rôle particulier du microbiote[4], des carences nutritionnelles, du stress oxydant[5] et des antioxydants[6], du mode de vie, des facteurs de risque cardiovasculaire, et que sais-je encore.

Oui, nous avons abordé des pathologies telles que les troubles du spectre autistique, la maladie de Parkinson ou d'Alzheimer, les maladies psychiatriques, la maladie de Lyme et bien entendu le rôle des virus et des bactéries dans de nombreux cancers et dans les pathologies chroniques.

Mais contrairement à ce qu'ont prétendu des journalistes mal informés, nous n'avons jamais initié de quelconques essais thérapeutiques ni proposé de recommandations de traitement. D'ailleurs, nous n'avons ni site Internet, ni organe de presse...

Le professeur Didier Raoult, interviewé par André Bercoff sur Sud Radio ce jeudi 10 février, vous a rendu un vibrant hommage. Écoutons-le :

*« Luc Montagnier n'a pas découvert le virus du sida par hasard (...). Il travaillait sur la capacité des virus ARN à se répliquer l'un sur l'autre, et en faisant cela (...), il est tombé sur les virus oncogènes à ARN, des rétrovirus, qui s'intègrent dans le génome. En cela il détruit le dogme central de l'époque de la biologie moléculaire qui datait de Jacques Monod[7], dans lequel il y avait un flux unique : de l'ADN à l'ARN conduisant à la synthèse des protéines. (...) Pour penser comme cela, il faut avoir un esprit bien particulier et penser différemment des autres. »*

Oui, Professeur, nous buvions avec avidité cette source de pensée qui vous a aussi permis de reprendre les travaux de Jacques Benveniste, que l'on qualifie ironiquement de travaux sur « la mémoire de l'eau », validant ainsi une explication scientifique des effets de l'homéopathie qui est, de nos jours, et pour trop de confrères, une totale hérésie. Si vous visionnez ce *magnifique documentaire*[8], vous comprendrez mieux de quoi il s'agit. Oui, Professeur, vous nous avez révélé que l'ADN émet des fréquences, et expliqué comment une nouvelle technologie biophysique permettait de détecter les ondes électromagnétiques induites dans l'eau par l'ADN des bactéries et des virus pathogènes, ouvrant ainsi la porte à un nouveau mode de détection et de suivi des origines des maladies dégénératives chroniques.

Merci, Professeur, d'avoir, en préfaçant l'un de mes livres[9], jeté les bases de ce que devrait devenir la médecine de demain : *« Il y a donc lieu de s'interroger sur le devenir de notre Médecine, celle dont nous sommes si fiers, et se demander s'il ne faut pas nous diriger vers ce que j'appelle une médecine des P4 : P1 comme prédictive, P2 comme préventive, P3 personnalisée, P4 comme participative. De plus en plus on se rend compte que le patient ne doit plus être considéré comme un objet, un numéro de cas cliniques, mais comme une personne humaine qu'il faut prendre le temps d'écouter et avec qui amorcer un dialogue constructif. »*

Oui Professeur, nous vous avons écouté et vous nous avez écoutés, nous aussi, présenter nos propres pistes de réflexion, de compréhension et de traitement, dans ce qui n'était qu'une société savante.

Vous nous aviez bien montré, ce samedi de février 2020, quelques jours avant le premier confinement, que ce virus ne pouvait venir que de la fuite d'un laboratoire – ce que confirment, de nos jours, de plus en plus de sources.

Mais vous nous avez aussi rassurés en nous « prédisant » que la nature, tôt ou tard, reprendrait ses droits, car de mutations en mutations le virus ne pouvait que perdre son agressivité. Omicron ne vous dément pas. Quant aux vaccins à ARN, qui était mieux placé que vous pour en craindre les dangers et prédire que l'activation de la protéine spike pourrait, dans l'avenir, conduire à des dangers que nous ne pouvons soupçonner ?

Même à propos du VIH[10] – et sans attaquer les traitements antiviraux –, vous énonciez à l'intention des populations les plus pauvres, chez qui ces traitements étaient hors d'atteinte, que l'amélioration de l'hygiène de vie[11] et de l'alimentation pouvait, par l'intermédiaire d'un système immunitaire « regonflé », conduire à des guérisons, ou au moins une stabilisation de la maladie.

Vous étiez, avec votre sourire malicieux, un formidable optimiste et surtout un bon observateur de la nature. Chaque réunion se terminait par un repas que nous partagions avec joie et gourmandise. Je ne résiste pas à vous en fournir, cher lecteur, la preuve en image :



Enfin, j'aimerais terminer par cette citation issue d'une réunion du 14 août 2021 :

« Nous sommes dans une dictature sanitaire, ce n'est plus une démocratie. Ces vaccins ne sont pas de vrais vaccins, mais un assemblage compliqué de biologie moléculaire qui est capable d'être un poison. C'est une erreur de forcer des gens maintenant, des enfants, à être inoculés avec cette préparation moléculaire. Je renouvelle mon appel au médecin pour qu'ils prescrivent des traitements qui fonctionnent. Le Green pass ? C'est une affaire de marketing. Complotistes nous ? Non, ce sont eux qui complotent. »

Oui Professeur, nous allons continuer dans cette voie, remettre le « sacré » de

chacun de nous au centre de la Médecine et manifester une recherche de la vérité, par les faits[12], rien que par les faits, afin que la vérité éclate au grand jour, que les hypnotisés par les faux prophètes délirants des plateaux télé disparaissent et que la peur change de camp.

Vous étiez bien plus qu'un grand officier de la Légion d'honneur[13], **vous étiez un grand dignitaire de la Science de la Vie.**

Merci Professeur, au revoir cher Maître et cher ami.

Docteur Dominique RUEFF  
 lettre-docteur-rueff.fr  
 16 février 2022

#### Sources :

- [1] Association pour le développement de la nutrition orthomoléculaire, que je présidais
- [2] Voie de recherche sur et à propos des maladies chroniques
- [3] <https://www.pasteur.fr/fr/institut-pasteur/luc-montagnier-prix-nobel-2008>
- [4] [http://operationmicrobiote.pasteur.fr/?emkfid=EMF-22701181460-k-77618669180-s&gclid=Cj0KCQiA0p2QBhDvARIsAACSO0OgWdMspPCe-AZ03S2gKugcIv5AEPkubqi1xejJSL1oZF-WMR5hD9EaAvTREALw\\_wcB](http://operationmicrobiote.pasteur.fr/?emkfid=EMF-22701181460-k-77618669180-s&gclid=Cj0KCQiA0p2QBhDvARIsAACSO0OgWdMspPCe-AZ03S2gKugcIv5AEPkubqi1xejJSL1oZF-WMR5hD9EaAvTREALw_wcB)
- [5] <https://www.lettre-docteur-rueff.fr/stress-oxydant/>
- [6] <https://www.futura-sciences.com/sante/definitions/medecine-antioxydant-2995/>
- [7] <https://www.pasteur.fr/fr/institut-pasteur/jacques-monod-prix-nobel-1965>
- [8] <https://www.dailymotion.com/video/x210x3k>
- [9] Mieux que guérir, les bénéfices de la médecine intégrative, Editions Josette Lyon, 2013
- [10] Virus du sida
- [11] <https://www.dailymotion.com/video/xbh8gx>
- [12] C'est ce que fait chaque jeudi soir le Conseil Scientifique Indépendant, que je vous invite à écouter en direct ou replay sur <https://crowdbunker.com>
- [13] Distinction remise par le président Nicolas Sarkozy, en janvier 2009

<https://fr.sott.net/article/39357-Bonjour-Professeur>

# Lumière sur le dernier travail colossal du Professeur Montagnier

*Demain le Professeur Montagnier ne recevra ni médailles ni décorations, encore moins de tweets ou d'hommages des politiques pour sa disparition soudaine mais une haie d'honneur du peuple. Quoi de mieux ? Ceux qui ont les reconnaissances et les petits privilèges de l'État termine souvent seuls ou détestés de tous, souvent d'eux même.*



Luc Montagnier

Le professeur Montagnier c'est tout le contraire. L'occasion pour Charles Sannat, entrepreneur et analyste économique, de revenir sur les derniers travaux d'un très grand Professeur.

Le professeur Montagnier, prix Nobel de Médecine pour la découverte du VIH, est décédé dans un silence assourdissant et loin des concerts de louanges de rigueur dans ces cas-là.

Il faut dire que jusqu'à son dernier souffle, le professeur Montagnier a lutté contre cette campagne de vaccination généralisée ce qui lui valut de très sérieuses inimitiés et c'est le moins que l'on puisse dire.

Obsèques le 22 février.

*« La « cérémonie d'adieu » aura lieu mardi 22 février à 15 heures, à la salle de la Coupole du Père Lachaise - 71, rue des Rondeaux, à Paris (20e). Des obsèques auxquelles pourront se joindre ceux qui souhaitent lui rendre hommage, pour une haie d'honneur, à l'extérieur, « avec l'accord de la famille », précise le Dr Gérard Guillaume ».*

## **La dernière étude du Professeur Montagnier sur le lien entre maladie à prions et vaccination.**

Vous pouvez aller télécharger sa dernière étude à « titre posthume » sur le site ResearchGate.net ici : [https://www.researchgate.net/publication/358661859\\_Towards\\_the\\_emergence\\_of\\_a\\_new\\_form\\_of\\_the\\_neurodegenerative\\_Creutzfeldt-](https://www.researchgate.net/publication/358661859_Towards_the_emergence_of_a_new_form_of_the_neurodegenerative_Creutzfeldt-Jakob_disease_Sixteen_cases_of_CJD_declared_a_few_days_after_a_COVID-19_vaccine)

[Jakob\\_disease\\_Sixteen\\_cases\\_of\\_CJD\\_declared\\_a\\_few\\_days\\_after\\_a\\_COVID-19\\_vaccine](https://www.researchgate.net/publication/358661859_Towards_the_emergence_of_a_new_form_of_the_neurodegenerative_Creutzfeldt-Jakob_disease_Sixteen_cases_of_CJD_declared_a_few_days_after_a_COVID-19_vaccine)

Pour résumer, le Professeur Montagnier pensait que nous étions face à une nouvelle maladie à prions de type Creutzfeldt-Jacob induite par des parties spécifiques de la protéines Spike utilisées... dans les vaccins !

« Nous mettons en évidence la présence d'une région Prion dans les différentes protéines Spike du virus original SARS-CoV2 ainsi que de tous ses variants successifs mais aussi de tous les « vaccins » construits sur cette même séquence du Spike SARS-CoV2 de Wuhan.

Paradoxalement, avec une densité de mutations 8 fois supérieure à celle du reste du Spike, la nocivité éventuelle de cette région Prion disparaît complètement dans le variant Omicron.

Nous analysons et expliquons les causes de cette disparition de la région Prion du Spike d'Omicron. Parallèlement, nous analysons la concomitance des cas, survenus dans différents pays européens, entre les

premières doses de vaccin Pfizer ou ModernamRNA et l'apparition soudaine et rapide des premiers symptômes de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, qui nécessite habituellement plusieurs années avant d'observer ses premiers symptômes.

Nous étudions 16 maladies de Creutzfeldt-Jakob, en 2021, d'un point de vue anamnétique, centré sur l'aspect chronologique de l'évolution de cette maladie nouvelle à prion, sans pouvoir avoir d'explication sur l'aspect étiopathogénique de cette nouvelle entité.

Nous rappelons ensuite l'histoire habituelle de cette redoutable maladie subaiguë, et la comparons à cette nouvelle maladie à prion extrêmement aiguë, suivant de près les vaccinations.

En quelques semaines, plus de 40 cas d'émergence quasi spontanée de la maladie de Creutzfeldt-Jakob sont apparus en France et en Europe très peu de temps après l'injection de la première ou de la deuxième dose des vaccins Pfizer, Moderna ou AstraZeneca.

Nous rapportons ici 16 cas provenant de France, de Belgique, de Suisse et Israël. Nous pouvons mettre l'accent sur la similitude remarquable de la sémiologie clinique. En effet, sur les 16 cas étudiés ici, les premiers symptômes sont apparus en moyenne 11,06 jours après l'injection (avec une dispersion allant d'un minimum de 1 jour à un maximum de 30 jours).

Nous suggérons les raisons de penser que nous avons affaire ici à une toute nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob ».

Je pense que nous avons fait n'importe quoi avec ces vaccinations à ARN de manière totalement prématurée et en niant le principe de base de la médecine « d'abord ne pas nuire », et ensuite en ne faisant aucune distinction dans le « bénéfique/risque » en fonction des patients. Une vaccination généralisée et sans discernement aucun.

Je pense également, que quels que soient les désaccords que l'on peut avoir avec le Professeur Montagnier ou ce que l'on peut penser de ses prises de positions, ignorer son avis ou sa dernière étude serait une grosse erreur.

Le professeur Montagnier est un grand découvreur, et il se pourrait bien que sa dernière découverte soit majeure pour les années qui viennent car nous pourrions voir l'émergence d'une nouvelle maladie à prions. L'avenir nous dira qui avait raison.

Qu'il soit rendu hommage au Professeur Montagnier.

Charles SANNAT  
*Apart.tv*  
21 février 2022

<https://fr.sott.net/article/39397-Lumiere-sur-le-dernier-travail-colossal-du-Professeur-Montagnier>

# Le professeur Montagnier et la médecine du futur (1/2)



Le Pr Luc Montagnier en 1984, lors d'un congrès de médecine à Monaco. AFP

Xavier Bazin, journaliste d'investigation et auteur de « Big Pharma démasqué », se plonge dans l'univers « révolutionnaire » du Pr Luc Montagnier, prix Nobel français, figure de la résistance scientifique et citoyenne. Il s'intéresse dans cette première partie à ses recherches sur la mémoire de l'eau et sur la médecine énergétique, grâce aux champs électromagnétiques.

TRIBUNE — Ces dernières années, j'ai eu le privilège d'avoir des conversations régulières avec le Pr Montagnier. Il avait beau être prix Nobel, c'était un homme simple ; nos rendez-vous avaient lieu dans un petit bistrot sans prétention près de l'École militaire, en bas de chez lui.

Jusqu'à son dernier souffle, il a éclairé le monde de son intelligence et de son humanité. Et, tant pis pour tous les ignorants qui l'ont critiqué, sans avoir le centième de son talent. Comme l'a si bien dit le Pr Raoult : « Dans deux siècles, on parlera toujours de Luc Montagnier et tous les imbéciles qui ont dit du mal de lui auront disparu dans les poussières de l'histoire. C'est un très grand Monsieur. »

Le Pr Raoult pense que c'est d'abord pour sa découverte du virus du sida qu'il restera à la postérité. Mais, ce sont clairement ses derniers travaux sur la « mémoire de l'eau » et la médecine du futur qui sont les plus révolutionnaires.

Le Pr Montagnier le disait d'ailleurs lui-même, en 2014 :

« C'est maintenant que je trouve les phénomènes les plus importants. Trouver un virus, c'est bien, mais trouver les mécanismes de la vie, c'est encore plus important. »

En effet : ce sur quoi il travaillait, c'était la médecine du futur.

## **Après l'heure de gloire des antibiotiques, le déclin de la médecine chimique**

La médecine du 20<sup>e</sup> siècle est issue de la révolution *pharmacologique*. Après la découverte enthousiasmante des antibiotiques, dans les années 1930, on a découvert des milliers de molécules qui « soignent ».

Dans les années 1950-1960, ce fut l'heure de gloire de la chimie de synthèse. Mais, cela n'a pas duré. Dès les années 1980, on ne trouvait déjà quasiment plus de nouvelles molécules intéressantes.

Et, face aux maladies chroniques, la chimie est restée globalement impuissante. Alzheimer, obésité, maladies cardiovasculaires, arthrose... Les médicaments ne guérissent aucune de ces maladies ; dans le meilleur des cas, ils stabilisent les symptômes... au prix de sérieux effets indésirables quand ils sont pris sur longue période. C'est pourquoi les médecins éclairés s'appuient aussi sur des molécules naturelles qui agissent en profondeur, et sans effet indésirable : vitamine D, oméga-3, probiotiques, etc.

Mais, dans les deux cas, le principe médical est le même : on compte sur une *molécule* pour soigner. Or, ce principe fondamental est en voie d'être dépassé par une nouvelle médecine.

Il s'agit de la médecine par les ondes, et c'est sur cela que travaillait le Pr Montagnier.

## **Aux origines de la médecine « énergétique » (la médecine des ondes)**



Écartons d'abord un malentendu : la médecine des ondes n'a rien d'ésotérique. Comme l'explique très bien James Oschman dans *Médecine énergétique, les bases scientifiques* :

« En quelques dizaines d'années, les scientifiques sont passés de la conviction que les champs énergétiques à l'intérieur et autour du corps étaient de la pure science-fiction à l'absolue certitude qu'ils existent ».

De fait, il ne fait désormais aucun doute que le corps humain est animé par des phénomènes « électromagnétiques » – et pas seulement par des réactions chimiques.

On sait depuis longtemps que le cœur produit de l'électricité, que l'on mesure aujourd'hui avec l'électrocardiogramme (et qu'est-ce qu'un « *pacemaker* », sinon un objet qui envoie un courant électrique ?).

Or, qui dit électricité, dit *magnétisme*. C'est une loi physique de base : tout courant électrique produit un *champ magnétique*. Faraday l'a découvert au début du 19<sup>e</sup> siècle, lorsqu'il s'est aperçu qu'un courant électrique faisait tourner l'aiguille de sa boussole.

Donc, chaque battement du cœur produit aussi un champ électromagnétique... qui se propage, à la vitesse de la lumière, en dehors même du corps – on a réussi à mesurer l'activité à 45 centimètres du cœur.

De même, on sait désormais qu'il existe une activité électrique dans le cerveau, mesurée par l'électroencéphalogramme, et qui produit elle-même un champ magnétique très faible.

*Tout cela n'est pas controversé. C'est admis par tout le monde.*

La seule question qui fait débat est la suivante : à quel point ces champs électromagnétiques sont importants pour nos cellules... pour notre santé, et pour le vivant en général ?

Pour le Pr Montagnier, leur importance est capitale :

Le paradigme « *que je propose, pas tout seul bien entendu, c'est que les molécules biologiques non seulement interagissent par contact, par complémentarité de forme, mais aussi à travers des ondes. On a alors affaire à des signaux électromagnétiques spécifiques, des phénomènes de résonance, des actions à distance et des interférences* ».

Ce qu'il propose est une véritable révolution dans la biologie. La plupart des médecins et biologistes ne croient qu'aux effets *chimiques* des molécules biologiques.

Mais, tout indique que ce dogme est dépassé. En effet, il est très probable que les champs électromagnétiques sont l'autre moyen de communication interne des organismes vivants. Et que les cellules de notre corps communiquent entre elles sous la forme de fréquences électromagnétiques. Elles interagiraient de la même façon avec la « nature », à commencer par les germes qui peuplent notre organisme.

Le Pr Montagnier a ainsi détecté des ondes de très basse fréquence chez les virus et les bactéries. Selon lui, « *les germes bactériens et les virus utilisent les ondes dans leur ADN pour amplifier leur effet* ». Et, toutes ces « *informations* » seraient transmises par l'eau « *organisée* », qui serait capable de mémoriser les structures des molécules, via des signaux électromagnétiques.

Voilà encore une idée révolutionnaire, qui défrise la communauté scientifique. Dans cette optique, les molécules et la chimie ne seraient qu'une partie du fonctionnement du vivant. Chaque cellule, chaque organe vibrerait à une certaine fréquence, ce qui lui permettrait d'entrer en communication et résonance avec les autres, comme un orchestre symphonique.

Dès lors, la santé correspondrait à un concert vibratoire parfaitement harmonieux, aux bonnes *fréquences* électromagnétiques. Et, la maladie serait en partie causée par les fausses notes, les interférences et les blocages qui empêchent la communication et les mécanismes d'auto-réparation et d'autoguérison de notre corps.

Est-ce farfelu ? Anti-scientifique ? Pas du tout.

### **La « médecine des aimants » (magnétique) commence à être validée en Occident**

D'abord, ce n'est sans doute pas un hasard si cette vision du vivant rejoint celle des plus grandes médecines traditionnelles.

Il y a des milliers d'années, les Chinois ont placé les flux d'énergie invisibles au cœur de leur médecine – et cette médecine traditionnelle (MTC), reconnue par l'Organisation mondiale de la Santé, connaît un regain de succès et de popularité un peu partout dans le monde.

De même, les grands médecins comme Hippocrate ou Paracelse étaient persuadés de l'importance des « *canaux d'énergie* » pour optimiser la santé. Et puis, on l'a oublié, au début du 20<sup>e</sup> siècle, la médecine électromagnétique a connu son heure de gloire en Occident. Des milliers de thérapeutes utilisaient toutes sortes de « *machines électriques* » étonnantes pour guérir. Des génies précurseurs, comme Nicolas Tesla et le français George Lakhovsky, étaient persuadés que les cellules du corps humain étaient animées de signaux électromagnétiques, et travaillaient à mettre au point des machines (« *oscillateurs à ondes multiples* ») visant à accélérer les guérisons et soigner le cancer.

Malheureusement, les thérapies « *hors norme* » à base d'ondes électromagnétiques ont été oubliées, balayées avec la révolution pharmacologique (les « méchants complotistes » soupçonnent l'industrie pharmaceutique d'avoir cherché à éliminer la concurrence de cette médecine « gratuite »).

Il n'y a qu'en URSS que les recherches scientifiques ont continué. À tel point que les Soviétiques ont utilisé très tôt les champs électromagnétiques pulsés pour soigner leurs cosmonautes et réduire leur perte de densité osseuse, causée en partie par l'absence de champ magnétique terrestre.

Puis, après la chute du mur de Berlin en 1989, les « *ondes qui soignent* » ont commencé à se diffuser en Occident. De nombreux traitements, très officiels, sont désormais basés sur des ondes électromagnétiques. Regardez, par exemple, ce grand titre de France Info, datant de 2015 :

image1.jpg



Dans cet article, le Dr Jean-Daniel Flaysakier du CHU de Nantes explique que « *le principe du traitement par les ondes est centenaire* », mais que « *les recherches récentes ont montré que ça fonctionnait à peu près correctement dans la dépression profonde et les douleurs chroniques* ».

Selon ce médecin, ces thérapies apporteraient même d'immenses promesses pour de nombreuses maladies : « *Pour la rééducation des accidents vasculaires-cérébraux (AVC), pour les acouphènes, et aussi dans les troubles de la marche et des mouvements anormaux de la maladie de Parkinson* ».

Aux États-Unis, c'est le Dr Oz, professeur de médecine et chirurgien du cœur à l'Université de Colombie, qui s'est enflammé pour cette « *nouvelle médecine* », en 2014 :

« *Aujourd'hui, nous changeons la pratique de la médecine. Il y a un remède révolutionnaire contre la douleur que peu de médecins connaissent, car il ne s'agit pas d'une nouvelle pilule ou de la chirurgie. Il utilise des aimants en mouvement. Des ondes d'énergie qui modifient la façon dont votre corps réagit à la douleur* ».

En effet, depuis une vingtaine d'années, les recherches scientifiques ne cessent de confirmer l'énorme potentiel de cette nouvelle médecine. En 2011, les autorités américaines ont validé l'utilisation des champs magnétiques pulsés pour accélérer la guérison des fractures osseuses. Puis, plusieurs études médicales ont prouvé l'efficacité de ce type de traitement contre les dépressions les plus résistantes. « *Parmi les personnes traitées, 40 % voient leurs symptômes disparaître après la cure et 10 à 15 % supplémentaires constatent une amélioration de leur état* », selon le Pr Emmanuel Poulet, (CHU de Lyon), spécialiste des champs magnétiques pulsés.

Même le journal *Le Figaro*, généralement très méfiant vis-à-vis des médecines alternatives, a osé titrer : « *Un "aimant" plus fort que les médicaments contre la dépression* ».

On parle ici des « *simulations magnétiques transcrâniennes* », mais ce ne sont pas les seules thérapies électromagnétiques. D'autres pistes de recherches très prometteuses concernent le cancer.

### **Le cancer pourrait-il être soigné par des ondes ?**

C'est un chercheur israélien, le Pr Yoram Palti, qui a mis au point une thérapie révolutionnaire, à base d'ondes électromagnétiques. Il a commencé à être pris au sérieux quand il a montré que certaines ondes avaient un effet bénéfique contre les tumeurs *in vitro*, et sur les souris.

Puis, une étude clinique de phase III a confirmé ses espoirs. Son traitement consistait simplement à *placer des électrodes sur la tête* de ses patients, pendant quelques mois – avec un courant alternatif léger, à une fréquence très basse (et jugée jusqu'alors trop faible pour avoir le moindre effet biologique).

Or, chez des récidivistes du cancer du cerveau, ce traitement a obtenu les mêmes résultats que la chimiothérapie, dont les effets secondaires sont pourtant beaucoup plus lourds.

Mieux : quand il est associé à la chimio, ce traitement pourrait augmenter l'espérance de vie des patients cancéreux. C'est la conclusion d'une étude clinique lancée en 2010, avec 700 patients de 57 ans en moyenne, souffrant d'un cancer du cerveau nouvellement diagnostiqué.

Au bout de cinq ans, 13 % des patients traités électriquement étaient encore en vie... contre 5 % pour ceux qui n'ont reçu que la chimio – soit presque trois fois plus. « *Personne ne s'attendait à de tels résultats* », a confirmé en France le Pr Jérôme Honnorat, spécialiste du cancer du cerveau. Les sceptiques disent qu'on ne peut pas totalement exclure un effet placebo, puisqu'on n'a pas fait porter d'électrodes chauffantes à ceux qui recevaient la chimiothérapie seule : ce n'est pas faux, mais la probabilité de l'effet placebo semble infime au vu des résultats.

Ce n'est pas un traitement miracle, mais c'est la preuve que la médecine électromagnétique n'a rien de « *farfelu* ». En réalité, les traitements « *énergétiques* » à base d'électromagnétisme ne font que commencer – le Pr Palti a d'ailleurs déclaré travailler à un appareil électromagnétique visant à soigner... le diabète.

Voilà qui confirme bien à quel point l'électromagnétisme est largement sous-estimé en biologie.

Mais, pour comprendre à quel point c'est un champ prometteur et révolutionnaire, il faut aller un cran plus loin. Il faut entrer dans le monde extraordinaire de la physique quantique.

### **De la médecine électromagnétique à la médecine quantique**

Si le Pr Montagnier était aussi décrié, c'est parce qu'il travaillait, c'était un changement de paradigme majeur en biologie et en physique... qui trouve ses fondements dans les découvertes d'Albert Einstein.

Einstein aussi a révolutionné la science... et lui aussi a été détesté et décrié, au départ. Il faut rappeler qu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les physiciens pensaient avoir tout compris de l'Univers. L'univers, l'espace et les planètes semblaient fonctionner comme une grosse horloge mécanique, selon des lois parfaitement prévisibles, issues des découvertes de Newton.

Et puis tout s'est effondré, en 1905, quand Albert Einstein a montré que la lumière est constituée de « *matière* ». On pensait jusqu'alors que c'était une onde continue, fluide et immatérielle. Mais non, la lumière est bien constituée de petits « *paquets* » (*quanta* en latin) de particules d'énergie, nommés photons. Cela voulait dire que la lumière est à la fois matière et énergie, à la fois onde et particule. Donc, la matière peut « *en même temps* » être une onde, un « *champ de force énergétique* ».

C'est le cas pour les photons, ainsi que pour toutes les autres particules que l'on trouve à l'intérieur de l'atome, comme les électrons ou les neutrons. Au cœur de la « *matière* » (les atomes), il y a donc des particules qui peuvent prendre la forme d'une onde, d'une vibration.

Et cela a des implications phénoménales. Car une particule ne peut pas « *traverser un mur* »... mais une onde, oui. Et c'est précisément ce qu'on observe au niveau quantique : des petites particules sont capables de se transformer en « *ondes* » pour traverser des murs.

On appelle cela « *l'effet tunnel* » en physique : il a été observé en laboratoire et il est beaucoup plus courant qu'on ne le croit dans l'univers. C'est grâce à la magie de cet « *effet tunnel* » que le soleil brille : il permet au soleil de transformer l'hydrogène en hélium.

Plus généralement, la physique quantique a permis de découvrir l'existence de phénomènes « *impossibles* » dans le monde matériel classique, comme la téléportation de particules.

Mais, un dogme majeur a permis, jusqu'à présent, de protéger l'édifice matérialiste et rationaliste. Tous ces phénomènes « *magiques* », nous disait-on, ne se produisent qu'au niveau sub-atomique – dans l'infiniment petit.

Au niveau moléculaire, il n'y aurait rien de quantique. Il n'y aurait que des phénomènes physiques et chimiques classiques. Mais, ce dogme est en train d'exploser – et cela ouvre une voie possible à la confirmation des hypothèses du Pr Montagnier. Car l'on a découvert que des phénomènes quantiques interfèrent bien avec le vivant, avec la biologie. Mieux : ils seraient même indispensables pour remplir des fonctions de base de l'organisme.

Ainsi, dans les années 1980, on a découvert que c'est « *l'effet tunnel* », cet étrange phénomène quantique, qui permettrait à nos enzymes de digérer. Si les enzymes digestives fonctionnaient de façon purement chimique, il faudrait sans doute des années pour que nous puissions digérer nos repas, et en tirer les nutriments.

Et puis, il y a eu cette incroyable découverte sur l'odorat...

# Le professeur Montagnier et la médecine du futur (2/2)

## **TRIBUNE — Le coup de grâce : de l'odorat biochimique... au nez quantique**

Jusqu'à récemment, il paraissait évident que l'odorat fonctionnait selon les lois de la biologie « classique ». Les molécules odorantes, disait-on, stimulent nos cellules comme toutes les molécules de notre corps : par leur forme.

Il faut rappeler ici la théorie de base : chaque molécule a une forme particulière, comme une clé. Lorsqu'elle entre en contact avec une cellule qui a la même forme (la serrure), la porte s'ouvre, et l'information est transmise.

C'est comme cela que fonctionnent tous les médicaments ; ils comportent une molécule chimique spécifique, choisie parce qu'elle « ouvre la serrure » de certaines cellules et déclenchent des réactions physiologiques.

Mais... ces effets chimiques n'expliquent pas tout. Rappelez-vous la phrase du Pr Montagnier, citée plus haut : « *Le paradigme que je propose, c'est que les molécules biologiques non seulement interagissent par contact, par complémentarité de forme, mais aussi à travers des ondes.* »

C'est ce qui a été prouvé récemment, de manière éclatante, dans le cas de l'odorat. En effet, si le modèle de la « clé » et de la « serrure » était le bon, des molécules de forme similaire devraient avoir la même odeur.

Or, ce n'est pas ce qu'on observe en pratique. Une molécule à l'odeur d'urine est quasiment identique à celle d'une molécule qui ne sent rien. Et, des molécules chimiquement très différentes émettent la même odeur de musc. C'est alors qu'un scientifique « hors norme », Luca Turin, a eu une idée révolutionnaire. Pour lui, ce n'est pas la « forme » de la molécule qui compte... mais la fréquence électromagnétique à laquelle elle vibre. Nos neurones olfactifs fonctionneraient en captant les vibrations des molécules odorantes. De fait, plusieurs molécules de soufre ont la même odeur caractéristique d'œuf pourri... alors qu'elles ont des formes très différentes – et comme par hasard, ces molécules **vibrent à la même fréquence**, autour de 76 terahertz. Luca Turin a même trouvé une molécule qui vibre à 78 terahertz, et c'est la seule molécule au monde qui sent l'œuf pourri... sans être du soufre.

C'était un indice fort, mais pas encore une preuve définitive. Alors, des chercheurs ont conditionné des mouches drosophiles, connues pour leur odorat délicat, à ressentir certaines molécules odorantes comme des « punitions ».

Ils leur ont ainsi appris à éviter certains composés vibrant à 66 terahertz. Puis, lorsqu'ils ont diffusé des molécules totalement différentes chimiquement, mais vibrant à la même fréquence (66 THz), les mouches ont fui ces molécules comme la peste.

On ne pouvait pas mieux prouver que l'odorat fonctionne par les ondes, et non par les molécules. C'est une découverte qui bouleverse la conception traditionnelle du vivant. Non seulement cela remet en cause le dogme « moléculaire », mais cela confirme que la physique quantique agit sur le vivant. Parce qu'il est impossible de détecter des vibrations aussi faibles par les voies de la physique « classique ».

C'est « l'effet tunnel » qui est en jeu dans l'odorat, et c'est un phénomène quantique.

## **La biologie quantique ouvre des possibilités infinies**

C'est révolutionnaire, car cela ouvre la possibilité que d'autres phénomènes électromagnétiques puissent agir en profondeur sur nos cellules. Selon les lois de la physique classique, la plupart des fréquences électromagnétiques sont trop faibles pour avoir le moindre impact... mais ce n'est pas le cas avec les phénomènes quantiques.

Voilà pourquoi les hypothèses du Pr Montagnier sont crédibles et méritent d'être prises au sérieux. D'autant qu'elles ouvrent la porte à beaucoup d'autres effets et d'autres actions thérapeutiques.

En pleine santé, nos cellules vibrent à une fréquence particulière, mais des microbes, des produits chimiques, des « mauvaises ondes » électromagnétiques ou des émotions négatives, pourraient les dérégler.

C'est comme la friture sur la ligne : cela empêcherait une bonne transmission de l'information dans l'organisme et pourrait nuire à la santé. Les implications de tout ceci sont phénoménales, car cela ouvre la voie à de nombreuses thérapies fondées sur les ondes (sonores, lumineuses, électromagnétiques, etc.).

Ce serait la fin du monopole des remèdes « chimiques », et la preuve de la possibilité d'une médecine énergétique, vibratoire, électromagnétique, quantique. Et bien sûr, les phénomènes quantiques pourraient expliquer que l'eau puisse avoir des propriétés insoupçonnées, et « mémoriser » des informations électromagnétiques, ce qui est en contradiction frontale avec les lois de la biologie « classique ».

## **Sous les caméras de France 5, la percée du Pr Montagnier**

Le Pr Montagnier ne s'est pas contenté de faire des théories : il a prouvé que cela avait des impacts pratiques. Il l'a même montré sous les yeux de journalistes de la télévision, dans un documentaire diffusé en 2014, et que je recommande vivement de regarder en intégralité : <https://app.videos.fr/v/53ae256d-b9b3-4054-bad9-c09a1cf03836/>.

Voici, en résumé, ce qu'il a montré de façon expérimentale : le Pr Montagnier a placé dans de l'eau le fragment d'ADN d'un virus. Puis, le Pr Montagnier a dilué cette eau. Il l'a dilué encore et encore, comme pour les remèdes homéopathiques. Au bout de plusieurs dilutions, il ne reste plus la moindre molécule chimique. C'est pour cela que l'homéopathie est moquée par les scientifiques bornés. Car pour un chimiste, il n'y a plus que de l'eau, purement et simplement.

Mais, le Pr Montagnier a prouvé qu'il y avait beaucoup plus que cela. Au bout de six et sept dilutions, les tubes ont émis un signal. Un signal « électromagnétique », qui n'avait jamais été découvert avant. L'eau a gardé le signal de l'ADN du virus « en mémoire » ! Et ce n'est pas tout.

Ce signal électromagnétique, l'équipe du Pr Montagnier l'a « enregistré » sur un ordinateur, et l'a envoyé à un autre laboratoire, en Italie, dirigé par le Pr Giuseppe Vitiello. Et là, un phénomène peut-être encore plus incroyable se produisit. Les chercheurs italiens ont « transmis » le signal électromagnétique reçu du Pr Montagnier... à un simple tube d'eau pure.

C'est-à-dire qu'ils ont émis le signal à proximité de l'eau, pendant une heure. Puis, ils ont réalisé un test PCR dans cette eau (désormais, tout le monde sait ce qu'est un test PCR). Ils ont trouvé par PCR un ADN du virus identique à 98 % à celui envoyé par le laboratoire français !

C'est la preuve que l'eau pourrait bien avoir une sorte de « mémoire » : même sans molécule chimique, elle peut conserver en elle des « informations » sous forme de signaux électromagnétiques.

Et les conséquences sont immenses. Cela veut dire que la capacité de l'eau à stocker et transmettre des informations lui ferait jouer dans notre organisme un rôle encore plus important que ce que l'on pouvait imaginer.

## **Alzheimer, Parkinson, cancers : des « maladies d'eau » ?**

Voici comment le Pr Montagnier a commenté son expérience :

« Les applications médicales de cette découverte sont très importantes. On a pu relier la présence de signaux dans le sang à des maladies très graves et répandues comme la maladie d'Alzheimer, la maladie de Parkinson, la sclérose en plaques, mais aussi la maladie de Lyme, l'autisme et certains cancers ».

Ainsi, le Pr Montagnier estimait que ces signaux électromagnétiques étaient peut-être émis par des virus et bactéries. Repérer ces signaux permettrait d'abord de diagnostiquer des maladies complexes, comme la maladie de Lyme.

Cela pourrait ainsi aider à proposer des traitements classiques : c'est parce que le Pr Montagnier a repéré des signaux électromagnétiques de germes pathogènes chez des enfants autistes qu'il a commencé à étudier la piste des antibiotiques dans cette maladie.

Mais, ses découvertes ouvrent aussi des voies beaucoup plus révolutionnaires pour soigner. Comme l'explique le Pr Marc Henri, professeur à l'université de Strasbourg, spécialiste de chimie et de physique quantique :

« Si le Pr Montagnier a raison, on basculera dans la nouvelle médecine, celle où on soigne avec des ondes et avec de l'eau » (de l'eau « informée »).

## **Dans la médecine de demain, pourra-t-on « guérir par les ondes » ?**

Dès 1994, le Pr Jacques Benveniste, l'homme qui a découvert la « mémoire de l'eau », avait prophétisé l'avènement de « remèdes d'un ordre nouveau » :

« Des médicaments administrés par simple exposition à un champ électromagnétique – des analyses biologiques effectuées par liaison radio – des thérapies géniques aussi simples que l'écoute de la 9<sup>ème</sup> symphonie de Beethoven... » (Déclarations dans le journal Ecologia de février 1994)

Jacques Benveniste était un des immunologues les plus réputés au monde, dans les années 1970. Pour ses découvertes, il pouvait prétendre au prix Nobel. Mais sa carrière a été brisée à la minute où il a publié ses découvertes sur la « mémoire de l'eau ».

Il avait été le premier à observer que l'eau pouvait garder en mémoire des informations... et à publier cette découverte dans la célèbre revue *Nature*. C'était une révolution inouïe, un bouleversement des lois de la physique et de la biologie.

C'est le genre de découverte qui vous met immédiatement à dos la quasi-totalité du monde médical, réfractaire aux changements de paradigme. Mais il y avait un autre problème : les travaux de Benveniste avaient le malheur de donner une base scientifique possible à l'homéopathie.

Plus généralement, le « gros défaut » de la médecine électromagnétique, c'est qu'elle est gratuite, ou très bon marché. C'est ce qu'a bien compris le Pr Montagnier, quand il a repris les travaux du Pr Benveniste :

« Le jour où on admet que les ondes peuvent agir, c'est qu'on peut agir par les ondes, traiter par les ondes. C'est un nouveau domaine qui fait peur à l'industrie pharmaceutique. Un jour, si tout ceci est bien déterminé, on pourra traiter des cancers par les ondes ».

Cela ne ferait pas du tout les affaires de Big Pharma, dont le « business model » repose entièrement sur la confection de nouvelles molécules chimiques, brevetables.

Comme l'explique le Pr Marc Henri :

« Si on soigne avec des fréquences et non avec des médicaments, ça devient extrêmement économique, car on dépense au départ beaucoup d'argent pour trouver les fréquences, mais une fois qu'on les a, ça ne coûte plus rien de soigner ».

Est-ce un hasard si le Pr Benveniste, qui était un immense chercheur français, a été discrédité par les moyens les plus vils, persécuté par les autorités et poussé au suicide ? Est-ce un hasard si le Pr Montagnier a fait l'objet d'une cabale intense contre lui, à cause de ses derniers travaux ? Je ne pense pas. Je pense plutôt que les Pr Benveniste et Montagnier sont les Galilée de notre époque.

Ils ont été excommuniés, calomniés, brûlés symboliquement. Mais je pense que l'histoire leur donnera raison. Adieu, Professeur Montagnier, et merci encore pour vos découvertes et votre courage.

Allons un cran plus loin – et tant pis si cela choque les rationalistes. La révolution électromagnétique et quantique ouvre aussi la porte à des thérapies incompréhensibles scientifiquement, mais qui semblent fonctionner en pratique.

En effet, un peu partout dans le monde occidental, des médecins font appel à des thérapies « hors norme », alors qu'ils n'ont que des coups à prendre à le faire. C'est le cas, par exemple, du Dr Lawrence Cohn, un des chirurgiens cardiologues les plus renommés des États-Unis. Protégé par son prestige incontesté, il a osé ouvrir son bloc opératoire aux soins énergétiques, comme le reiki :

« Je n'ai aucune idée de comment ça marche, mais mes patients sont mieux préparés, ils se sentent mieux. C'est tout ce qui m'importe » (Les Guérisseurs, film documentaire écrit par Stéphane Allix, Natacha Calestrémé et Thierry Machado).

De même, à l'hôpital *Lutheran Medical Center* de New York, une équipe de médecins a mis en place une étude scientifique pour évaluer l'impact de l'intervention d'un thérapeute énergéticien, qui soigne par l'imposition des mains.

Et, aussi surprenant que cela puisse paraître, les résultats ont été tangibles : après une simple session énergétique, 80 % des patients ont ressenti une diminution nette et immédiate de leur douleur.

En France aussi, il y a des médecins courageux qui osent « braver l'interdit ». C'est le cas du Dr Alain Perrevel-Genet, cardiologue à Paris, qui fait appel à des *magnétiseurs* :

« Parce que je n'ai pas honte de mes échecs et suis conscient de l'immense gouffre que mes questions ne parviennent pas à remplir, je continuerai de travailler avec tous ceux qui ont reçu des dons exceptionnels et inexplicables et qui n'ont qu'un but dans leur vie : faire le bien autour d'eux » (Jean-Luc Bartoli, Françoise Perriot, *Se guérir entre les mains d'un magnétiseur*, Tredaniel, 2011.)

Se pourrait-il que les « thérapeutes énergéticiens » ou « magnétiseurs » puissent projeter de l'énergie ?

Peut-être, une petite étude isolée a trouvé que le « toucher thérapeutique » provoquerait un « signal » d'une fréquence autour des 7-8 Hertz (Zimmerman, J. *Laying-on-of-hands healing and therapeutic touch : a testable theory*. Newsletter of the Bio-Electro-Magnetics Institute 1990, 2(1), 8-17). Une autre étude japonaise aurait trouvé un champ biomagnétique, émanant de mains de praticiens de Qi gong, avec une fréquence également autour des 8 à 10 Hertz.

Ce ne sont que des recherches préliminaires qui, comme les travaux du Pr Montagnier, doivent être confirmées ou invalidées par d'autres équipes, à plus grande échelle. Mais l'important, c'est de comprendre que ces phénomènes n'ont rien « d'impossible scientifiquement ».

Avec les « coupeurs de feu », le mystère est encore plus intense, car certains soignent à distance. C'est totalement « impossible » pour un scientifique classique... et pourtant, les services d'urgence des hôpitaux font de plus en plus appel à eux pour soigner les grands brûlés.

Pendant longtemps, cela se faisait dans le plus grand secret. Mais certains hôpitaux ne s'en cachent presque plus, comme les CHU de Saint-Brieuc, Annemasse, Marseille, Mende ou encore Grenoble.

Écoutez par exemple le Dr Danielle Tavernier, qui a dirigé les urgences à l'hôpital de Thonon-les-Bains : « Je peux vous dire qu'on voit tout de suite la différence entre une personne qui s'est fait "barrer le feu" ou non ! Le résultat est notamment spectaculaire chez les enfants. Sans les prévenir, on appelle un barreur de feu, et ils s'arrêtent de pleurer presque instantanément. Un médicament antalgique met 15 à 20 minutes pour agir et une seconde dose est parfois nécessaire. Avec le barreur de feu, ça prend trente secondes.

Il faut le voir pour le croire. Je ne l'explique pas, je l'accepte dans l'intérêt des patients. D'ailleurs, en Haute-Savoie, tous les hôpitaux font appel à des barreurs de feu qui interviennent gracieusement, spontanément. » (Le mystère des guérisseurs. Une enquête aux frontières des médecines. Audrey Mouge Stéphane Allix. Éditions de la Martinière, 2013.)

Peut-être que la révolution électromagnétique et quantique nous donnera un jour l'explication de cet immense mystère. Rappelez-vous la phrase du Pr Montagnier : « On a affaire à des signaux électromagnétiques spécifiques, des phénomènes de résonance, des actions à distance et des interférences ».

Ses découvertes contiennent, en germe, une révolution totale de notre façon de comprendre le monde... et de nous soigner. Il est donc urgent de laisser les chercheurs travailler sur ces sujets, plutôt que de les diaboliser.

Xavier BAZIN, pour FranceSoir, **publié le 03/03/2022**

# HOMMAGE à LUC MONTAGNIER



Médecin, chercheur d'exception, grand humaniste, scientifiquement en avance sur son temps.

Luc Montagnier a découvert en 1983 le virus du sida (VIH, Virus de l'Immunodéficience Humaine). Il a très vite compris qu'un vaccin contre ce retrovirus à ARN, serait très difficile à mettre au point du fait de ses mutations permanentes. Quarante plus tard le vaccin n'existe toujours pas.

À l'échelle mondiale, 40 millions de personnes vivent avec le VIH en 2017, et le virus a fait plus de 35 millions de morts depuis le début de l'épidémie.

La découverte de Luc Montagnier a permis la mise au point des traitements : la maladie, mortelle à 100% dans les années 80, est désormais sous contrôle. On ne meurt plus du Sida si l'on est bien traité.

Luc Montagnier fut le premier à alerter en 1983 sur les dangers de l'aluminium prôné par les Américains comme adjuvant vaccinal. Il a remplacé le phosphate de calcium, jusqu'alors utilisé en France sans danger dans la plupart des vaccins.

Il s'est opposé fermement à la loi imposant les 11 vaccins à des nourrissons, dès l'âge de 2 mois. Nous avons travaillé ensemble et donné une conférence de presse en novembre 2017, pour tenter en vain d'empêcher l'obligation vaccinale. La toxicité avérée de l'aluminium était démontrée chez l'animal. Il avait déjà disparu des principaux vaccins vétérinaires...

Luc Montagnier a confirmé expérimentalement les travaux de Jacques Benveniste sur la mémoire de l'eau, expliquant le principe de l'homéopathie. Ces recherches furent refusées par des scientifiques obtus, bloquant les financements pour une recherche rigoureuse. C'était plus rentable pour les grands laboratoires pharmaceutiques.

Face à la pandémie Covid 19, qui a fait perdre la vie à ce jour à 6 millions de personnes dans le monde, souvent traitées trop tard, Luc Montagnier a pris courageusement les positions scientifiques les plus pertinentes.

Il a créé une saine polémique en affirmant que le coronavirus pouvait être une création humaine en laboratoire, en voulant faire un vaccin contre le VIH. Ridiculisé, il a tenu bon, les recherches actuelles vont dans son sens.

Contre la Covid 19, il a refusé avec obstination les vaccins expérimentaux à ARN messenger, dont on vérifie aujourd'hui la faible efficacité, même avec les rappels, pour éviter les formes les plus graves.

Les attaques pernicieuses de scientifiques incompetents et de collègues jaloux ne l'ont pas fait dériver de sa recherche permanente, menée jusqu'à son dernier souffle.

*La France a perdu un des plus grands scientifiques du XXe siècle !*

Pr Henri JOYEUX, 22 février 2022

<https://professeur-joyeux.com/2022/02/22/hommage-a-luc-montagnier/>



# Quelques « dissidents »

**Christian Perronne**, ancien vice-président du groupe consultatif européen d'experts en vaccination de l'Organisation mondiale de la Santé.

Le Pr Perronne est spécialisé dans les pathologies tropicales et les maladies infectieuses émergentes. Il a été président de la commission spécialisée sur les maladies transmissibles du Conseil supérieur de Santé publique. Spécialiste de la Maladie de Lyme. Professeur d'université.

Au parlement de Luxembourg, il a rappelé certains traits saillants de son expérience professionnelle comme : avoir présidé la commission des maladies transmissibles du Haut Conseil de la Santé Publique ; conseillé différents gouvernements français pendant 15 ans sur la gestion des crises sanitaires et des épidémies ; présidé encore le comité technique des vaccinations, et donc piloté la politique vaccinale de la France. Il a également été vice-président du groupe d'experts sur les vaccins pour la zone « Europe » de l'OMS, qui inclut la Russie, les républiques d'Asie centrale, la Turquie et Israël.

**Alexandra Henrion-Caude**, née le 16 octobre 1969 à Warwick au Royaume-Uni, est une généticienne franco-britannique. Titulaire d'un doctorat en génétique de l'université Paris-Diderot, ses recherches ont porté sur les maladies génétiques et sur l'ARN non codant.

Grâce à un parcours diversifié qui oscille entre travaux pointus en génétique et valorisation technologique, Alexandra Henrion Caude a décroché cette année 2013 le titre prestigieux de Eisenhower Fellow. Avec à la clé, un séjour très particulier aux États-Unis pour favoriser des rencontres et les échanges dans le pays.

**Pr. Didier Raoult**, né le 13 mars 1952, à Dakar au Sénégal, est un microbiologiste français, spécialiste des maladies infectieuses, professeur des universités-praticien hospitalier au sein d'Aix-Marseille Université et des Hôpitaux universitaires de Marseille jusqu'à sa retraite en 2021 et directeur de la fondation institut hospitalo-universitaire Méditerranée Infection (IHU).

Lauréat du grand prix de l'Inserm en 2010, il étudie pendant sa carrière et avec son équipe marseillaise, des virus complexes et des bactéries.

## **Dr Robert Malone**

medical doctor and an infectious-disease researcher

Dr. Robert Malone, internationally recognized as the Chief Architect of mRNA vaccine technology, and 16,000 of the world's scientists have the world stage today. They plan to march on Washington DC later this month.

## **Pr Luc Montagnier**

Virologue français, prix Nobel de médecine, codécouvreur du virus du sida

Luc Montagnier, né le 18 août 1932 à Chabris, est un biologiste virologue français. Entré au Centre national de la recherche scientifique en 1960, dont il deviendra plus tard directeur émérite de recherche, il a été professeur à l'Institut Pasteur, où il a dirigé l'unité d'oncologie virale de 1972 à 2000, professeur et directeur du Centre de biologie moléculaire et cellulaire au Queens College de l'université de la ville New York, avant de prendre la direction d'un institut de recherche à l'université Jiao-tong de Shanghai.

**Laurent Muchielli**, né le 25 mai 1968 à Nice, est un sociologue français directeur de recherche au CNRS, spécialisé dans la sociologie de la délinquance et des politiques de sécurité.

### **Fonctions**

- ▶ Directeur de recherche au CNRS, 1ère classe
- ▶ ▶ Membre du Conseil de laboratoire
- ▶ ▶ Membre du Conseil scientifique de l'École Doctorale 355 « Espaces Cultures Sociétés » (Aix-Marseille Université)
- ▶ ▶ Profesorado colaborador honorífico en la Universidad de Alicante, Espagne (Departamento de Sociología)
- ▶ ▶ Professeur invité à la Faculté des Sciences de l'Éducation de l'Université Mohammed V (Rabat, Maroc).
- ▶ ▶ Directeur du programme de recherche « Observatoire Régional de la Délinquance et des Contextes Sociaux » ([ORDCS](#), Aix-Marseille Université) de 2011 à 2017.

## Diplômes

- ▶ Licence en Droit, Université Aix-Marseille III (1989)
- ▶ ▶ Licence en Sociologie, Université Paris 7 (1990)
- ▶ ▶ Doctorat en Histoire des sciences, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris (1996)
- ▶ ▶ Habilitation à Diriger les Recherches en Sociologie, Université Paris I, Sorbonne (2004)

**Dr Louis Fouché**, né le 23 janvier 1979, est un médecin anesthésiste-réanimateur français, en poste à l'hôpital de la Conception de Marseille jusqu'à l'automne 2021. Il a démissionné.

**Dr Laurent Toubiana**, né le 3 mai 1958 à Alger, est un chercheur français de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, qui travaille au Laboratoire d'informatique médicale et d'ingénierie des connaissances en e-Santé (LIMICS), une unité mixte de recherche. Il est par ailleurs le fondateur et directeur d'une association nommée « Institut de recherche pour la valorisation des données de santé » (IRSAN), qui propose ses analyses des données médicales relatives à certaines épidémies.

**Pr Patrick Meyer**, chargé de cours à Liège, Biologie des systèmes et bioinformatique Integrative Biological Sciences (InBioS)

Les chiffres sont là, têtus et implacables : le Professeur Patrick Meyer de l'université de Liège démontre que la vaccination anti-Covid fait exploser la mortalité. Il a croisé pour ce faire les données sur les 18 pays européens.

Le professeur **Ehud Qimron**, chef du département de microbiologie et d'immunologie de l'université de Tel Aviv (l'un des plus éminents immunologues de l'État hébreu) vient d'adresser une lettre ouverte musclée aux autorités sanitaires de son pays, titrée : « Il est temps d'admettre votre échec. »

**Dr Violaine Guérin** est une endocrinologue et gynécologue française. Elle est principalement connue pour sa lutte contre les violences sexuelles et pour dénoncer l'atteinte à la liberté de prescription médicale notamment de l'hydroxychloroquine durant la pandémie de Covid-19 en France.

**Pascal Sacré**, réanimateur, licencié de l'hôpital de Charleroi pour ses idées, a l'initiative du « Front uni des médecins » dont la première réunion a rassemblé une centaine de soignants de tous ordres.

**André Bouillon**, médecin, a mis sur pied le centre Lagardère à Ghlin, qui soigne tout le monde avec succès (traitement avec antibiotique, anticoagulant, etc.).

## Un exemple

La Déclaration de Great Barrington, avec quelques-uns des plus renommés épidémiologistes (soutenus par 50'000 scientifiques et médecins à travers le monde)

Great Barrington Declaration: One Year Later  
BY BROWNSTONE INSTITUTE OCTOBER 4, 2021

La Déclaration de Great Barrington (GBD), rédigée par Sunetra Gupta, de l'Université d'Oxford, Martin Kulldorff, de l'Université de Harvard, et le professeur Jay Bhattacharya, de la Stanford Medical School, fête cette semaine son premier anniversaire.

La Déclaration s'articule autour du concept de protection ciblée - l'utilisation des ressources pour protéger les personnes de la société les plus exposées au COVID tout en évitant les conséquences sociales et économiques à grande échelle des mesures de confinement "à taille unique".

Cet anniversaire est une excellente occasion de réfléchir aux conséquences sanitaires et sociétales dévastatrices de la politique de confinement et de restriction du COVID, suivie par tant de gouvernements dans le monde. Les principes qui sous-tendent le GBD sont pertinents aujourd'hui, alors que le monde se dirige vers une politique COVID plus saine, plus rationnelle, plus durable et plus humaine.

Il y a un an, le 4 octobre 2020, la Déclaration de Great Barrington a été rendue publique pour recueillir des signatures de soutien. La publication de la GBD a brisé l'idée qu'il existait un consensus scientifique en faveur des enfermements. Des centaines de milliers de personnes ont signé la GBD, dont des dizaines de milliers de médecins et de scientifiques.

Le GBD préconise de comprendre que le confinement à grande échelle d'un virus respiratoire hautement contagieux est impossible et que la société devrait plutôt utiliser ses ressources pour protéger les personnes les plus à risque. Les hospitalisations et les décès surviennent en très grande majorité dans la population âgée de plus de 65 ans - à tel point que le risque de décès après infection est des milliers de fois plus élevé que pour les écoliers, dont la grande majorité présente des cas bénins de COVID en cas d'infection, avec une guérison complète.

Une fois que nous aurons recalibré notre point de vue et accepté le fait scientifique que le COVID est effectivement une maladie stratifiée par âge, nous pourrions utiliser nos ressources de manière beaucoup plus judicieuse. Une stratégie plus équilibrée consisterait à maintenir les écoles ouvertes et à laisser les jeunes de notre société - qui n'ont pas voix au chapitre dans les préoccupations du jour - retourner à leur vie. Pour eux, les restrictions du COVID causent beaucoup plus de problèmes que le COVID lui-même. Une telle stratégie aiderait les minorités et les pauvres, qui ont également été réduits au silence dans le débat actuel. Ils ont subi beaucoup plus de conséquences négatives du COVID et des lockdowns que la classe des professionnels portables qui sont restés chez eux sans difficultés financières pendant la pandémie.

Une stratégie COVID rationnelle améliorerait également de manière significative la santé mentale de tous, partout. La stratégie de verrouillage a explicitement induit la peur du COVID dans la population, sans tenir compte du risque plus important auquel sont confrontées les populations vulnérables plus âgées. Cette peur a conduit à des niveaux élevés de dépression, d'anxiété et d'idées suicidaires. La stratégie GBD aide le public à contextualiser avec précision le risque lié à la COVID, en le plaçant dans le contexte d'autres risques et en communiquant avec précision les différences marquées de risque liées à l'âge (et à certaines autres maladies chroniques) que pose la COVID. La stratégie GBD aidera les gens à explorer comment apprendre à vivre sans crainte avec le COVID, qui devient endémique dans notre société.

Aucune des politiques de verrouillage et des restrictions du COVID, y compris un grand nombre d'interventions non pharmaceutiques (INP) très intrusives, ne favorise la santé publique. Aux États-Unis, nous avons vu le CDC et le Dr Anthony Fauci fournir un récit de positions constamment changeantes (sur les masques, par exemple), d'informations erronées (comme la minimisation de l'immunité après la guérison par COVID). Leurs directives ont servi à saper la confiance dans la santé publique au moment où elle est le plus nécessaire et n'ont pas réussi à protéger les personnes qui ont le plus besoin de protection en cette période difficile.

En limitant l'attention de la société à un seul virus respiratoire, cette politique a entraîné des dommages collatéraux catastrophiques sur d'autres aspects de la santé de la population, notamment sur la prévention et le traitement du cancer et des maladies cardiaques dans les pays développés et sur l'insécurité alimentaire et la pauvreté dans les pays plus pauvres. Les autorités de santé publique ont collaboré avec la presse et les grandes entreprises technologiques pour minimiser dans l'esprit du public les malheurs qui découlent des différentes INP, en les dissimulant dans une tempête médiatique de confusion.

Nous devons mettre fin à cette triste situation de mandats promus par le gouvernement. Et nous devons suivre la sagesse que le domaine de la santé publique a acquise depuis plus de cent ans sur ce qui fonctionne, ce qui protège les gens du COVID et d'autres risques pour la santé, et ce qui protège le tissu social de notre expérience humaine au sens large.

Les trois principaux auteurs du GBD sont heureux de se mettre à la disposition de la presse cette semaine pour discuter de l'anniversaire du GBD et de l'importance continue des principes du GBD pour réformer la politique du COVID et mettre fin à l'épidémie sans nouveaux dommages collatéraux dus aux lockdowns, aux NPIs et aux restrictions continues du COVID.

Traduit avec [www.DeepL.com/Translator](http://www.DeepL.com/Translator) (version gratuite)

Email contact : [contact@brownstone.org](mailto:contact@brownstone.org)

Le Brownstone Institute for Social and Economic Research est une organisation à but non lucratif créée en mai 2021 pour soutenir une société qui minimise le rôle de la violence dans la vie publique.

Un autre exemple récent

## Flambée de décès d'enfants et de jeunes adultes au Royaume-Uni : enquête urgente exigée

Dr Jonathan Engler, MBChB, LIB (hons), DipPharmMed et Dr Clare Craig, BM BCh FRCPath

### Signataires membres du réseau HART :

- Professor Richard Ennos, MA, PhD. Honorary Professorial Fellow, University of Edinburgh
- John Collis, RN, Specialist Nurse Practitioner
- Dr Elizabeth Evans, MA, MBBS, DRCOG, retired doctor
- Dr John Flack, BPharm, PhD. Retired Director of Safety Evaluation at Beecham Pharmaceuticals 1980-1989 and Senior Vice-president for Drug Discovery 1990-92 SmithKline Beecham
- Dr Ali Haggett, Mental health community work, 3rd sector, former lecturer in the history of medicine
- Mr Anthony Hinton, MBChB, FRCS, Consultant ENT surgeon, London
- Dr Keith Johnson, BA, D.Phil (Oxon), IP Consultant for Diagnostic Testing
- Dr Rosamond Jones, MD, FRCPCH, retired consultant paediatrician
- Dr Tanya Klymenko, PhD, FHEA, FIBMS, Senior Lecturer in Biomedical Sciences
- Mr Malcolm Loudon, MB ChB, MD, FRCSEd, FRCS (Gen Surg), MIHM, VR. Consultant Surgeon
- Dr Alan Mordue, MBChB, FFPH (ret). Retired Consultant in Public Health Medicine & Epidemiology
- Sue Parker Hall, CTA, MSc (Counselling & Supervision), MBACP, EMDR. Psychotherapist
- Rev Dr William J U Philip MB ChB, MRCP, BD, Senior Minister The Tron Church, Glasgow, formerly physician specialising in cardiology
- Dr Gerry Quinn, PhD, Microbiologist
- Dr Jon Rogers, MB ChB (Bristol), Retired General Practitioner
- Natalie Stephenson, BSc (Hons) Paediatric Audiologist

### Autres signataires :

- Professor Anthony J Brookes, Professor of Genomics & Health Data Science, University of Leicester
- Professor Angus Dalglish, MD, FRCP, FRACP, FRCPath, FMedSci, Professor of Oncology, St George's Hospital, London
- Professor John A Fairclough, BM BS, BMed Sci, FRCS, FFSEM(UK), Professor Emeritus, Honorary Consultant Orthopaedic Surgeon
- Professor Martin Neil, BSc PhD, Professor of Computer Science and Statistics
- Professor Keith Willison, PhD, Professor of Chemical Biology, Imperial, London
- Lord Moonie, MBChB, MRCPsych, MFCM, MSc, House of Lords, former parliamentary under-secretary of state 2001-2003, former consultant in Public Health Medicine
- Julie Annakin, RN, Immunisation Specialist Nurse
- Dr Michael Bazlinton, MBChB MRCP DCH
- Dr David Bell, MBBS, PhD, FRCP(UK)
- Dr Mark A Bell, MBChB, MRCP(UK), FRCER, Consultant in Emergency Medicine, UK
- Dr Michael D Bell, MBChB, MRCP, retired General Practitioner
- Dr Alan Black, MBBS, MSc, DipPharmMed, Retired Pharmaceutical Physician
- Dr David Bramble, MBChB, MRCPsych, MD. Consultant Psychiatrist
- Dr Emma Brierly, MBBS, MRCP, General Practitioner
- Kim Bull, Foundation Degree in Paramedic Science, Paramedic
- Dr Elizabeth Burton, MB ChB, Retired General Practitioner
- Dr Peter Chan, BM, MRCS, MRCP, NLP, General Practitioner, Functional Medicine Practitioner, GP Trainer
- Michael Cockayne MSc, PG Dip, SCPHNOH, BA, RN Occupational Health Practitioner
- Mr Ian F Comaish, MA, BM BCh, FRCOphth, FRANZCO, Consultant ophthalmologist
- James Cook, NHS Registered Nurse, Bachelor of Nursing (Hons), Master of Public Health (MPH)
- Dr Zac Cox, BDS, LCPH, Dentist
- Dr David Critchley, BSc, PhD, 32 years in pharmaceutical R&D as a clinical research scientist
- Dr Damien Downing, MBBS, MRSB, private physician

- Mr Christian Duncan, MB BCh, BAO, MPhil, FRCSI, FRCS (Plast), Consultant Plastic Surgeon
- Dr Chris Exley, PhD FRSB, retired professor in Bioinorganic Chemistry
- Dr Charles Forsyth, MBBS, BSEM, Independent Medical Practitioner
- Dr Jenny Goodman, MA, MBChB, Ecological Medicine
- Dr Catherine Hatton, MBChB, General Practitioner
- Dr Renee Hoenderkamp, General Practitioner
- Dr Andrew Isaac, MB BCh, Physician, retired
- Dr Pauline Jones MB BS retired general practitioner
- Dr Charles Lane, Molecular Biologist
- Dr Branko Latinkic, BSc, PhD, Molecular Biologist
- Dr Theresa Lawrie, MBBCh, PhD, Director, Evidence-Based Medicine Consultancy Ltd, Bath
- Dr Jason Lester, MRCP, FRCR, Consultant Clinical Oncologist
- Dr Felicity Lillingstone, IMD DHS PhD ANP, Doctor, Urgent Care, Research Fellow
- Katherine MacGilchrist, BSc (Hons) Pharmacology, MSc Epidemiology, CEO, Systematic Review Director, Epidemica Ltd
- Dr C Geoffrey Maidment, MD, FRCP, retired consultant physician
- Mr Ahmad K Malik, FRCS (Tr & Orth), Dip Med Sport, Consultant Trauma & Orthopaedic Surgeon
- Dr Kulvinder S. Manik MBChB, MRCGP, MA(Cantab), LL.M, Gray's Inn
- Dr Dee Marshall, MBBS, MFHom, Nutritional Medicine
- Dr Julie Maxwell, MBBCh, MRCPCH, Associate Specialist Community Paediatrician
- Dr S McBride, BSc(Hons) Medical Microbiology & Immunobiology, MBBCh BAO, MSc in Clinical Gerontology, MRCP(UK), FRCEM, FRCP(Edinburgh). NHS Emergency Medicine & geriatrics
- Mr Ian McDermott, MBBS, MS, FRCS(Tr&Orth), FFSEM(UK), Consultant Orthopaedic Surgeon
- Dr Niall McCrae RMN, PhD Mental Health Researcher and Officer of the Workers of England Union
- Dr Franziska Meuschel, MD, ND, PhD, LFHom, BSEM, Nutritional, Environmental & Integrated Medicine
- Dr. Scott Mitchell, MBChB, MRCS, Associate Specialist, Emergency Medicine
- Dr David Morris, MBChB, MRCP (UK), General Practitioner
- Dr Greta Mushet, retired Consultant Psychiatrist in Psychotherapy. MBChB, MRCPsych
- Dr Sarah Myhill, MBBS, Dip NM, Retired GP, Independent Naturopathic Physician
- Dr Christina Peers, MBBS, DRCOG, DFRH, FFSRH, Menopause Specialist
- Anna Phillips, RSCN, BSc Hons, Clinical Lead Trainer Clinical Systems (Paediatric Intensive Care)
- Jessica Righart, BSc MSc, Senior Critical Care Scientist
- Mr Angus Robertson, BSc, MB ChB, FRCSEd (Tr & Orth), Consultant Orthopaedic Surgeon
- Dr Jessica Robinson, BSc(Hons), MBBS, MRCPsych, MFHom, Psychiatrist, Integrative Medicine Doctor
- Mr James Royle, MBChB, FRCS, MMedEd, Colorectal Surgeon
- Dr Rohaan Seth, Bsc (Hons), MBChB (Hons), MRCGP, Retired General Practitioner
- Dr Noel Thomas, MA, MBChB, DObsRCOG, DTM&H, MFHom, Retired Doctor
- Dr Julian Tompkins, MBChB, MRCGP, General Practitioner, GP trainer PCME
- Dr Livia Tossici-Bolt, PhD, NHS Clinical Scientist
- Dr Helen Westwood, MBChB (Hons), MRCGP, DCH, DRCOG, General Practitioner
- Dr Carmen Wheatley, DPhil, Orthomolecular Oncology
- Mr Lasantha Wijesinghe, FRCS, Consultant vascular surgeon
- Dr Ruth Wilde, MB BCh, MRCEM, AFMCP, Integrative & Functional Medicine Doctor
- Dr Stefanie Williams, Dermatologist
- Gordon Wolffe, BDS (Hons), MSc, FDSRCS, Consultant Periodontist (Retired), Director of Master's Programme in Periodontology (Retired), University of Nijmegen the Netherlands.
- Dr Holly Young, BSc, MBChB, MRCP, Consultant Palliative Care Medicine

<https://fr.sott.net/article/39245-Flambee-de-deces-d-enfants-et-de-jeunes-adultes-au-Royaume-Uni-enquete-urgente-exigee>

# **Dr Louis Fouché, entretiens avec Stéphane Chatry, TOUS résistants dans l'âme, éclairons le monde de demain, éd. Trédaniel, 2021, Paris.**

PI85-6

Sur ce fil tendu, la vacille, et ce n'est pas facile. Parce que la liberté, c'est l'incertitude. Soit vous vivez cette incertitude comme quelque chose de douloureux, comme un manque permanent – il n'y aurait jamais assez de certitude, jamais assez de contrôle, et il faudrait toujours prendre à l'extérieur ce qui vous manque –, soit vous vous dites que tout est parfait et que tout vous est donné à chaque seconde. Et alors cette incertitude est justement là pour que vous vous en empariez et que vous bâtissiez patiemment en confiance un monde meilleur.

Dans la permaculture, vous n'êtes pas là pour tordre ou pour transformer de manière brutale. Vous êtes là pour laisser s'assouplir, laisser grandir le système vivant dans lequel vous êtes, et toujours le complexifier, ajouter sans cesse des choses, et laisser des bifurcations advenir. Vous ne savez pas ce qui va se passer, mais ce qui se passera sera très bien. C'est pareil dans la vie d'un humain : laisser advenir l'aventure, sans peur. Sans colère. Tout est prêt pour que nous soyons heureux.

P216-222

## **POLITIQUE SANITAIRE**

Je vais commencer par un truc très pragmatique. Et où j'ai probablement plein de croyances limitantes qui freinent ma capacité à l'idéal. D'abord et parce que c'est tangible pour tout le monde et que ça peut servir de premier défi pragmatique à notre groupe socioculturel, il y a la politique sanitaire Covid sur laquelle j'aimerais poser une intention. Évidemment, c'est seulement un rêve. Je ne me permettrais sûrement pas de donner des recommandations thérapeutiques dans le contexte actuel de pression par l'Ordre des médecins (rires), Je ne fais que partager des envies pour demain.

Alors je voudrais une politique sanitaire plus juste et plus proportionnée. En tant que soignant, c'est la principale chose dont j'ai envie tout de suite. Parce qu'actuellement, elle est à côté de la plaque à propos de l'épidémie. J'ai d'abord envie qu'on se préoccupe de prévention et d'immunité. Les gens ont été maintenus dans le stress, la malbouffe et l'isolement.

Le stress est un facteur de maladie chronique et dysimmunitaire bien connu. Il est sous-jacent à toutes les pathologies chroniques qui constituent les facteurs de risque de forme grave du Covid. Nous avons besoin les uns des autres. Le lien social est un facteur pronostique de survie. Ce n'est pas seulement un loisir. Ça permet de vivre plus longtemps. Donc exit la « distanciation sociale » du vocabulaire marketing de l'État. Exit les Ehpad bunkerisées et les visites interdites. On peut tout à fait avoir une distanciation physique raisonnable, sans laisser mourir les personnes âgées et les jeunes de tristesse, d'abandon et de solitude.

La nourriture, ensuite. Notre alimentation devrait être notre première médecine. Il y a cette blague, tu sais, où on dit avant le repas : « Bon, on va plus se souhaiter bon appétit. On va se souhaiter bonne chance... » Il y a à faire pour privilégier des circuits courts en bio local et de saison sur des exploitations en agroécologie et en permaculture avec une juste rétribution des paysans, avec un renouveau de l'emploi dans le secteur agricole, en privilégiant l'humain, la traction animale et le lien social. Et en arrêtant le mythe poussiéreux et artificiel en toc de la mécanisation-digitalisation à outrance du secteur agricole. Il y a vraiment à faire au niveau législatif pour arrêter les industries de nous intoxiquer à coups de sucre et de saloperies, Quelques lois bien placées. Quelques vrais contrôles. Un renouveau de la culture du bien-manger, avec des produits sains. La détection et la prévention des carences vitaminiques. Avec une proposition en phase épidémique d'une supplémentation en population générale en vitamine D, vitamine C et zinc. La prise en soin des pathologies chroniques, facteurs de risque de formes graves : hypertension artérielle, obésité et surpoids. Diabète, immunosuppression. Remettre ces pathologies de civilisation au coeur de la discussion publique pour mesurer à quel point elles sont des stigmates de notre rapport désaccordé au vivant autour de nous. Utilisation de toutes les ressources de l'allopathie et des médecines intégratives pour aider à améliorer l'état de santé de nos populations à risque. On pourrait rêver d'une démocratisation des savoirs en botanique et sur les plantes

médicinales pour commencer. Il existe de nombreux remèdes naturels disponibles. Je n'en dis pas plus ; les scientifiques veillent et ont perdu leur savoir sur ces sujets. Pas de screening ou de pass sanitaire ou quoi que ce soit de ce genre. Ils constituent une entrave à la liberté, au nom d'une frayeur sanitaire et la porte ouverte à un déferlement paranoïaque. Pas de test de dépistage en population générale. Mais utilisation raisonnée du test diagnostiqué par les médecins formés sur ses limites.

La proposition pour les gens à risque de porter en lieu clos avec du monde un masque FFP2. La recommandation à tous de se laver les mains régulièrement avec de l'eau et du savon en arrêtant le délire du gel hydroalcoolique. Et puis ce point clé qui me touche énormément : laisser les enfants à l'enfance, cesser de les culpabiliser et de leur faire du mal.

Aider à promouvoir l'activité physique, aussi. Pas dans des salles de sport ou chacun soulève sa fonte en se regardant dans le miroir, mais plutôt dans l'acceptation d'une contrainte physique pour aller bosser en marchant ou en vélo. Donc arrêter l'envahissement de l'espace public par des trottinettes électriques faussement écolos, par exemple. Je pense que l'établissement d'une culture narrative commune où sont célébrés l'autonomie en santé, la nature, le goût pour la découverte de l'autre. La beauté et l'élévation sont nécessaires, plutôt que la victimisation, la plainte, la noirceur et le crime.

Imagine un vrai parcours de soin ambulatoire en ville pour les patients SARS-Cov-2. Avec un suivi correct et sérieux. Des citoyens rendus attentifs à leurs symptômes, la proposition d'une consultation préventive régulière avec son médecin. En pratique, pour le Covid, d'abord l'établissement d'une présomption diagnostique confirmée ensuite par un test PCR par le médecin traitant. Puis la proposition au patient de rester isolé tranquillement au domicile et le conseil à la famille d'être vigilante afin d'éviter une contamination. Chambre à part. Repos et repas seul. Utilisation du masque FFP2 pour la famille lors des contacts avec le patient pendant les dix premiers jours. Lavage des mains renforcé pour tous. Utilisation de sanitaires à part, si c'est possible. '

Imagine aussi la mise en place d'un traitement ambulatoire en ville avec vitaminothérapie D, C et zinc – ainsi qu'un recours au traitement antiviral par ivermectine et doxycycline, ou hydroxychloroquine et azithromycine.

On y déterminerait le risque thrombotique et on mettrait en place un traitement anticoagulant à la bonne dose. Les soignants détermineraient la probabilité de surinfection bactérienne et mettraient en place une antibiothérapie de couverture par beta-lactamine (par exemple, Rocéphine), si nécessaire (en cas de fièvre élevée et persistante, de toux grasse continue, d'hyperleucocytose à PNN, d'augmentation de la procalcitonine sanguine).

Pour les patients à risque d'évolution péjorative. L'apprentissage de l'usage de l'oxymétrie de pouls serait enseigné pour détecter précocement l'évolution vers l'orage cytokinique par la survenue d'une hypoxémie asymptomatique dans les 7 à 15 jours après les symptômes. Passage matin et soir d'un infirmier à domicile pour le suivi. En cas d'apparition d'une hypoxémie, mise en place avec un prestataire de soins à domicile d'une oxygénothérapie, selon les recommandations de la société de pneumologie et de la HAS, selon une circulaire qui n'a pas été appliquée ! En cas d'évolution vers l'oxygénodépendance, nouveau bilan biologique et mise en place d'une corticothérapie à domicile per os, si le caractère virifère est contrôlé.

Apprentissage du décubitus ventral ou un équivalent (sieste sur le ventre), qui améliore les rapports ventilation-perfusion de manière très efficace et diminue largement l'oxygénodépendance dans cette maladie. Si des hypoxémies nocturnes surviennent (souvent diagnostiquées chez des personnes avec des syndromes d'apnée obstructive du sommeil qui s'ignoraient jusqu'ici), proposition de CPAP (masque avec pression continue) par un prestataire de services à domicile. En cas d'évolution vers la gravité malgré tout, hospitalisation programmée par le réseau de soins en ville avec l'hôpital sur des critères d'alarme précis (plus de 4 L/ min d'oxygène pour une saturométrie à moins de 94% ou critères de détresse respiratoire). Tout cela permet de diminuer le flux entrant dans le système hospitalier et de ne pas saturer les services Covid et les réanimations. Ce système permet d'éviter les allées et venues de patients symptomatiques et de diminuer la transmission épidémique.

À l'hôpital, prévoir des services Covid avec isolement et d'autres sans isolement. Les services sans isolement pour les patients qui ne sont plus virifères permettent une diminution de la charge en soin et des besoins en personnels. Ils permettent d'éviter la stigmatisation et le stress engendrés par le fait d'avoir une « maladie honteuse ». Ils diminuent l'usage immodéré et irrationnel du matériel d'isolement (masque, tenues, etc.). Il faut créer des services de soins intermédiaires entre les réanimations et les services standards ou l'on peut mettre en place de l'oxygénothérapie à haut débit. C'est une technique qui jusqu'ici n'a été utilisée quasi exclusivement que dans les réanimations ; mais elle peut être mise en place en termes de logistique dans des

unités intermédiaires (de soins continus, par exemple), avec un peu plus de soignants que dans un service standard.

Pour l'interface entre les services de réanimation et les services Covid, je proposerais une réunion quotidienne entre les médecins des services pour discuter de l'évolution de tous les malades, et ainsi voir venir l'évolution vers la gravité. Ceci pour pouvoir statuer sur le caractère futile ou non d'une réanimation agressive et structurer de manière collégiale la limite. C'est ce qu'on appelle un « triage ». Cela correspond à se réconcilier avec l'idée de la mort. Cette rencontre permettrait l'admission en réanimation de manière programmée et diminuerait les hospitalisations nocturnes en urgence. Je ne rentre pas dans les détails des traitements hospitaliers, mais je souhaiterais un bond en avant dans l'usage du repositionnement moléculaire. C'est-à-dire la réutilisation des molécules très bien connues, et l'utilisation de leurs propriétés anti-inflammatoires ou antivirales au moindre risque et au moindre coût.

Pour la structuration de l'hôpital, la penser comme un commun géré directement par les communautés locales. Selon des règles qui leur seraient propres. Avec des choix de recrutement, de nombre de lits... qui fassent l'objet d'une concertation locale en adéquation avec les besoins réels des citoyens, et non par une administration technocratique centrale. Dans cette concertation, nous pourrions intégrer l'idée d'une nécessaire adaptabilité à la contrainte sanitaire. En sortant du concept d'un marché à flux tendu. Cette résilience est essentielle. Dans le siècle qui nous attend, où les tempêtes et les catastrophes vont challenger de manière progressivement croissante nos systèmes de santé.

Pour l'aval de l'hôpital, il y a vraiment besoin de fluidité dans la sortie à domicile, dans la sortie vers les soins de suite. Avec quatre éventualités : encore virifère ou non, encore oxygenodépendant ou non. Ne serait-ce que mettre tout ça en place diminuerait l'impact sur le système hospitalier, et sur la mortalité et la morbidité. Ça ne paraît pas très compliqué. C'est surtout du bon sens. Ce n'est malheureusement toujours pas en place à l'heure où je vous parle, et pour la potentielle nouvelle épidémie qui vient à l'automne. J'insiste sur le fait que dans ce projet idéal, nous aurions renoué avec l'idée de prendre soin des plus fragiles – les personnes âgées et les enfants – sans les brimer, les isoler ou les contraindre. Nous serions sortis de la peur et de la colère pour aller vers le pragmatisme, la prudence et le courage. Nous aurions intégré l'idée que les patients ont besoin de leur famille pour guérir, et de leurs visites, et que les familles ont besoin de prendre du temps et de la présence au chevet de ceux qui souffrent. Nous aurions en tête que ce sont les humains qui soignent et non les machines ; en ayant à cœur d'avoir suffisamment de personnel, et qu'il soit bien traité.

---

## « Le destin de l'humain n'est pas d'être soigné dans un Médicomathon », Louis Fouché



Louis Fouché, sur le plateau de FranceSoir. F. Froger / Z9, pour FranceSoir

*L'opportunité de se réconcilier, de concrètement « refaire société tous ensemble » : Louis Fouché revient dans un nouvel entretien pour nous parler des actions de terrain et des perspectives qu'offre cette situation de crise.*

*Avec son collectif Réinfocovid, Louis Fouché a depuis des mois posé les bases théoriques pour rebâtir une société désirable en retissant du lien entre les gens. Forts d'une réflexion féconde, ils ont pendant des mois lancé des initiatives sur des terrains divers. L'une des dernières s'intitule CoviSoins, qui « réunit tous ceux qui veulent faire une politique sanitaire juste et proportionnée ».*



### **Qu'est-ce que CoviSoins ?**

CoviSoins est un réseau de soins pluridisciplinaires et ambulatoires destinés à permettre une prise en charge à tous les stades de la maladie afin d'assurer une meilleure réhabilitation des patients qui ont contracté le Covid. En pratique, un secrétariat, des groupes de travail avec des médecins et des soignants qui vont échanger au moyen de réseaux sociaux pour produire des propositions de soin et forts de leurs retours d'expériences, monter en compétence.

Pour ce faire, la création d'unités pratiques de soignants destinés à venir pallier l'absence de soin révélé dans cet épisode de coronavirus. Le but de cette initiative est de tout faire pour éviter les malades d'aller à l'hôpital déjà saturé, en organisant la meilleure réponse pour chaque patient en fonction du stade et de l'évolution de la maladie.

Mais au-delà de la prise en charge médicale, l'amélioration de l'état général des patients passe également par l'écoute. Combattre l'isolement et l'abattement, par une présence, un appel, une livraison de repas, telle est aussi la mission de CoviSoins.

Environ 120 médecins font partie de CoviSoins. Un chiffre encore bas qui s'explique par la peur de certains médecins suspendus de soigner aujourd'hui, alors que les ARS et l'Ordre des médecins exerce des pressions très importantes sur eux.

### **Le refus de la technocratie**

Refusant la technocratie, cette forme de gouvernance où des experts « enlèvent aux gens leur capacité d'agir » en les mettant dans une situation d'impuissance systématique, Louis Fouché affirme que c'est l'administration qui doit s'adapter au réel et non pas le contraire.

Loin de craindre les problèmes judiciaires, il révèle que certains employés des Agences régionales de santé (ARS) viennent observer leurs actions. Admiratifs, certains d'entre eux avouent que le ministère les entrave dans leurs actions. Face à l'absurdité de cette situation, Louis Fouché espère que ces ARS feront un bilan des politiques qui n'ont pas fonctionné et se détacheront des directives ministérielles pour mettre en place une véritable organisation des soins.

Si l'épidémie s'arrête, CoviSoins pourra continuer sous une autre forme. En effet, les réseaux qui auront été tissés et cette approche pluridisciplinaire en font un modèle pérenne qui devrait se transformer pour soigner toutes les maladies. Un réseau qui devrait permettre de tisser ce qu'il appelle la médecine intégrative, qui viendra proposer une alternative à la médecine numérique sans soignant, dont Louis Fouché pense qu'elle est « vouée à s'effondrer ».

Un entretien dans lequel Louis Fouché expose sa démarche éthique : à l'encontre de l'automatisation de la relation patient-médecin, il propose de commencer par reconsidérer l'individu dans sa singularité.

### **Servir d'écho médiatique à une voix différente**

Invité à témoigner devant des décideurs, Louis Fouché rappelle que la mission première de Réinfocovid consiste à renouer le dialogue avec les institutions pour les aider à se transformer. Il se félicite de ce dialogue qui n'était pas possible il y a un an et demi alors que « les gens étaient braqués les uns contre les autres ».

### **Non-violence, compassion et... action**

Les soignants suspendus décrivent « une cassure » : entre résilience et espérance, une grande souffrance. Louis Fouché rappelle que le salut ne sera que collectif, et qu'en s'unissant rien n'est insurmontable.

Précisant sa position sur « la non-violence » et les malentendus qui peuvent l'escorter, le médecin marseillais réaffirme qu'il ne s'agit pas de se recroqueviller dans une position de victime. Un « Défi de la vérité » revigorant !

FRANCSOIR, publié le 04/02/2022

# Des lanceurs d'alerte partagent des données médicales du ministère de la Défense qui font exploser le débat sur la sécurité des vaccins

*Données, transparence et surveillance. C'est ce qui a manqué à la plus grande expérience sur les humains de tous les temps tout au long de cette pandémie. Aujourd'hui, des lanceurs d'alerte médicaux militaires ont présenté ce qu'ils prétendent être l'ensemble de données le plus précis et le plus révélateur sur la sécurité des vaccins que l'on puisse trouver.*

Les politiciens et les médias pro-pharma affirment que l'outil de pharmaco-surveillance du CDC, le VAERS, n'est pas assez performant pour déclencher des enquêtes sur les vaccins, car n'importe qui peut soi-disant soumettre une entrée d'événement indésirable lié à un vaccin. Ainsi, tous les signaux de sécurité inquiétants émis par le VAERS sont ignorés, même si ce système a été mis en place pour consoler le public en exonérant les fabricants de vaccins de toute responsabilité. Aujourd'hui, des dénonciateurs militaires présentent des données qui, si elles sont vérifiées, signalent des problèmes de sécurité extrêmement inquiétants concernant le vaccin, qui font passer les données du VAERS pour un jeu d'enfant.

Lundi, au cours de l'audition de cinq heures du sénateur Ron Johnson sur un « Covid-19 : Second Opinion, l'avocat de l'Ohio Thomas Renz, qui représente des clients poursuivant les mandats de vaccination, a présenté des données de facturation médicale du DOD provenant de la base de données d'épidémiologie médicale de la défense (DMED) qui brosse un tableau choquant et inquiétant de la santé des membres de notre service en 2021.

**Chief Nerd**

@TheChiefNerd

Attorney Thomas Renz reveals what multiple DoD whistleblowers have provided on the safety signals they are seeing These numbers are mind blowing! @SenRonJohnson



8:27 PM · 24 janv. 2022

Selon l'armée, DMED est l'outil Web de la Direction de la surveillance de la santé des forces armées (AFHSB) qui permet d'interroger à distance les données anonymisées sur le personnel et les événements médicaux des composantes actives contenues dans le système de surveillance médicale de la défense (DMSS). En d'autres termes, il contient chaque code de facturation médicale CIM pour tout diagnostic médical dans l'armée soumis à la facturation de l'assurance médicale pendant une période donnée. Trois médecins militaires ont présenté à Renz des données interrogées qui montrent un pic choquant et soudain dans presque tous les codes CIM pour les blessures courantes liées aux vaccins en 2021.

Dans une déclaration sous peine de parjure (NDLR : donc sous serment) que Renz prévoit d'utiliser devant un tribunal fédéral, les docteurs Samuel Sigoloff, Peter Chambers et Theresa Long – trois médecins militaires – ont révélé qu'il y a eu une augmentation de 300% des codes DMED enregistrés pour des fausses couches dans l'armée en 2021 par rapport à la moyenne sur cinq ans. La moyenne sur cinq ans était de 1 499 codes pour des fausses couches par an. Au cours des 10 premiers mois de 2021, elle était de 4 182. Comme Renz me l'a expliqué dans une interview avec The Blaze, ces médecins ont interrogé les chiffres de centaines de codes de 2016 à 2020 pour établir une moyenne de base sur cinq ans. Ces codes concernaient généralement des affections et des blessures que la littérature médicale a établies comme étant des effets indésirables potentiels des vaccins.

M. Renz m'a dit que les chiffres tendaient à être remarquablement similaires pour toutes ces années précédentes, y compris en 2020, qui était la première année de la pandémie, mais avant la distribution des vaccins. Mais en 2021, les chiffres sont montés en flèche, et les données de 2021 ne comprennent même pas les mois de novembre et décembre. Ainsi, certains responsables de la santé publique supposent que le COVID lui-même expose les femmes à un risque plus élevé de fausses couches. Mais le nombre de codes de fausses couches enregistrés en 2020 était en fait légèrement inférieur à la moyenne sur cinq ans (1 477). Cependant, ils n'étaient pas radicalement inférieurs à la moyenne dans une catégorie quelconque, au point que l'on puisse suggérer qu'il s'agit d'un reflet de la diminution des consultations médicales liée au confinement, qui a en quelque sorte conduit à une augmentation des diagnostics en 2021.

La base de données contient tous les codes CIM pour les visites à l'hôpital militaire et les visites ambulatoires. Les données présentées par Renz jusqu'à présent proviennent toutes de l'interrogation des données de diagnostic ambulatoire.

Outre le pic des diagnostics de fausses couches (code CIM O03 pour les avortements spontanés), on constate une augmentation de près de 300 % des diagnostics de cancer (d'une moyenne de 38 700 par an sur cinq ans à 114 645 au cours des 11 premiers mois de 2021). Il y a également eu une augmentation de 1 000 % des codes de diagnostic pour les problèmes neurologiques, qui sont passés d'une moyenne de base de 82 000 à 863 000 !

Voici d'autres chiffres qu'il n'a pas mentionnés lors de l'audition mais qu'il m'a donnés lors de l'interview :

- infarctus du myocarde 269% d'augmentation
- paralysie de Bell 291 % d'augmentation
- malformations congénitales (pour les enfants de militaires) 156 % d'augmentation
- infertilité féminine augmentation de 471%
- embolies pulmonaires augmentation de 467%

Tous ces chiffres concernent les visites ambulatoires, car c'est là que se produisent la plupart des diagnostics dans l'armée. Cependant, Renz a dit que les augmentations étaient également indiquées chez les patients hospitalisés. J'ai vu l'une des déclarations sous serment de l'un des médecins militaires, qui dit ceci : « C'est mon opinion professionnelle que les augmentations majeures des incidences des cas de fausses couches, de cancers et de maladies susmentionnés sont dues aux "vaccinations" Covid-19 ».

Selon Renz, c'est l'expérience clinique réelle des trois médecins cités et de plusieurs médecins anonymes qui les a conduits à enquêter sur DMED, et leurs découvertes reflétaient leur expérience du traitement de patients atteints de maladies extrêmement inhabituelles chez de jeunes soldats en bonne santé depuis le lancement des vaccins.

J'ai parlé à l'un des dénonciateurs qui affirme être gravement préoccupé par le fait de voir de jeunes soldats atteints de cancers métastatiques soudains, de maladies auto-immunes et de troubles cardiaques et circulatoires qui ont poussé de nombreux soldats à abandonner divers programmes de formation. « Ces médecins ont été motivés à explorer les données DMED en raison du nombre d'augmentations de cas qu'ils constataient de manière empirique », a déclaré le dénonciateur, qui a servi dans l'armée pendant de nombreuses années. « Certains médecins de l'ensemble de la force (toutes branches confondues) ont été intimidés par les ordres de ne pas effectuer l'ensemble des tests et de ne pas adhérer aux règlements, qui ordonnent implicitement des bilans complets pour les effets indésirables des vaccins EUA. Il faudra que d'autres médecins militaires se manifestent et partagent leurs expériences pour que l'énormité de ces allégations soit pleinement établie et qu'une enquête soit menée dans toute son ampleur. »

Renz affirme qu'il dispose d'une vidéo avec deux témoins montrant l'ensemble du processus de téléchargement de ces données depuis la base de données et qu'il est prêt à la présenter au tribunal. Il m'a également dit que ce n'était que « la partie émergée de l'iceberg », car les codes ont augmenté de façon exponentielle dans de nombreuses autres catégories de diagnostics. M. Renz a déclaré que sa feuille de calcul,

qui comprend plus de 100 catégories de diagnostics médicaux, a été communiquée au sénateur Johnson et à son personnel avant l'audience de lundi.

*Il est important de noter que ces chiffres ne représentent pas le nombre de personnes individuelles diagnostiquées pour diverses affections, mais le nombre de codes de diagnostic utilisés dans leur totalité à un moment donné.* Par exemple, une personne victime d'un accident vasculaire cérébral va évidemment accumuler de nombreux codes CIM neurologiques au cours d'une année, avec de multiples visites ambulatoires et hospitalières. Toutefois, la comparaison entre les pommes et les pommes des cinq années précédentes montre clairement un pic incontestable des affections.

Si ces chiffres sont vérifiés dans les procès à venir, alors, en l'absence d'une fraude massive à l'assurance militaire ou d'un problème bizarre dans le système, cela pourrait donner une image choquante des problèmes de sécurité des vaccins qui indiquerait que non seulement les signaux de sécurité du VAERS auraient dû être immédiatement suivis, mais qu'ils sont en proie à une terrible sous-déclaration. L'armée est une population définie, limitée, et étroitement contrôlée et surveillée. Ils sont également très majoritairement jeunes et en bonne santé. Si les allégations de problèmes neurologiques, cardiaques et de cancer liés aux vaccins sont effectivement vraies, l'armée serait l'endroit le plus révélateur pour le découvrir, et ses données sont les plus fiables et les plus incontestables.

Le DMED est littéralement un programme de surveillance épidémiologique conçu dans le but exprès de détecter les poussées de maladies et de blessures afin de s'assurer que l'armée est prête au combat. Il s'agit de sécurité nationale encore plus que de santé publique. Pourquoi l'armée n'aurait-elle pas tiré la sonnette d'alarme et prévenu immédiatement le CDC au sujet de ces données ? Sur le site Web du système de santé militaire, la Division de surveillance de la santé des forces armées (AFHSD) est décrite comme « la ressource épidémiologique centrale pour les forces armées des États-Unis, menant une surveillance médicale pour protéger ceux qui servent notre nation en uniforme et les alliés qui sont essentiels à nos intérêts de sécurité nationale ».

Comment l'Agence sanitaire de la défense (DHA) a-t-elle pu ignorer les signaux de surveillance criants et flagrants d'une vie entière, et comment cela n'a-t-il pas été communiqué au grand public ? La question est de savoir pourquoi les analystes de la santé publique militaire n'ont pas communiqué avec les médecins militaires au sujet des pics choquants de diagnostics cette année et pourquoi ils n'ont pas publié d'analyse pour l'expliquer.

Pour sa part, le sénateur Ron Johnson a déclaré lors de l'audience de lundi qu'il avait mis le ministère de la Défense en demeure de ne pas supprimer les données. « Le ministère de la Défense, l'administration Biden sont avertis qu'ils doivent préserver ces dossiers et que cela doit faire l'objet d'une enquête », a déclaré Johnson. M. Renz a déclaré lors de l'audience que certaines des données relatives à la myocardite avaient glissé vers l'arrière depuis que les médecins les avaient téléchargées l'année dernière.

Même si, d'une manière ou d'une autre, ces augmentations fracassantes n'ont rien à voir avec les vaccins, n'est-il pas important que notre gouvernement enquête sur ce qui semble être un déclin catastrophique de la santé de notre force de combat en service actif ? Après tout, les données du DMED ont été conçues dans ce but précis. « Une personne peut faire un travail de recherche rien qu'avec ces données », a déclaré l'un des dénonciateurs à qui j'ai parlé. « Elles ont été conçues dans ce but précis. La quantité de points de données que vous pouvez interroger est presque illimitée. »

L'essentiel, selon Renz, est que la charge de la preuve incombe au gouvernement, et non aux militaires et aux citoyens contraints de prendre les clichés. Si les fabricants sont exonérés de toute responsabilité en cas de coercition gouvernementale pour l'utilisation de leur produit, et que les seules données de sécurité pharmacologique dont nous disposons sont complètement ignorées, alors quel est le recours de la population pour remédier aux problèmes de sécurité ? Selon l'avocat de l'Ohio, si les injections sont sûres et efficaces, alors le Pentagone ne devrait avoir aucun problème à expliquer la source de ces augmentations gargantuesques de cas de nombreuses maladies. La transparence est le remède le plus efficace contre une pandémie de secret.

Daniel HOROWITZ, Mondialisation.ca, 27 janvier 2022

Article original en anglais : Horowitz: Whistleblowers share DOD medical data that blows vaccine safety debate wide open, The Blaze, le 26 janvier 2022.

Version française : *actuintel.com*

La source originale de cet article est The Blaze. Copyright © Daniel Horowitz, The Blaze, 2022

<https://www.mondialisation.ca/des-lanceurs-dalerte-partagent-des-donnees-medicales-du-ministere-de-la-defense-qui-font-exploser-le-debat-sur-la-securite-des-vaccins/5664663>

# Camionneurs de la liberté à Ottawa : l'astucieuse et encourageante analyse d'une journaliste canadienne



C'est avec plaisir que je vous présente ci-dessous les observations, analyses et commentaires astucieux de ma très douée consœur d'origine canadienne, Hilary White, qui vient de les publier sur Twitter. Elle s'émerveille devant l'organisation, le calme, la parfaite gestion d'un événement de grande envergure qui a mobilisé des milliers et des milliers de camions en vue de bloquer le centre d'Ottawa pour reconquérir les libertés ravies

aux Canadiens sous prétexte de lutter contre la « pandémie du Covid » – en particulier la liberté vaccinale. C'est un message d'espoir et aussi une leçon.

Voici ma rapide traduction de ce passionnant « fil Twitter » signé Hilary White, comme toujours remarquable de clairvoyance. - J.S.

- 1) Les personnes qui organisent cet événement ont manifestement une expérience et une sérieuse formation en logistique. On n'obtient pas un tel résultat en faisant sauter quelques gars dans leur bahut pour partir dans la nuit.
- 2) Ils ont fait savoir qu'ils avaient l'intention de rester et la police d'Ottawa a indiqué qu'elle était prête à les laisser rester. Comment ont-ils pu organiser le campement d'un grand groupe de personnes dans leurs cabines de camion pendant des semaines ou des mois sans se préparer minutieusement à répondre à leurs besoins ? Réponse : les camions que nous avons vu rouler sur la Transcanadienne avec des remorques ne roulaient pas à vide. Ils étaient remplis de provisions.
- 3) Ils sont incroyablement disciplinés quant aux messages véhiculés, d'une manière et avec un niveau d'intelligence que je n'ai jamais vus de ma vie chez aucun organisateur de manifestation. Ils savaient avec précision à quoi il fallait s'attendre de la part des gouvernements provinciaux, fédéraux et municipaux. Ils savaient à quoi s'attendre en détail de la part des médias et des agitateurs/contre-manifestants, ainsi que des personnes introduites dans la foule pour semer le trouble, et ils ont mis en place un protocole bien coordonné, clairement communiqué et strictement appliqué pour y faire face, qui exclut absolument tout affrontement personnel direct ; dès qu'une présence suspecte est identifiée, les manifestants authentiques créent un cordon autour de celle-ci, un espace qui isole cette personne, et UN interlocuteur désigné appelle le membre de la police d'Ottawa désigné comme agent de liaison. Nous avons vu cette méthode fonctionner avec le type qui était la seule personne présente avec une cagoule qui lui couvrait tout le visage, et portant le drapeau confédéré.
- 4) On m'a signalé que les camionneurs sont arrivés munis de nourriture, de moyens de communication, de fournitures médicales et d'autres types de fournitures de survie, selon une méthode identique à celle utilisée dans les zones de guerre par les casques bleus canadiens qui approvisionnaient les villes assiégées pendant la guerre des Balkans, entre autres. En d'autres termes, on peut voir ici à quoi ressemblaient les opérations logistiques militaires canadiennes à Sarajevo et à Mostar...
- 5) Ils ont « bloqué » le centre de la ville d'Ottawa, mais cela n'a pas été fait au petit bonheur la chance. Ils l'ont fait en étroite coordination avec la police municipale d'Ottawa pour s'assurer qu'il y ait :
  1. de l'espace pour que les véhicules des secours d'urgence puissent continuer à fonctionner
  2. de l'espace pour que de très grands groupes de personnes à pied puissent continuer à se rassembler, se rencontrer, parler et marcher ensemble. Ce n'est pas non plus un hasard.

6) Ils ont fait en sorte de répondre aux critiques de manière proactive. Lorsque les opposants ont commencé à hurler que quelqu'un avait recouvert la statue de Terry Fox d'un drapeau, ils ont fait en sorte qu'il y ait une vidéo de manifestants camionneurs clairement identifiables nettoyant soigneusement la statue, et que cette vidéo devienne virale.

7) Ils sont incroyablement précis dans leurs messages, répondant instantanément et de manière transparente aux accusations, sans jamais chercher à s'excuser. Les organisateurs ont en même temps maintenu une discipline stricte en matière de communication, n'accordant pas d'interviews aux médias institutionnels, tout en restant visibles à titre personnel pour les gens sur le terrain, et en choisissant soigneusement leurs propres débouchés médiatiques : cf. @glennbeck

8) Ils ont bien anticipé toute tentative éventuelle de les faire taire par l'intermédiaire des policiers, en prévoyant les attaques. Les forces de police de la ville d'Ottawa étant ridiculement petites, des bus entiers de réservistes ont été amenés de Toronto. Puis ceux-ci sont restés là à ne rien faire... Donc, quand les camionneurs ont vu que les policiers avaient un chemin ridiculement long à parcourir pour aller aux toilettes, ils ont déplacé des toilettes portables pour les mettre à leur disposition. Hier, on a appris que quelqu'un avait proposé du foin pour les chevaux de la police. Ce foin a été apporté dans les camions – ils savaient donc qu'ils en auraient besoin.

9) Tout cela me porte à penser que :

1. cette opération a été méticuleusement planifiée par des experts en logistique formés par des professionnels, mais c'est le genre de formation que l'on ne peut pas obtenir dans le secteur privé – les personnes qui s'occupent de cette opération sont d'anciens militaires et

2. ils ont un plan plus ambitieux que de simplement garer un tas de camions le long de la rue Wellington en faisant #HonkHonk, et de faire une fête de rue pendant un week-end. Ils ont apporté assez de fournitures pour être là pendant des semaines. Ils ont installé des cantines et des services dans les rues qui ont été bloquées. Ce sont des gens qui savent vraiment ce qu'ils font.

Ils ne parlent qu'aux personnes avec lesquelles ils ont choisi de parler. L'un d'entre eux était Glenn Beck : « Tout le monde en a marre ».

Et ils ne veulent pas seulement parler du Canada...

Il n'y a désormais plus le moindre doute dans mon esprit que le fait que #freedomconvoy2022 soit devenu mondial en une seule et même semaine n'est pas une coïncidence.

10) Si les camions sont déjà partis en Australie, il n'y a aucune chance que ce soit sur un coup de tête. L'été australien constitue un environnement tout aussi difficile pour la logistique que les prairies canadiennes en hiver. On ne fait pas une chose pareille au pied levé...

11) Le dernier point est que les mêmes sont la clef. Tout cela ressemble à une sorte de farce, et une sacrée bonne farce qui plus est. Cela me rappelle cette vieille blague d'ingénieur universitaire qui consiste à laisser une coccinelle Volkswagen en marche dans le bureau du doyen (ou comme cela s'est passé dans la vraie vie, la fois où le département d'ingénierie de l'UBC a suspendu une coccinelle VW au pont Lionsgate à Vancouver). Je pense que le seul pays au monde où l'on aurait pu inventer une telle chose est le Canada, en sachant exactement comment cela serait pris par le reste du monde. Les réactions d'étonnement devant le fait que les Canadiens « placides » et « pacifiques » aient enfin craqué et se soient lancés dans cette riposte franchement hilarante, qui a rempli le monde d'espoir, tel un rayon de soleil perçant les fumées du Mordor, EST précisément LE MESSAGE.

Les Canadiens sont en fait les seuls au monde à avoir si profondément ancrée dans leur caractère national la capacité de rire d'eux-mêmes, de leurs dirigeants et de leur propre souffrance, qu'ils pourraient faire reculer les ténèbres de l'enfer en riant. Les mêmes sont un élément très important de la manifestation – et beaucoup se rendent compte que le sombre cauchemar dans lequel ils étaient plongés – le profond sentiment de désespoir qui a asservi le MONDE ENTIER pendant deux ans, a subitement commencé à se dissiper.

Nous nous réveillons d'un cauchemar et nous nous rappelons que le monde est bon, que les gens sont forts et libres, que l'âcre tristesse du Monde à l'Envers ne correspond pas au monde qui nous a été donné par Dieu, et que nous ne sommes pas obligés d'y vivre. Nous pouvons tout simplement dire non. *Nous sommes déjà libres.*

Jeanne SMITS, 3 février 2022  
[leblogdejeannesmits.blogspot.com](http://leblogdejeannesmits.blogspot.com)

<https://fr.sott.net/article/39295-Camionneurs-de-la-liberte-a-Ottawa-l-astucieuse-et-encourageante-analyse-d-une-journaliste-canadienne>

# « Cette solidarité, elle compte » : ce que disent les « convois de la liberté »



Les « convois de la liberté » sont arrivés à Paris samedi 12 février. Face à un important dispositif des forces de l'ordre, les participants ont dénoncé la politique du gouvernement, notamment sanitaire. Reporterre en a rencontré plusieurs.

## Paris, reportage

« Tous les messages défaitistes ou négatifs seront bloqués. » Il est 9 h 10, samedi 12 février. Sur l'application *talkie-walkie* adoptée par les participants au « convoi de la liberté », les modérateurs, bien que débordés par l'avalanche de messages sur les différents canaux, donnent le *la* pour la journée. Nombreux ont passé la nuit dans leurs voitures, éparpillés aux quatre coins de Paris ou de sa banlieue. D'autres ont roulé toute la nuit. Un café serait le bienvenu, font savoir les premiers automobilistes à avoir rejoint les Champs-Élysées. « Ne vous impatientez pas, les convois arrivent », rassurent d'autres. Le point de rassemblement, encore incertain, semble se dessiner autour de trois grands axes : le périphérique, la place d'Italie, et enfin la plus belle avenue du monde. « Le monde entier nous regardera », avance un participant.

La manifestation a été interdite par la préfecture de police la veille. Dans son arrêté, pris pour « risques de troubles à l'ordre public », elle a donné des « consignes de fermeté » aux forces de l'ordre. 7 200 policiers et gendarmes ont été déployés du vendredi au dimanche, afin d'éviter le blocage des routes. Les blindés de la gendarmerie sont prêts, tout comme les unités de la brigade de répression de l'action violente motorisée (Brav-M), créées en 2019 durant la crise des Gilets jaunes par le préfet Lallement, alors fraîchement nommé.



Un convoi parvient à remonter l'avenue vers l'Arc de Triomphe, créant ainsi un embouteillage. © NnoMan Cadoret/Reporterre

Qu'importe : la route, ils l'ont pour certains prise depuis plusieurs jours. Sur les groupes de soutien créés sur les réseaux sociaux, nombreux se disent galvanisés par les gestes de solidarité qui leur ont été témoignés durant le parcours. Alors, cette grande parade dans la capitale, dont le ciel s'est ce matin paré, comme un encouragement, d'un bleu éclatant, c'est dire s'ils l'attendent avec impatience.



Tout le long de l'avenue des Champs-Élysées, la police contrôle et verbalise les manifestants. © NnoMan Cadoret/Reporterre

Après Paris, ils prendront la route pour Bruxelles, d'où ils comptent faire valoir leurs revendications, rejoints par des convoyeurs venus de plusieurs autres pays européens. Si le mouvement s'oppose, comme celui des camionneurs canadiens dont il s'inspire, à la politique sanitaire du pays, son ralliement par de nombreux Gilets jaunes a élargi le spectre de son message, dénonçant simultanément la baisse du pouvoir d'achat, les injustices sociales et l'accroissement de la privation des libertés, cœur battant du convoi. Il a de surcroît, à l'inverse des Canadiens, clairement affiché sa volonté de fermer la porte à toute tentative de récupération nationaliste, préférant se ranger derrière le drapeau tricolore d'une étincelle populaire.





Sur l'autoroute A4, avant d'entrer sur le périphérique par Porte de Bercy, un convoi est à l'arrêt, bloqué par les forces de l'ordre. © NnoMan Cadoret/Reporterre

### Paris, puis Bruxelles

Il est un peu plus de 13 heures quand le convoi s'élance, par plusieurs axes, sur les Champs-Élysées. Composé de plusieurs dizaines de voitures et camping-cars, ainsi que d'une poignée de camions, il semble d'abord prendre de court les unités des forces de l'ordre. Durant quelques minutes, les encouragements des sympathisants couverts par le son des klaxons donnent à l'avenue des Champs-Élysées des allures de fête populaire.



Sur l'autoroute A4, avant d'entrer sur le périphérique par Porte de Bercy. © NnoMan Cadoret/Reporterre

Une première détonation vient rapidement jouer les trouble-fête. La première d'une longue série. Durant plusieurs heures, les charges vont se multiplier à l'égard des manifestants, dans une avenue clairsemée sur laquelle fourmillent, entre les véhicules immobilisés et sous la chape de fumée des gaz lacrymogènes, touristes désorientés et sympathisants échaudés. À mesure que la foule se disperse, certaines parcelles de l'avenue dégagée reprennent leurs allures de carte postale, aussitôt réinvesties par les roulottes des crêpiers. Le temps de remarquer deux soignantes croisées la veille, à l'autre bout de la ville. Pas un seul tract ne jonche le sol. « On dirait vraiment une journée comme les autres », se dit-on. Puis un craquement, sourd, bref, dissonant. « Ils lui ont pété la jambe ! » hurle une

manifestante. Les regards se tournent vers un homme, au sol, encerclé par d'autres, en uniforme. Personne ne semble avoir vu. Tout le monde semble avoir deviné. « *Les forces du désordre* », ironiseront les participants au lendemain de la manifestation.



Suite à une charge policière, un homme s'écroule au sol, son genou est visiblement cassé. La police fait venir les pompiers et éloigne la presse. © *NnoMan Cadoret/Reporterre*

Un café, puis on s'interroge. Bruxelles, Strasbourg, ou Paris ? « *C'est la désorganisation la plus complète. Comment voulez-vous qu'ils ne rigolent pas, dans les médias ?* » s'agace un participant sur l'application. Une heure plus tard, une poignée de convoyeurs lui répond par l'intermédiaire d'une vidéo : bien arrivés à Bruxelles, ils en colorent le ciel de leurs fumigènes rouges.



Sur l'autoroute A4. © *NnoMan Cadoret/Reporterre*

Durant 24 heures, *Reporterre* a sillonné la capitale à la rencontre de ces « *convoyeurs de la liberté* » venus de toute la France, et que l'espoir commun de voir naître des décombres de la crise sanitaire une société meilleure réunit davantage que ne les opposent leurs divergences.

• **Christophe (Eure-et-Loir) : « Voilà ce qui me révolte : une justice en haut, une en bas et au milieu notre impuissance. »**



Christophe. © NnoMan Cadoret/Reporterre

Ancien gendarme, Christophe est aujourd'hui passé de l'autre côté de la barricade. Il a commencé sa carrière de militaire en 1986, l'année où l'explosion de la centrale de Tchernobyl libérait ses gaz radioactifs sur des centaines de milliers de kilomètres carrés. « Du gaz [lacrymogène], j'en ai respiré quand j'étais gendarme. Et maintenant, j'en rebouffe parce que je suis face à eux. C'est con, quand même... » Nous rencontrons d'ailleurs Christophe alors qu'il se réfugie dans la rue de Bassano, perpendiculaire à l'avenue des Champs-Élysées, afin d'échapper aux grenades des policiers. Il semble toutefois lui falloir plus que des ironies du sort pour le faire sombrer dans le fatalisme. D'abord, il n'a pas à se plaindre. Même si sa femme, infirmière, a refusé de se faire vacciner et n'exerce plus depuis sept mois. Chez lui, il a installé une borne d'arcades, une table de ping-pong, une autre de billard. « Je vis peut-être mieux que certains qui sont vraiment dans la panade, mais je me suis joint à eux par solidarité. On peut dire ce qu'on veut, mais cette solidarité, elle compte. » Lui, ce qui le révolte, c'est l'injustice.

« On menace de verbaliser à hauteur de 4 500 euros et de faire purger des peines de prison à des manifestants, alors qu'un mec comme [Alexandre] Benalla s'en tire avec 500 euros d'amende [1], et que [Gérald] Darmanin prend un non-lieu sur un ancien viol ? Voilà ce qui me révolte : une justice en haut, une en bas et au milieu notre impuissance. » Il se souvient des « horaires de fou » quand il était gendarme, et du salaire qui ne suivait pas. Les raisons de sa présence sur les Champs-Élysées pourraient résumer toute la complexité que rencontre le mouvement à se faire entendre, comme ce fut auparavant le cas pour les Gilets jaunes : celui d'un discours qui, reposant sur des revendications multiples et interconnectées, est collectivement, par paresse ou par mauvaise volonté, renvoyé au désordre qu'il semble constituer. « En attendant, il y a 1 000 problèmes, et plus ça va, plus ça s'entasse. Quand je vois le nombre de gens qui dorment dans des cartons à Paris, et que l'on connaît le nombre de logements vacants. Si t'es pas d'accord, tu as les policiers qui attaquent et te disent : "On a des ordres". Moi aussi j'en ai eu, des ordres. Quand l'ordre, c'est lancer une lacrymo sur un gamin, tu réfléchis d'abord. » Le gaz s'est dispersé dans la rue de Bassano. Il est temps de rejoindre les copains sur les Champs-Élysées, ceux d'hier et d'aujourd'hui. « Tu sais, ce que j'aimerais ? Qu'à un moment, tous ces flics-là posent leurs boucliers et leur tonfa [une matraque utilisée par la police] et se disent "Allez, stop". Mais bon, je crois que je rêve. »

- **Joëlle (Loire-Atlantique) : « Le truc qui me fait flipper, c'est la tentative de totalitarisme envers nos démocraties ; »**



© NnaMan Cadoret/Reporterre

Joëlle, habituée des manifestations contre le passe sanitaire, est venue en covoiturage avec Karine depuis Pornichet, en Loire-Atlantique. Avant de partir, elle a imprimé des affiches pour les participants, et prévu un sac de mandarines. Ce convoi, c'est d'abord son nom qui l'a attirée. « *La liberté, c'est pour moi depuis toute petite une chose merveilleuse, dont j'ai toujours eu conscience* », assure cette banquière, qui se soigne grâce à la médecine douce. Fortement marquée dans les années 1980 par les conséquences de la censure sur la population chinoise, elle s'est alors réjouie alors de grandir dans un pays « *sécurisé par les policiers, sans bakchich, où l'on pouvait vivre libre et heureux* ». Aujourd'hui, elle se dit « *dévastée* » de voir les droits des Français bafoués, dénonçant une « *asthénie* » générale dans le pays qui a vu naître les droits de l'Homme. Joëlle a désormais un espoir : celui de bientôt retrouver « *le monde d'avant* », celui sur lequel ne planait pas encore le spectre du Covid-19, encore moins celui des privations de libertés qu'ont entraîné les restrictions sanitaires. « *Perdre sa liberté, c'est prendre le risque de perdre son libre arbitre, sa conscience. Il ne peut y avoir qu'une idée qui circule en France. On doit pouvoir penser, agir et se mouvoir comme on veut.* » À ses côtés, Karine, quinquagénaire au rire communicatif, est au moins d'accord sur ce point. « *Le truc qui me fait flipper, c'est la tentative de totalitarisme envers nos démocraties. On sait très bien que les libertés perdues ne se retrouvent pas comme ça. On repart toujours d'un peu plus bas.* »

- **Alicia (Lot-et-Garonne) : « Les gens n'attendent qu'une seule chose : recréer des liens sociaux. »**



Alicia et son compagnon. ©  
NnoMan Cadoret/Reporterre

« C'est ici, la voiture pour les

enfants ! » claironne Alicia. Pour sa première participation à un mouvement citoyen, les portes de l'auto familiale se sont parées de leurs plus beaux messages de protestation contre la politique sanitaire, écrits aux feutres colorés. Après avoir traversé la France pendant deux jours au départ du Lot-et-Garonne, elle campe aujourd'hui fièrement à quelques dizaines de mètres de l'Arc de Triomphe. « On n'était pas forcément des rebelles, mais en touchant les enfants, ils ont touché toutes les classes sociales. Empêcher à des gamins d'aller à la piscine ou la bibliothèque parce qu'ils ne sont pas vaccinés, c'est non », tranche la mère de famille. Au sein de son foyer, tout le monde a eu le Covid-19, mais « aucun cas grave ». Alors si elle reconnaît que la mise en place de restrictions sanitaires a été durant un temps nécessaire, après deux ans d'isolement, elle n'en veut plus. « Le problème du pouvoir, c'est qu'il sait prendre et restreindre, mais il ne sait pas rendre. On remplit les caisses de l'État, on fait marcher le système, mais depuis qu'on a refusé le vaccin, on a l'impression d'être devenus des parias, des citoyens de seconde zone. »

Son mari, au volant, fume une cigarette électronique et acquiesce. Les inscriptions qui habillent la voiture d'Alicia attirent les curieux, qui s'arrêtent volontiers pour échanger quelques mots avec le couple. À quelques mètres de là, la tension croissante qui prend possession des Champs-Élysées tranche avec l'atmosphère joviale qui règne aux abords du véhicule. « On a mis deux jours à venir, et voilà l'accueil : des lacrymos, comme si on était des criminels qu'il faut dégager. Franchement, on ne s'attendait pas à ça. Si Emmanuel Macron veut redorer son image, il va falloir qu'il accepte de parler aux Français et qu'il leur parle mieux que ça. » Déçu par son étape parisienne, le couple a désormais les yeux rivés vers Bruxelles. Pour se donner du courage, il se remémore le trajet jusqu'à la capitale, avec des souvenirs émouvants : « Sur la route, on a vu notre convoi s'allonger, les gens applaudir, des enfants qui lançaient des dessins. Au moins on aura eu ça, ces deux jours dans la joie et la bonne humeur. On avait peur de ce qu'on allait trouver, mais l'espoir est revenu. Comme quoi au fond, les gens n'attendent qu'une seule chose : recréer des liens sociaux. »

• **Ludwig (Marne) :** « Les grands patrons s'enrichissent à l'autre bout du monde sur la misère des autres. »



Ludwig. © NnoMan Cadoret/Reporterre

C'est peu dire que le paysage du petit village dans lequel réside Ludwig, 500 âmes au cœur du Perthois dans le sud-est de la Marne, ressemble à tout sauf aux Champs-Élysées. Mais c'est aujourd'hui ici que se trouvent ses compagnons de lutte. Alors il a fait le déplacement. Garé la voiture aux portes de Paris, puis emprunté la ligne 1 du métro, duquel il est descendu à la station Champs-Élysées. C'est ici que le monde regarde. Depuis deux ans, Ludwig est Gilet jaune. Grâce au mouvement, il s'est fait des copains, manifestant même parfois en famille. Lui qui défend « le bon sens » et le localisme n'a pas apprécié d'être « culpabilisé », après avoir été pénalisé, quand il a protesté contre la hausse du prix des carburants. « Je suis désolé, mais j'ai besoin de prendre ma voiture pour aller bosser, et le carburant pourra coûter 2 euros le litre, je serais toujours obligé. J'ai un peu le sentiment que l'écologie, on l'utilise facilement quand il faut nous taxer, mais qu'on ne défend pas forcément la vraie écologie. »

Les petits gestes au quotidien, de l'achat direct au producteur à la réduction de sa consommation de viande, il estime en faire plus que beaucoup, du moins que les grandes entreprises et le gouvernement. « On vend du bois en Chine, pour faire des jouets là-bas qu'on fait revenir en France. On ne polluerait pas moins en fabriquant directement ici ? » s'interroge-t-il. Lassé, comme ses compagnons de lutte qui l'accompagnent aujourd'hui, des incohérences d'une écologie à deux vitesses et de faire l'objet d'une stigmatisation qu'ils estiment injustifiée, ils sont venus se faire entendre. Coupe du monde au Qatar dans des stades climatisés ou Jeux olympiques d'hiver sur de la neige artificielle, patates importées d'Ukraine, camions polluants envoyés vivre une seconde vie sur le continent africain, les sujets de crispations sont nombreux. « Ça me met hors de moi. Mais non, c'est encore ma voiture qui pollue et moi qui ne suis pas informé. » Et à ceux qui lui reprocheraient de seulement critiquer, il brandit fièrement une solution : le localisme. « Mais ça n'intéressera jamais les grands patrons, qui s'enrichissent à l'autre bout du monde sur la misère des autres. » Malteur, il envisage aujourd'hui de devenir pompier.



Soutenus par La France insoumise et des écologistes, les « convois de la liberté » arrivent à Paris

REPORTERRE

#### Notes

[1] Notamment pour les violences commises lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 2018, à Paris.

# « On se bat ou on crève ! » : près de Marseille, un « convoi de la liberté » bloque une raffinerie



*Un « convoi de la liberté » a bloqué une raffinerie Esso le 8 mars à Fos-sur-Mer. Hausse du prix des carburants, passe vaccinal, contexte sanitaire... Petits patrons, soignants ou encore retraités ont exprimé leur colère.*

Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), reportage

Il est 6 heures du matin et le parking du Géant Casino de Nîmes est quasiment vide. Sous les lampadaires, quelques voitures se sont regroupées. Un 4x4, un Berlingo Renault, un break, une ambulance... L'objectif du jour vient d'être dévoilé aux conducteurs : bloquer une raffinerie à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône).

L'appel est paru une semaine plus tôt, lancé « par des citoyens ayant participé au « convoi de la liberté » [le 12 février] [qui] ne souhaitent pas laisser cet élan retomber ». Le hashtag #8mars a circulé sur les réseaux sociaux : groupes Facebook, Telegram, Signal, surtout ceux créés à l'occasion du « convoi de la liberté ». Seule information donnée à l'avance : des points de ralliement dans le Gard, le Vaucluse, la Drôme, les Bouches-du-Rhône. Une organisation similaire a été mise en place dans d'autres régions. En tout, près d'une vingtaine de raffineries étaient visées dans toute la France.

Au final, uniquement deux blocages semblent avoir été effectifs mardi 8 mars : ceux du dépôt pétrolier Esso de Toulouse et de la raffinerie Esso de Fos-sur-Mer. C'est ce dernier qu'a suivi *Reporterre*.





Le petit groupe transporte pneus et palettes pour bloquer la route. © Marie Astier/Reporterre

### « Si ça continue, dans deux mois, on ferme »

Dans le froid matinal, ça tape du pied sur le parking. Ils ne sont que huit. À chaque paire de phares qui passe naît un espoir de renfort, mais ce sont surtout des salariés matinaux. Il est décidé de partir, destination un nouveau point de ralliement sur une aire d'autoroute. Là, le groupe se grossit pour atteindre une vingtaine de membres. Le soleil s'est levé, on discute autour d'un café. Se mélangent personnes mobilisées contre les restrictions sanitaires et professionnels fortement atteints par la hausse du prix des carburants : le coût du litre de gazole dépasse largement les deux euros.

« Le gasoil, c'est une grosse partie de nos charges, explique Christophe, ambulancier. Depuis le début de l'année, je dépense 2 500 euros de carburant en plus chaque mois. Avec l'augmentation du prix des assurances et des salaires, l'entreprise ne sera bientôt plus rentable ! » Il est venu à l'appel de sa collègue Martine, qui elle est carrément venue en ambulance et en tenue de travail. « Dans le même temps, dans les marchés publics, on nous demande de tirer nos prix vers le bas », regrette-t-elle.



La raffinerie de Fos-sur-Mer. © Marie Astier/Reporterre

Stéphanie porte aussi une veste siglée du nom de sa société : Wamm Services. Ses quatre camions font du transport de véhicules. « On met 900 litres par semaine dans chaque camion, dit-elle. En deux mois on a dû dépenser 10 000 euros de carburant supplémentaire. Si ça continue comme cela, je n'ai bientôt plus de trésorerie. »

### « Les petites sociétés vont couler les unes après les autres »

Autre petit patron du monde du transport, Sylvain a seize salariés. « On vend 40 % de la flotte de camions et on se bat pour ne pas avoir à licencier cinq personnes, raconte-t-il. Sur 2022, je suis déjà en négatif de 18 000 euros, alors qu'en 2021 on était en positif de 80 000. Tout augmente : le gasoil, l'autoroute, les charges sociales, le prix des camions... Si ça continue, dans deux mois, on ferme. »

Il évalue les alternatives. « Je suis le premier à demander une énergie propre, mais un camion électrique, c'est trois fois plus cher, le camion à hydrogène n'existe pas encore et celui à gaz à peine ! » Et pourquoi pas augmenter ses prix, pour faire payer le vrai coût du transport, quitte à transporter moins ? « Nos clients ne veulent pas voir augmenter les prix, répond-il. Et nous sommes soumis à une concurrence déloyale. La France est un pays de passage de camions. Un Lituanien peut faire 3 000 km avec un plein à 0,80 centimes le litre fait chez lui, et un salaire de 800 euros par mois... Les petites sociétés vont couler les unes après les autres. »

Se mobiliser est son dernier recours. Il est déjà monté à Paris avec le « convoi de la liberté », début février. « Il faut entrer en contact avec nos dirigeants pour qu'ils réalisent. Ils ne payent pas leur gasoil, ce ne sont pas eux qui font le plein, ils sont déconnectés. »



Un camping-car venu pour le blocage. © Marie Astier/Reporterre

Il demande un « moratoire sur les taxes sur le carburant ». C'est la revendication du jour. « Cela fait trois semaines que l'État s'engraisse », dénonce-t-il. Il porte deux autres revendications : fin du passe vaccinal et du protocole sanitaire pour les enfants, évolution des institutions vers plus de participation des citoyens.

Dans les demandes listées par ce groupe de sudistes du « convoi de la liberté », on trouve aussi la TVA à 0 % pour les produits de première nécessité, un prix minimum pour les produits agricoles, la non augmentation des coûts de l'énergie dans le cadre de la transition, la redistribution obligatoire d'une partie des bénéfices des entreprises aux salariés, ou encore la baisse des charges patronales. Un reflet de la diversité sociologique du groupe où l'on trouve notamment des petits patrons, des soignants, des « inactifs » (chômeurs, invalides, etc.) et des retraités.

### « C'est dur de faire bouger les anciens Gilets jaunes »

C'est reparti, un nouvel arrêt juste à côté de Fos-sur-Mer permet de constater que trois semi-remorques sont aussi de la partie. L'un d'eux transporte le tracteur de Manu, éleveur laitier venu de Savoie. Lui, ce sont les mesures sanitaires pour les enfants qui l'ont retourné. Masque à l'école, vaccin... « Je ne veux plus aucune mesure pour les enfants », plaide-t-il.

Quelques instructions de prudence sont données : bouger par petits groupes de voitures pour que le convoi ne soit pas tout de suite repéré, ne pas mettre de signes distinctifs. Les cibles n'ont été dévoilées que le matin. Les

leçons ont été tirées depuis le premier « convoi de la liberté ». Certains cherchent des yeux si une tête inconnue pourrait révéler un membre des « RG » (renseignements généraux). Trop tard, des voitures de police débarquent, chacun file dans sa voiture.



La raffinerie de Fos-sur-Mer. © Marie Astier/Reporterre

Sur l'horizon plat et nuageux, les cheminées des usines de Fos-sur-Mer apparaissent. Un drôle de ballet s'amorce autour des ronds-points de la zone industrielle et commerciale en attendant de prendre une décision. Que faire ? Les activistes ont le sentiment de ne pas être assez nombreux pour réussir le blocage. Des messages vocaux sont échangés sur Signal, sorte de radio permettant de coordonner les véhicules. Il est clair que la police est avertie. Beaucoup n'ont pas envie de prendre le risque d'un affrontement violent avec les forces de l'ordre. L'appel précisait d'ailleurs bien que l'action se veut « pacifiste », et ajoutait « pas d'alcool, pas de pétard ».

« C'est dur de faire bouger les anciens Gilets jaunes », regrette Morgane, venue d'Alès avec Catherine. Celle-ci, qui a activement participé au groupe de Gilets jaunes à côté de chez elle, approuve. « J'en ai appelé hier, mais ils disent que c'est perdu... Et après avoir fait Montpellier, Paris, ils ont peur [des violences policières]. » Les deux femmes se disent mobilisées, car inquiètes pour les plus jeunes. « Je me bats pour l'avenir de mes gosses », lance Morgane.



La police présente devant la raffinerie. © Marie Astier/Reporterre

Avant même le « convoi de la liberté », elle a participé à de nombreuses manifestations contre le port du masque, le passe sanitaire ou la vaccination des enfants. « *On leur apprend que l'autre est un danger, je me demande dans quel monde ils vivront* ». Éducatrice spécialisée travaillant avec des enfants aux problèmes sociaux ou médicaux, elle a « *constaté énormément d'anxiété chez eux. Il y a une augmentation des tentatives de suicide* ». Catherine, retraitée, a deux petits enfants en bas âge. « *Ils ne connaissent même pas le visage de leur maîtresse, dénonce-t-elle. Ma petite fille n'ose plus toucher les poignées de porte.* » Deux autres sont adolescents. « *Je me demande de quoi ils vivront* ».

### Justice sociale

Vers 11 heures, les tergiversations cessent. Des images du blocage du dépôt de pétrole de Toulouse ont été postées sur Facebook. « *Ils sont moins nombreux, ils y sont arrivés, on y va !* » Camions et voitures sont garés dans les rues aux alentours de la raffinerie. Palettes et pneus sont déchargés, la petite troupe monte prestement une barricade au milieu de la rue. Quelques voitures de police sont garées devant l'entrée de la raffinerie, mais renoncent à réprimer dans l'immédiat. Très vite, le camp est posé : chips, biscuits, bouteilles d'eau, musique. Une soixantaine de personnes sont finalement présentes. L'atmosphère est calme, ça discute y compris avec les policiers.

Isabelle, infirmière à l'hôpital, leur explique sa situation. Elle travaillait en « *secteur Covid* » : « *Il y a une dureté du travail, on trouvait les gens morts dans leur chambre sans avoir pu être là dans leurs derniers instants. Puis est arrivée l'obligation vaccinale, je ne voulais pas, j'ai cogité et j'ai fait un burn out.* » Le « convoi de la liberté » était sa première manifestation. « *Fallait que je fasse quelque chose.* »



Isabelle, infirmière ayant fait « un burn out ». © Marie Astier/Reporterre

Comme beaucoup d'autres présents ici, si elle critique fortement la politique du gouvernement, elle est loin de rejeter en bloc les institutions, mais demande plus de transparence et de participation des citoyens. Certains évoquent le « *RIC* », référendum d'initiative citoyenne voulu par les Gilets jaunes. Catherine souhaite une « *démocratie participative* ».

### « On se bat ou on crève ! »

La plupart iront voter à la présidentielle. Isabelle est fière d'être conseillère municipale dans son village. Pour l'élection, « *je tiendrai le bureau de vote* », assure-t-elle. « *Il faut voter pour contrer Macron* », estime Natacha. « *Le*

*moins pire, c'est La France insoumise* », pense Myriam. Elle est soutenue par Marie-Jo, qui approuve dans le programme « *l'allocation pour les jeunes qui font des études et la retraite à 60 ans* ».

Myriam explique vivre avec une pension d'invalidité de 700 euros par mois. « *Cela fait trois ans qu'on crève de faim* », raconte-t-elle. Ils ont été Gilets jaunes avec son compagnon Serge. « *Une fois qu'on a fait les courses et le plein d'essence, on ne peut plus rien faire* », assure-t-il. « *On complète avec des plantes sauvages qu'on va chercher dans la nature. Je ne peux pas recevoir mes enfants à manger ou faire de cadeaux à mes petits enfants, sinon on n'a pas assez de pâtes pour finir le mois* », reprend Myriam.

Katy et sa fille Mégane sont les seules à dire qu'elles n'iront pas voter, car « *Macron est déjà élu* ». Elles ont fait les Gilets jaunes et le « convoi de la liberté ». Mégane a refusé de se faire vacciner. Elle était serveuse, ne peut plus travailler depuis fin août.



De g. à d. : Catherine, Marie-Jo et Natacha. © Marie Astier/Reporterre

« Je survis, j'ai de l'argent de côté. Mais faut faire attention à tout : ne pas faire un aller-retour pour rien. » « On mange moins de viande et de fromage », renchérit Katy, évoquant à la fois économies et écologie. « On boycotte Amazon et les supermarchés, on ne va que dans les "shops" de producteurs », ajoute Mégane. Elles demandent surtout plus de justice sociale : « Ce serait bien que les riches payent des impôts ! »



Les CRS démontent la barricade. © Marie Astier/Reporterre

Sur le parking devant la raffinerie, les camions-citernes s'alignent. Ils sont vides, reviennent de livraison. Les militants sont arrivés trop tard pour les empêcher de sortir. Vers 12 h 30, cinq camions de CRS arrivent finalement en renfort. Les bloqueurs n'opposent pas de résistance, les laissent enlever palettes et pneus puis reculent lentement face aux boucliers. En trente minutes, l'affaire est pliée.

Dans l'après-midi, après un déjeuner de sandwiches et une réunion improvisée sur un parking, une bonne partie du groupe décide de bloquer à nouveau la raffinerie. Ils repartent pour quelques heures, malgré la fatigue d'un lever à 5 heures du matin et des heures de piétinement dans le froid. « On est sur le fil : on se bat ou on crève ! » s'exclame Myriam.

# Un appel à l'union mondiale



Arrivés à ce tournant diabolique, pour survivre, nous devons UNIR nos forces, arrêter de stagner sur notre ego, NOTRE position, NOTRE visibilité, NOTRE réseau, mais UNIR (ce qui ne veut pas dire fondre ou fusionner) TOUTES les forces, être international, mondial et faire des émissions transversales systématiquement doublées en toutes les langues, mettre le paquet, monter en puissance.

Je me réfère à cet appel du professeur Chossudovsky de Mondialisation.ca

<https://www.mondialisation.ca/bastille-2022.../5664091>

« Bastille 2022 »

En France, en Belgique, nous avons tendance à voir trop petit.

Il y a d'énormes ressources et intelligences du côté du Québec (Canada francophone), et chez nous.

Mettons-nous ensemble, chacun au service de la Cause dans laquelle il y aurait un BOARD avec des représentants de chaque groupe pour synchroniser, renforcer, étendre les actions en les rendant plus crédibles, plus visibles et plus percutantes.

Chaque lanceur d'alerte leader, Alexandra, Astrid S, Martine Wonner, Louis, moi-même, David Bouillon, Stéphane Résimont et Alain Colignon (Belgique), Perronne, Fourtillan, Montesino, Toubiana... draine des groupes de résistants et si on additionne tout cela, c'est énorme.

Unir toutes les chaînes alternatives infoTV, agoraTV, la chaîne de Reinfocovid, de l'AIMSIB, Mondialisation, KAIROS, BAM, etc.

Nous avons des meneurs/leaders/moteurs qui réuniraient TOUS les résistants de toutes les factions/écoles...

Faisons (je le demande depuis plus d'un an) une grande conférence LIVE comme aux USA où le Dr Kory (FLCCC Alliance) avec derrière lui des blouses blanches galvanise les américains :

<https://www.tiktok.com/@ricolan.../video/7056700101342907654>

<https://twitter.com/BAN0506.../status/1485569780560154624...>

Avec prof Perronne, prof Montagnier, Louis Fouché, Éric Loridan, Alexandra, Laurent Montesino, Benoît Ochs, David Bouillon, Alain Colignon, Astrid, Fourtillan, Martin Zizi, Laurent Toubiana, Olivier Soulier, les médecins de l'AIMSIB...

Unis sur nos points communs plutôt que divisés sur nos différences.

Je ressens beaucoup de lassitude, de désarroi, d'envies de céder, de baisser les bras autour de moi.

Je le ressens moi-même et ne sous-estimez pas la puissance de ce genre de démarche, pour les gens, voir tous les lanceurs d'alerte connus réunis et unis sur une même scène.

Au-delà de ce que nous dirions, nous voir (VOIR !) unis et ensemble resserrerait les rangs face à la tyrannie qui avance quoi que nous ayons fait jusqu'ici.

Ce ne seront pas les actions en justice, les articles, les vidéos, les flyers, les pétitions, les rationalisations, les explications, les conseils scientifiques, les manifestations... (indispensables mais insuffisantes) qui feront stopper cette tyrannie qui va injecter des millions de nos enfants, là, demain, ce sont les gens dans un grand mouvement issu de tous les métiers de la société, une grande action de « révolte calme » (faudra inventer ce nouveau concept et le maîtriser), mélange de force et de bienveillance, de souplesse et de fermeté, capable d'aller retirer de force des mains de ces fous les leviers (financiers, militaires, politiques, médiatiques) auxquels ils sont désespérément accrochés et qu'ils ne lâcheront jamais de leur plein gré.

Tant qu'ils les actionnent, ils avanceront :

Les manifestations pacifiques seront infiltrées pour les faire passer pour des mouvements d'extrême droite. Les contre-analyses scientifiques seront contrées à leur tour par les médecins et scientifiques de plateau, largement payés pour cela.

Les pétitions seront ignorées.

Les actions en justice seront traînées en longueur et finalement déboutées.

Les faits contraires à la doxa seront systématiquement niés, minimisés, tus, discrédités puisque la doxa possède les organes de fact-checking.

Les vidéos d'autres experts honnêtes et sans conflits d'intérêts continueront à être censurées puisque la doxa possède presque toutes les chaînes de réseau social (Big Five).

Etc.

Seules les gens éveillés, debout, révoltés, dans les rues, les écoles, les institutions pourront stopper le mal qui avance avec le concours malveillant de quelques-uns et la soumission librement consentie du plus grand nombre.

Pour cela, nous, lanceurs d'alerte « connus », aimés, appréciés, respectés, devons l'initier, le lancer, l'appeler, en se montrant, unis, ensemble, d'accord.

D'abord.

Dr Pascal SACRÉ, 26 janvier 2022

Image en vedette : pxhere.com

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © Dr Pascal Sacré, Mondialisation.ca, 2022

### **À propos :**

Pascal Sacré est diplômé en médecine, en Belgique, depuis 1995. Il a entamé une spécialité en anesthésie-réanimation en 1997, terminée en 2002 et complétée par une spécialisation en soins intensifs (critical care) en 2003. Il travaille en milieu hospitalier depuis cette date, en soins intensifs, avec un passage de 2,5 ans dans un centre pour grands brûlés (l'hôpital militaire Reine Astrid HMRA à Bruxelles) entre 2009 et 2011. Depuis 2011, il travaille dans un centre de soins intensifs médico-chirurgical à Charleroi, Belgique. Il est formé en hypnothérapie en milieu médical depuis 2014 et à ce titre, il est responsable de formations en gestion du stress pour le personnel de son hôpital. Il collabore pour le Centre de recherche sur la Mondialisation depuis 2009.

<https://www.mondialisation.ca/un-appel-a-lunion-mondiale/5664648>

# Mauvaise foi, mauvaises nouvelles et Julian Assange



(...)

Ce Noël pourrait bien être le dernier que le fondateur de Wikileaks, Julian Assange, passera hors des geôles américaines. Le 10 décembre, la Haute Cour britannique s'est prononcée en faveur de l'extradition d'Assange vers les États-Unis, où il sera poursuivi en vertu de l'Espionage Act pour avoir publié des informations véridiques. Il est clair pour moi que les accusations portées contre Assange sont à la fois sans fondement et dangereuses, dans une mesure inégale – sans fondement dans son cas personnel, et dangereuses pour nous tous. En cherchant à poursuivre Assange, le gouvernement américain prétend étendre sa souveraineté à la scène mondiale et tenir les éditeurs étrangers responsables des lois américaines sur le secret. Ce faisant, le gouvernement américain créera un précédent pour poursuivre toutes les organisations de presse du monde entier – tous les journalistes de tous les pays – qui s'appuient sur des documents classifiés pour rendre compte, par exemple, des crimes de guerre commis par les États-Unis, du programme de drones américain ou de toute autre activité gouvernementale, militaire ou de renseignement que le département d'État, la CIA ou la NSA préféreraient garder enfermés dans le secret, loin de la vue du public et même de la surveillance du Congrès.

Je suis d'accord avec mes amis (et avocats) de l'ACLU : l'inculpation d'Assange par le gouvernement américain revient à criminaliser le journalisme d'investigation. Et je suis d'accord avec une myriade d'amis (et d'avocats) dans le monde entier pour dire qu'au cœur de cette criminalisation se trouve un paradoxe cruel et inhabituel : à savoir, le fait que nombre des activités que le gouvernement américain préférerait étouffer sont perpétrées dans des pays étrangers, dont le journalisme devra désormais répondre devant le système judiciaire américain. Et le précédent établi ici sera exploité par toutes sortes de dirigeants autoritaires à travers le monde. Quelle sera la réponse du département d'État lorsque la République d'Iran demandera l'extradition des journalistes du New York Times pour avoir violé les lois iraniennes sur le secret ? Comment le Royaume-Uni réagira-t-il lorsque Viktor Orbán ou Recep Erdoğan demandera l'extradition de reporters du Guardian ? Le problème n'est pas que les États-Unis ou le Royaume-Uni se plieraient un jour à ces demandes – bien sûr qu'ils ne le feraient pas – mais qu'ils ne disposeraient d'aucune base de principe pour leurs refus.

Les États-Unis tentent de distinguer la conduite d'Assange de celle des journalistes plus traditionnels en la qualifiant de « conspiration ». Mais qu'est-ce que cela signifie dans ce contexte ? S'agit-il d'encourager quelqu'un à découvrir des informations (ce que font tous les jours les rédacteurs qui travaillent pour les anciens partenaires de Wikileaks, le New York Times et le Guardian) ? Ou est-ce qu'il s'agit de donner à quelqu'un les outils et les techniques pour découvrir ces informations (ce qui, selon les outils et les techniques en question, peut aussi être considéré comme une partie typique du travail d'un rédacteur en chef) ? En vérité, tout le journalisme d'investigation en matière de sécurité nationale peut être considéré comme une conspiration : le but de l'entreprise est que les journalistes persuadent leurs sources de violer la loi dans l'intérêt public. Et le fait d'insister sur le fait qu'Assange n'est en quelque sorte « pas un journaliste » n'enlève rien à ce précédent, alors que les activités pour lesquelles il a été inculpé ne se distinguent pas des activités auxquelles se livrent régulièrement nos journalistes d'investigation les plus décorés.

Si vous avez suivi les mauvaises nouvelles de la semaine dernière, vous avez certainement rencontré une version de cette question : Assange est-il un X ou un journaliste ? Dans cette formule inepte, X peut être



n'importe quoi : hacktiviste, terroriste, homme-lézard. Peu importe le substantif que vous y placez, car tout l'exercice est inutile.

Ce genre de questionnement sincère, crédule, suffisant et jubilatoire n'est que l'exemple le plus récent, juste à temps pour Noël, de mauvaise foi en chair et en os, présenté par des professionnels des médias qui ne sont jamais de plus mauvaise foi que lorsqu'ils parlent de – ou jugent – d'autres médias.

Obfuscation, rétention, manipulation du sens, déni du sens – ce ne sont là que quelques-unes des façons dont certains journalistes, et pas seulement des journalistes américains, ont conspiré, oui, conspiré pour condamner Assange *in absentia*, et, par extension, pour condamner leur propre profession – pour se condamner eux-mêmes. Ou peut-être ne devrais-je pas appeler les automatés gélifiés de Fox ou Bill Maher des « journalistes », car combien de fois ont-ils fait le dur travail de cultiver une source, de protéger l'identité d'une source, de communiquer en toute sécurité avec une source ou de stocker en toute sécurité les documents sensibles d'une source ? Toutes ces activités constituent l'âme du bon journalisme, et pourtant ce sont précisément ces activités que le gouvernement américain vient de chercher à redéfinir comme des actes de conspiration criminelle odieuse.

De créatures hypocrites, de mauvaise foi : les médias en sont pleins. Et un trop grand nombre d'entre eux se contentent d'accepter la décision du gouvernement américain selon laquelle ce qui est censé être l'objectif suprême des médias – la découverte de la vérité, face aux tentatives de la cacher – est soudainement remis en question et peut-être même illégal.

Ce frisson dans l'air en cette période de Noël ? Si l'on autorise la poursuite d'Assange, elle se transformera en gelée.

Couvrez-vous bien.

Edward SNOWDEN

Traduction « le changement ne sera pas que climatique » par Viktor Dedaj avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles

<https://edwardsnowden.substack.com/p/assange01>

URL de cet article 37632 : <https://www.legrandsoir.info/mauvaise-foi-mauvaises-nouvelles-et-julian-assange.html>

---

## La pêche « s'améliore » sans enrayer le déclin des poissons



56 % des poissons pêchés en France ont été exploités de manière durable, selon le nouveau bilan de l'Ifremer. La surpêche reste cependant importante, et risque de provoquer un effondrement de certaines populations.

328 000 tonnes, soit l'équivalent d'un troupeau de 55 000 éléphants d'Afrique : voilà la quantité de poissons qui a été débarquée, en 2020, dans les ports de l'Hexagone. Dans un rapport publié le 21 février, l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) dresse un bilan de l'état de la pêche française. Avec une bonne nouvelle : en 2021, selon ce document, 56 % des volumes de poissons prélevés ont été issus de populations en bon état ou en cours de reconstitution, contre 15 % il y a vingt ans. La situation de nos camarades à écailles reste cependant préoccupante : la surpêche touche encore 11 % des populations. Plus grave encore : 10 % sont classées comme « effondrées ».

Les coquilles Saint-Jacques de la Manche, les merlus du golfe de Gascogne, les églefins de la mer celtique et les merlans de la mer du Nord font partie des populations les mieux portantes. Surtout dans l'océan Atlantique : selon la Commission européenne, citée par l'Ifremer, la biomasse des stocks de poissons aurait augmenté de 35 % entre 2003 et 2019 dans les eaux européennes. Cette amélioration est due à une combinaison de différents facteurs, explique Alain Biseau, chercheur à l'Ifremer chargé de la présentation de ce bilan.

« Depuis vingt ans, nous avons amélioré nos connaissances des espèces. Les décisions de gestion, notamment en termes de quotas de pêche, sont également plus en ligne avec les recommandations scientifiques que celles de l'époque. » Les pêcheurs, enfin, ont « amélioré leurs pratiques » : « Ils respectent mieux les quotas qui leur sont attribués et ont amélioré la sélectivité de leurs engins. »

### « Poursuivre les efforts »

Le chercheur reconnaît cependant que « tout n'est pas encore parfait » : « Il faut poursuivre les efforts », insiste-t-il. Le pourcentage de populations « effondrées » (c'est-à-dire celles dont la reproduction est trop faible pour permettre le renouvellement de la population) a considérablement augmenté, passant de 3 % en 2019 à 10 % en 2020.

Cette augmentation spectaculaire est due à la dégradation des populations de sardines du golfe de Gascogne. « Elles se trouvent dans une situation très délicate, explique Alain Biseau. On commence à observer un phénomène de ralentissement de leur croissance. Les conditions environnementales font que la disponibilité en phytoplancton semble limitée pour des raisons probablement liées à la pollution et au réchauffement climatique. »



Pixabay/CC/dimitrisvetsikas1969

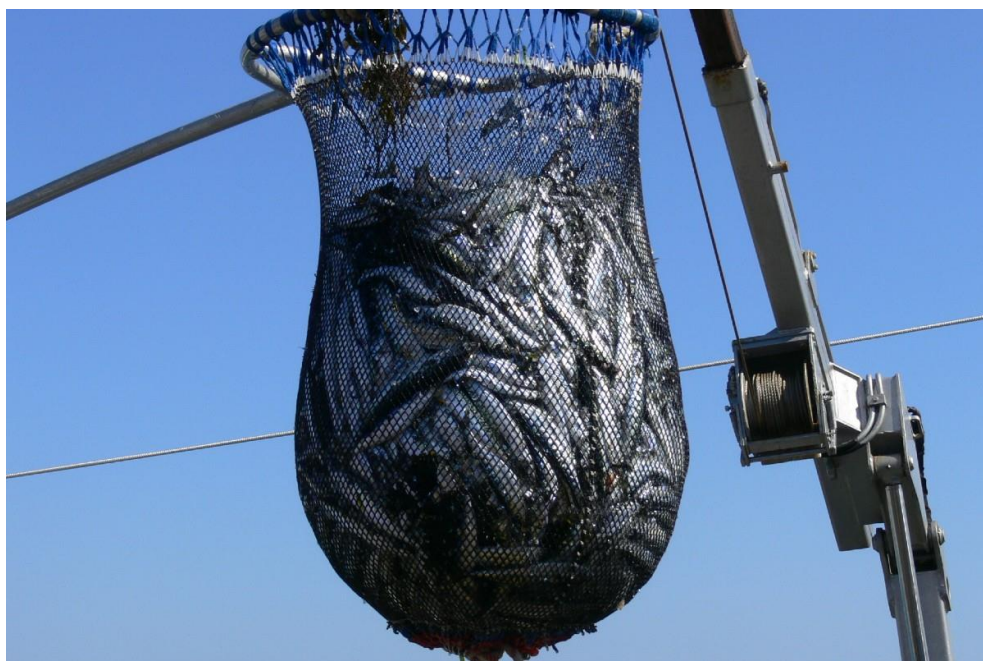
Le statut des stocks en Méditerranée peut également donner des sueurs froides : pas un gramme des 20 000 tonnes de poissons prélevés dans cette région en 2020 ne provenait de populations en bon état. 33 % provenaient de stocks reconstituables ou en cours de reconstitution, et 6 % de stocks surpêchés, dégradés ou effondrés (c'est le cas, par exemple, du merlu). Aucune donnée n'est disponible pour le reste des espèces méditerranéennes débarquées dans les ports français en 2020.

Parmi les espèces les plus mal en point, l'on retrouve également la sole du golfe de Gascogne, le chinchard atlantique, ainsi que le cabillaud de la mer du Nord et de la mer Celtique. Ce dernier, très apprécié des consommateurs français, est victime de la surpêche et de conditions environnementales de plus en plus hostiles, notamment en raison du réchauffement de l'eau.

### « Nous n’y sommes pas »

Quoique « importants », les résultats optimistes présentés dans ce rapport doivent être pris avec des pincettes, selon Thibault Josse, directeur de l’association Pleine mer. L’un des indicateurs utilisés pour classer l’état des populations de poissons (le « RMD », pour « rendement maximal durable ») ne prend en effet pas en compte tous les facteurs pouvant avoir une influence sur leur santé, comme les interactions avec d’autres espèces ou le changement climatique. « Nous ne sommes pas dans une approche écosystémique de l’analyse de la gestion des pêches, mais monospécifique », explique-t-il.

D’autre part, si l’on observe « une vraie diminution de la surpêche » en France et en Europe, les données manquent pour un grand nombre d’espèces exploitées. L’état de 24 % d’entre elles n’a ainsi pas fait l’objet d’une évaluation en 2021. Elles peuvent pourtant être elles aussi impactées par la pêche. Le spécialiste de l’industrie halieutique regrette également que la majorité des quotas de pêche soient accaparés par la pêche industrielle, au détriment des pêcheurs artisanaux. Enfin, poursuit-il, le niveau d’exploitation d’une espèce peut être classé comme « durable » en dépit des conséquences globales des techniques utilisées pour la pêcher sur les écosystèmes.



Pêche artisanale à Quiberon, en Bretagne. *Wikimedia Commons/CC BY-SA 4.0/FLamiot*

Selon le WWF, les Français consommeraient chaque année 35 kg de poisson, dont 24 importés. Afin de ne pas se nourrir de poissons dont les stocks sont surexploités, Thibault Josse recommande de se tourner vers la vente directe auprès de producteurs artisanaux : « Cela nécessite beaucoup d’organisation de la part du pêcheur, et réduit l’effort de pêche entre 10 et 30 % ». L’action individuelle est cependant insuffisante.

La politique européenne d’attribution des quotas de pêche devrait également, selon lui, être révisée. « Généralement, les propositions de la Commission européenne ne respectent pas l’avis des scientifiques. Les ministres renégocient ensuite l’avis de la Commission afin de plaire aux pêcheurs en leur donnant encore plus de quotas ; c’est l’inverse qu’il faudrait faire. » Ces tentatives de séduction de l’industrie halieutique se font au détriment de la biodiversité marine, regrette-t-il. En 2013, l’Union européenne s’était donné pour objectif d’exploiter l’ensemble des stocks de poissons à un niveau durable en 2020. Malgré une légère embellie, « clairement, nous n’y sommes pas ».

REPORTERRE

# « La chasse choque parce que la mort est visible »



*Il décrit l'éthique de ceux qui tuent, détaille l'intimité avec le territoire qui accompagne certains chasseurs et interroge les différentes « façons d'habiter le monde » dans la société occidentale. Rencontre avec l'anthropologue Charles Stépanoff.*

Après avoir étudié les peuples autochtones de Sibérie, l'anthropologue Charles Stépanoff est allé à la rencontre des chasseurs du Perche, autour de chez lui et au-delà. En comparant « le proche et le lointain », il permet de prendre un étonnant recul sur la vision de la chasse dans notre société moderne. Et, à travers elle, nous fait réfléchir sur notre rapport aux autres êtres vivants. La lecture de son ouvrage récemment paru, *L'animal et la mort* (La Découverte), pourrait vous donner envie de devenir à votre tour un « chasseur terrestre »... Entretien.

## **Reporterre – En quoi les sociétés modernes ont-elles un rapport paradoxal au vivant ?**

Charles Stépanoff – J'ai envisagé comment, dans la société occidentale moderne, nous organisons notre rapport au vivant et à l'exercice de la violence. Celle-ci est inhérente au mode de subsistance humaine, que ce soit sur les végétaux, les animaux, les écosystèmes.

D'un côté, on a démultiplié la violence. Nos modes de consommation sont la cause principale de la crise écologique. C'est une force de destruction telle qu'il n'en a jamais existé dans l'histoire de l'humanité. La violence appliquée aux animaux de rente dans l'élevage intensif est une négation de tout ce qu'il peut y avoir de relationnel, d'intelligent, dans l'animal non humain. Ce qui est paradoxal, c'est que de l'autre côté, notre société a aussi inventé les formes de relation les plus attentionnées et protectrices avec le vivant. On crée des réserves naturelles protégées, on va même jusqu'à expulser les autochtones qui y vivent. L'animal de compagnie fait l'objet de tous les soins. On le nourrit, protège, soigne, castré. Cette tension est particulièrement nette entre ce que j'appelle l'animal-enfant, de compagnie, et de l'autre côté l'animal-matière de l'élevage intensif.

Ces deux façons d'avoir un rapport au vivant ne sont pas opposées, mais se renforcent l'une l'autre...

Ces deux pôles de rapport au vivant sont complémentaires. On ne pourrait avoir les animaux-enfants si on n'avait pas les animaux-matières pour les nourrir de croquettes. Historiquement, les premiers jardins à l'anglaise [1], qui sont une mise en scène de la nature qui n'est plus contrôlée par les hommes, ont été voulus par les grands industriels. Les sidérurgistes ont créé des petits écrins de nature protégée tout en ravageant des régions entières de l'Angleterre pour faire marcher l'industrie.



Charles Stépanoff, auteur de « L'animal et la mort », interviewé à Paris, en décembre 2021.

© Mathieu Génon / Reporterre

On peut croire que l'attitude de compassion à l'égard des animaux est apparue postérieurement à l'industrialisation de l'élevage. En fait, c'est l'inverse. L'élevage industriel vient de la volonté de nettoyer les villes de la violence. Les « hommes sensibles » se plaignaient au XVIII<sup>e</sup> siècle des tripes qui pendaient, du cri des cochons. On marchait dans le sang. Les élites intellectuelles ont exigé que des abattoirs soient créés, les tueries de rue interdites. Ils ont voulu que cette violence visible soit interdite et désormais camouflée. Ce qui a permis d'industrialiser la violence dans les abattoirs.

### **Pourquoi avoir choisi la chasse pour étudier ce rapport au vivant ?**

Le terrain était là, accessible. Il m'a paru porteur. Il s'y jouait des conflits avec une histoire profonde, que je pouvais remonter sur plusieurs siècles. Ils me paraissaient révélateurs d'une collision des façons d'envisager les rapports entre nature et culture, et le statut de la violence.

### **Vous mettez chasses au pluriel dans le sous-titre de votre livre. Pourquoi est-ce si important ?**

C'est capital. C'est là que l'enquête de terrain apporte quelque chose car elle permet de redécouvrir la diversité de ces pratiques, qui était absolument évidente il y a un siècle mais a été oubliée. Il n'y avait rien de commun entre le paysan qui fait de la tenderie aux grives [2] dans les Ardennes et la chasse bourgeoise ou la vénerie. Ces différences sont masquées aujourd'hui par une volonté institutionnelle de mise en scène d'une unité face aux attaques. Cette image unifiée vient à la fois des institutions de la chasse et des discours antichasse.

### **On a l'impression à vous entendre que cela arrange tout le monde de parler de « la » chasse plutôt que « des » chasses.**

Sauf les chasseurs de terrain. Qui ne sont entendus par personne. J'ai voulu donner la parole à des gens qui ne sont représentés par aucun des camps qui occupent l'arène médiatique.

### **Vous avez commencé par les chasseurs habitant le Perche et la Beauce. Vous dites qu'ils pratiquent une chasse paysanne. En quoi se rapproche-t-elle de celle que vous avez observée chez les peuples autochtones de Sibérie ?**

Ce sont des rapports vivriers au milieu vivant, qui vont avec la production de bois de chauffage ou de cidre. À l'inverse du rapport qui est devenu dominant chez nous, où l'on regarde la nature à travers une fenêtre. On la met dans des tableaux, on en fait des paysages.

Alors que, dans le regard des peuples autochtones ou des chasseurs paysans en France, on trouve mêlés de l'admiration pour l'animal – ils n'en sont pas du tout incapables –, du respect, mais aussi de l'appétit !

### **Vous appelez cela une chasse terrestre. De quoi s'agit-il ?**

Déjà, on tue pour manger. Et puis le rapport homme-animal n'est jamais dyadique. Le touriste qui va dans un parc naturel est un amoureux de la nature mais d'une nature spectacle, distanciée. La chasse safari a les mêmes racines historiques. C'est un rapport bourgeois à la nature. On va dans des lieux exotiques pour en profiter. Ce qui est prisé, c'est un face-à-face avec la bête. Le chasseur sort son fusil, le touriste son appareil photo, mais au fond il y a une même relation hors sol.



« Le touriste qui va dans un parc naturel est un amoureux de la nature mais d'une nature spectacle, distanciée. » © E.Bastien/Reporterre

Dans les chasses terrestres, cette relation est triadique. Cela fait une différence fondamentale avec les chasses hors sol. Le rapport homme-animal passe par un tiers qui est un territoire partagé. On va chasser « *le lièvre que je connais* ». On l'a fréquenté, on connaît ses passages. C'est sur la base de cette cohabitation, de ces échanges quotidiens, de ces rencontres, que se construit la relation de prédation. On connaît la face secrète du territoire communal. On le parcourt en dehors des sentiers battus, cela donne accès à une forme d'intimité avec le paysage, qui est liée à une revendication d'autochtonie.

### **Pourquoi les élites bourgeoises ont-elles voulu réguler, encadrer cette chasse paysanne ?**

Ce sont des conflits millénaires ! Platon déjà critiquait comme veules les pratiques de capture des oiseaux des paysans ou des esclaves. Chasser pour se nourrir, c'est barbare. À une éthique de subsistance est opposée une éthique qui, par désir de distinction sociale, s'affirme désintéressée. On met en scène une confrontation d'égal à égal avec l'animal, en face à face. Le piège est donc immoral, à l'inverse de la chasse à l'épieu où l'on risque de se faire renverser. Nous sommes les héritiers complets de cette vision. On n'admet toujours pas que plusieurs éthiques environnementales sont possibles.

Cette attitude noble a ensuite évolué vers le naturalisme qui est également une relation désintéressée à la nature. Le naturalisme est né dans les élites cultivées aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle. Elles ont œuvré à détruire les savoirs populaires locaux. Les plantes avaient des noms farfelus, indécents, liés à leurs usages et des mythologies. Les naturalistes les ont « *nettoyés* » et remplacés par une classification savante, car il était vulgaire d'envisager les espèces animales et végétales sur le plan des usages.

### **À l'inverse de la chasse terrestre, qu'est-ce que la chasse « moderne » ?**

La modernisation juridique a commencé sous le régime de Vichy en plaçant les chasseurs sous le contrôle d'institutions départementales et nationales. Le but était d'introduire une gestion rationalisée du gibier : cela impliquait la création d'élevages de gibier pour effectuer des lâchers, des réserves de chasse pour garantir la reproduction, des gardes pour lutter contre les « *braconniers* » (les chasseurs illégitimes), des comptages démographiques de population. La législation dans les années 1960-70 a imposé tout cela. Elle a systématisé les associations communales de chasse pour donner des débouchés à l'industrie de l'élevage de la perdrix et du faisan qui avaient été créées par l'État et qui étaient en surproduction.

Cela donne lieu à des conflits moraux et même judiciaires. Pour les institutions, le rôle des chasseurs est de réguler. Aujourd'hui, il y a trop de sangliers, les consignes sont donc de tuer sans limites, y compris les femelles et les petits. L'éducation à la régulation passe par les magazines de chasse qui transmettent le discours institutionnel. Or c'est totalement opposé à l'éthique des chasseurs de la base. C'est exactement la même chose qu'en Sibérie. On ne tue pas les femelles gravides ou les petits. C'est absolument impensable pour les gens, c'est cela qui distingue la chasse d'un abattage sanguinaire. En ce moment un groupe de chasseurs est jugé en Moselle pour avoir épargné les laies en violation de la réglementation. Le ministère public les a accusés ainsi : « *Vous avez été dans l'illégalité, la coutume ne fait pas la loi.* » C'est le procès d'une éthique du vivant par la rationalité gestionnaire étatique.

C'est pour cela que de nombreux chasseurs abandonnent la pratique. En quarante ans, un million de chasseurs ont mis le fusil au clou, beaucoup disent : « *Je ne me reconnais plus dans cette politique, cette bureaucratie* », « *c'est la chasse de l'argent, un business* ». Parce que plus il y a de sangliers sur un terrain, plus le propriétaire peut augmenter le loyer de chasse.

### **Comment expliquez-vous que les chasses de piégeage et la chasse à courre soient les plus décriées ?**

Ces chasses inventées avant les armes à feu sont les moins accidentogènes, celles qui tuent le moins d'animaux, ce sont les plus féminisées [3], et pourtant ce sont les plus décriées. Elles vont certainement être interdites prochainement et il faut s'interroger sur les raisons de cette hostilité.

Pour le piégeage, on l'a vu, il y a une stigmatisation ancienne qui remonte à Platon et vient de la noblesse, la bourgeoisie, y compris des chasseurs.



« Les chasses de piégeage et la chasse à courre sont les moins accidentogènes et les plus féminisées et pourtant, ce sont les plus décriées. » © *Quentin Zinzius/Reporterre*

La chasse à courre, c'est différent. À l'origine, elle est en haut de la stratification sociale. Elle se constitue comme supérieurement éthique par rapport à la chasse à l'arc, jugée trop facile. Son principe est de laisser sa chance à l'animal et de prendre des risques soi-même en l'affrontant à la dague. Cette chasse qui se voulait éthique est la plus attaquée sur ce plan actuellement.

La chasse à courre est en totale contradiction avec le statut de la mort dans notre société, à la fois camouflée et industrialisée. Un seul animal est chassé pendant toute la journée. C'est une question d'honneur de ne pas se tromper d'animal. C'est donc l'inverse de l'industrialisation. Et c'est spectaculaire. Des centaines de personnes assistent à la mort. Il y a des hommages, des trompes, les gens sont en costume. Cela contrevient de façon massive à l'idée d'une séparation entre nature et culture qui est au fondement même de la modernité pour les philosophes et les anthropologues comme Bruno Latour et Philippe Descola. C'est ce côté scandaleusement prémoderne qui rend la chasse à courre inadmissible pour nos sensibilités.

**Y a-t-il une bonne et une mauvaise chasse ? Une chasse terrestre et une chasse moderne, gestionnaire ?**

J'ai défini des idéaux types, mais dans la réalité ils s'influencent souvent. Le travail d'unification des institutions de la chasse encourage des échanges entre les différentes chasses. Cela pousse les chasseurs paysans à abandonner leur éthique. Pour autant, les conflits sont constants : chacun estime que sa pratique est bonne et celle des autres immorale. Les adeptes de l'affût jugent la battue effroyable et réciproquement. Parmi les fondateurs du groupe anti-vènerie, il y avait des chasseurs à tir ! Le fameux sketch des Inconnus (<https://www.youtube.com/watch?v=QuGcoOJKXT8>) donne une excellente image, drôle et tragique, de cette évidence qu'il y a une « bonne chasse », mais qu'il est impossible de dire ce qui la définit.

**Un automobiliste a été récemment tué par un chasseur. Chaque mort suscite une intense émotion et un débat médiatique. Comment interprétez-vous ces débats récurrents ?**

Il est légitime qu'il y ait une forte émotion à chaque accident, encore plus s'il est mortel. Et il faut s'attendre à des conflits de plus en plus durs. Les lotissements ont attiré de nouvelles populations près des forêts avec de nouveaux modes de consommation de la nature. Ce n'est plus un usage vivrier, mais d'admiration de la nature et de tourisme. Ainsi se sont établis dans les campagnes des modes de vie qui n'ont plus rien à voir avec le monde paysan. Ces usages peuvent être massifs : les forêts domaniales d'Île-de-France voient passer 100 millions de visiteurs par an. Il y a des journées où 250 000 personnes sont en forêt de Fontainebleau. Pour les forestiers, c'est un problème écologique : les piétinements asphyxient les racines, dessouchent les arbres, fracturent les blocs de grès. Il n'y a pas d'usage neutre de la nature. Les promeneurs ne vont pas massacrer des biches, mais ils menacent leur milieu de vie. Il y a des militants contre la chasse à courre dans les forêts domaniales d'Île-de-France, mais il n'y a pas de militants contre le VTT. Alors que ça a un impact écologique énorme.

**Cela montre que l'enjeu des conflits n'est jamais la biodiversité ou l'écologie. L'enjeu est moral : quelle relation souhaite-t-on entre l'humain et la nature dans notre société ? Quel statut donne-t-on à la mort ?**

C'est très clair pour les captures paysannes des oiseaux. Quand [la ministre de l'Écologie] Barbara Pompili annonce l'interdiction de la chasse à la glu en août 2020, elle met en avant la défense de la biodiversité. Tout en réautorisant à quelques jours près les néonicotinoïdes sur les betteraves ! La stigmatisation de la chasse à la glu utilise des termes comme « barbare », « archaïque », « braconniers », qui n'ont pas évolué depuis les années 1860. On peut même remonter à Platon. Donc ce n'est pas lié à la crise écologique. Ce sont des conflits entre des classes sociales, entre des façons d'habiter le monde.

**Autre actualité, une ourse – qui avait deux oursons – a été tuée par un chasseur dans les Pyrénées. Le chasseur était attaqué, mais n'avait rien à faire là. Que répondez-vous à ceux qui disent que la cohabitation est impossible ?**

J'ai vécu dans des régions où les éleveurs cohabitent avec les ours et les loups. Ceux-ci font partie de leur vie. Mais il y a une condition pour que les gens puissent cohabiter avec ces prédateurs : qu'ils puissent se défendre. En Sibérie, ils savent identifier une louve qui est utile parce qu'en restant près du troupeau, elle prélève un peu les animaux malades et empêche d'autres loups de venir. Elle a un rôle, on ne la touche pas, on la respecte. Par contre si un loup fait de gros dégâts, on va le supprimer. Pas par méchanceté, cruauté, ou envie de détruire l'espèce loup, mais parce que cela fait partie de la cohabitation. Le loup a ses droits, celui de nourrir ses petits. Les éleveurs et bergers ont aussi le droit de défendre leur vie et leurs animaux. Dans ces systèmes, il n'y a pas de haine contre les loups. La peur et la haine du loup naissent quand les habitants sont dépossédés par l'État de la possibilité de se défendre. C'est ce qui est arrivé en France au Moyen Âge et cela n'a pas changé jusqu'à aujourd'hui.





Manifestation à Cahors après la mort de Morgan Keane, le samedi 23 janvier 2021. © Alain Pitton/Reporterre

**En France, les hommes politiques qui se revendiquent écologistes sont antichasse. À Montpellier, notamment, le maire écologiste nouvellement élu a interdit la chasse sur les terrains communaux. Pourquoi les écologistes doivent-ils se revendiquer antichasse en France ?**

C'est assez récent. Les premières législations de protection de la nature, historiquement, viennent des chasseurs. Nous avons de belles forêts parce que les seigneurs et rois chasseurs y ont interdit l'agriculture. Les seuls à défendre le loup au XIX<sup>e</sup> siècle étaient les veneurs de loup. On les accusait même d'élever des louveteaux et de les protéger. Aujourd'hui, on a l'impression en France que défendre le monde sauvage est incompatible avec la chasse. Ce n'est pas le cas aux États-Unis. Aldo Leopold, grande figure de la pensée écologique, était chasseur. En Allemagne et en Belgique, on voit des coopérations efficaces entre écologistes et chasseurs bénévoles pour le sauvetage de milliers de faons lors des fauchages. La confrontation existe aussi, mais à un moindre degré.

En France, l'incompatibilité est devenue quasi absolue. Je pense qu'il y a un tournant au début du XX<sup>e</sup> siècle. Par exemple, la duchesse d'Uzès, maître d'équipage à Rambouillet, féministe, a été exclue de la SPA [4] en 1909. La Ligue pour la protection des oiseaux a été créée par des chasseurs en 1912, puis il s'est produit une espèce de purification dans les années 1920, ils ont été remplacés par de purs naturalistes. Institutionnellement, nous héritons de ce divorce.

Et puis, c'est triste à dire, mais je crois que ce qui rend la chasse particulièrement impopulaire en France, c'est justement qu'elle est devenue populaire au sens sociologique, ouvrière, dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Regardez l'évolution des caricatures : au XIX<sup>e</sup> siècle, le chasseur était dessiné en bourgeois distingué qui ne différencie pas un lièvre d'un lapin. Les caricatures actuelles montrent un pépère rougeaud qui boit de la bière. Ce sont des stigmates sociaux adressés par les classes moyennes urbaines aux classes modestes. C'est beaucoup moins comme cela en Allemagne et en Europe centrale parce que dans ces pays, la chasse est restée élitiste, distinguée, coûteuse. On y respecte les chasseurs parce que ce sont des notables.

**D'ailleurs, l'Allemagne est souvent citée en exemple quand on parle de réformer la chasse en France.**

La chasse élitiste et gestionnaire allemande est citée en modèle dans les débats parlementaires depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, même quand on était en conflit contre l'Allemagne. Pourtant, on constate que les populations animales ont décliné plus vite en Alsace, où le régime germanique est demeuré en vigueur après 1918, que dans le Perche où la pression de chasse est pourtant dix fois supérieure. Parce que le déclin de la faune ne dépend en réalité pas du caractère élitiste ou populaire de la chasse. C'est simplement que le remembrement et l'arrivée de l'agriculture chimique ont eu lieu beaucoup plus tôt en Alsace que dans d'autres régions. Il est fascinant de voir à quel point la stigmatisation de la chasse populaire a permis aux élites depuis le XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à aujourd'hui de s'auto-aveugler et d'ignorer les vraies causes du déclin de la faune : l'agriculture productiviste et l'urbanisation.



Chantier de construction d'une rocade, près de Montpellier : « Les vraies causes du déclin de la faune sont l'agriculture productiviste et l'urbanisation. » © David Richard/Reporterre

**Vous écrivez que l'on a des « poches de rapport pré-moderne » au vivant dans nos sociétés. Certaines chasses font partie de ces poches. Pourquoi est-il important de conserver ces pratiques complexes, où nature et culture ne sont pas séparées ?**

Derrière les attitudes éthiques et les discours, il faut poser une question : quelle est votre stratégie de subsistance ? En synthétisant de façon grossière, on est passé de la chasse-cueillette en forêt à la chasse-cueillette en supermarché. D'un point de vue écologique, les hommes n'ont jamais cessé d'être des prédateurs, des mégaprédateurs même, c'est nous qui tuons le maximum d'autres espèces pour nous alimenter, nous chauffer, etc. Mais il y a différentes formes de prédation. Il y a des prédatons fondées sur l'autosubsistance et sur le fait d'assumer les conditions de sa survie, en tout ou partie, avec des échanges entre voisins, des achats. Et une autre forme de prédation, la chasse-cueillette en supermarché, qui est fondée sur la délégation de la production et de la violence.

Aujourd'hui, on a assez de recul et d'études qui nous montrent que les modes de subsistance fondés sur l'autoproduction des communautés locales sont généralement soutenables. Récemment, une étude a montré que la surface terrestre était déjà anthropisée à 72 % il y a 12 000 ans. Les zones actuellement les plus riches en biodiversité sont depuis des millénaires façonnées par des modes de gestion impliquant chasse, collecte, brûlis.



« Il est clair que l'approvisionnement fondé sur la délégation à l'industrie est ce qu'il y a de plus destructeur. » Pixabay / CC / Mikelang

En revanche, il est clair que l'approvisionnement fondé sur la délégation à l'industrie est ce qu'il y a de plus destructeur. C'est pourquoi il est intéressant de constater qu'il existe encore, chez nous et ailleurs, des façons d'habiter la terre qui ne sont pas entièrement fondées sur la délégation, et qui revendiquent le fait de manger ce que l'on tue, tuer ce que l'on mange, avec ce que cela implique d'autolimitation. On ne va pas détruire pour détruire, tirer pour tirer, parce que, tout simplement, on ne pourrait pas manger tout cela. On assume les conditions de sa survie, ce qui veut dire qu'on ne camoufle pas ni n'industrialise la violence mais qu'on se la réapproprie, qu'on la garde socialisée, en la maintenant dans des limites qui sont celles des besoins du quotidien.

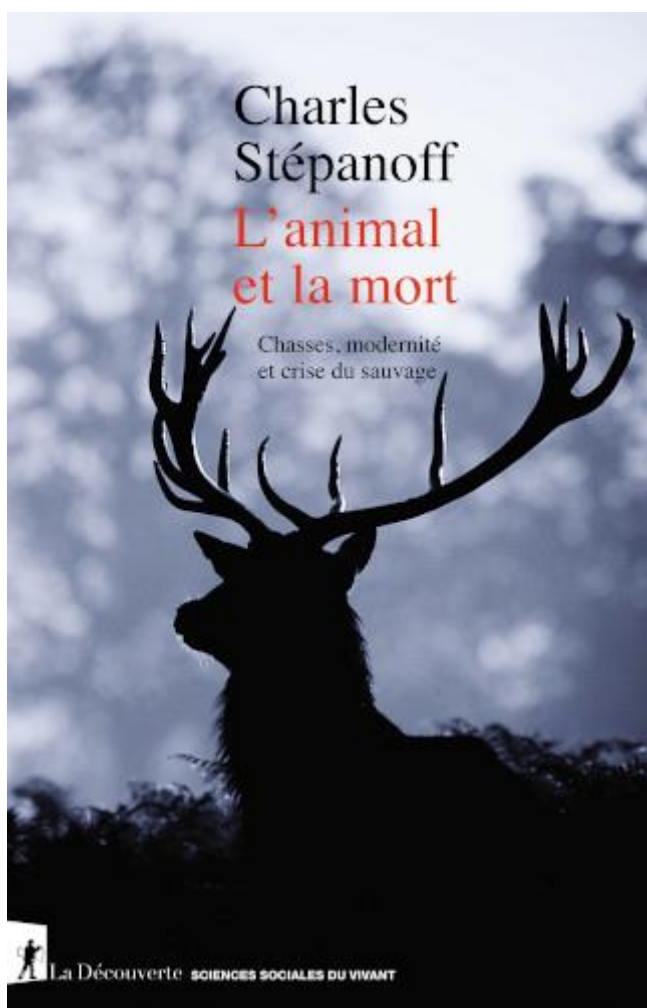
Cela implique du respect. Je l'ai découvert en Sibérie. Quand il faut tuer un mouton du troupeau, il est attrapé, abattu et mangé en quelques heures. Si quelqu'un laisse un peu de viande ou de gras sur l'os du mouton, on lui fait des réflexions, cela porte malheur : tu n'auras pas d'enfants, tu vas tomber malade... C'est dans ces conditions d'appropriation et de socialisation de la violence que l'on peut avoir les relations de respect les plus profondes et les plus authentiques.

### **Avoir une relation directe avec le vivant incite donc à le respecter ?**

Oui. Se réapproprier le fait que l'on est des prédateurs, et des proies aussi.

### **Vous défendez une sorte de porosité des frontières entre humain et animal. Pourquoi ?**

Je pense qu'il y a au fond deux grandes choses qui choquent dans la chasse. Le fait que la mort y est socialisée et visible, spectaculaire. Et le fait qu'elle nous rappelle notre animalité. C'est constant dans la critique de la chasse depuis le Moyen Âge : les chasseurs sont comme des bêtes. Ils adorent les aboiements des chiens, sont copains avec eux au lieu d'aller à la messe, ils tuent et coupent en morceaux des animaux comme des sauvages. Les pratiques de chasse nous rappellent que l'humanité est imprégnée d'animalité et que notre identité a besoin d'altérité pour exister. C'est ce que je développe dans le dernier chapitre du livre : cette idée d'une humanité qui n'est pas autoconstituée. C'est difficile à admettre car la notion de société humaine autoconstituée, émancipée des contraintes externes, est un principe fondateur de notre modernité, elle nous a permis de sortir de l'Ancien régime qui faisait dépendre la souveraineté de forces externes : le ciel, le sang sauvage. Pourtant nos vies restent dépendantes et intégrées à des écosystèmes et notre chair est nourrie de la chair d'autres êtres vivants, animaux ou végétaux. Il n'y a pas de vie humaine possible sans eux.



*L'Animal et la mort* de Charles Stépanoff, aux éditions La Découverte, septembre 2021, 400 p., 23 €.



Libertés. La colère gronde contre la chasse meurtrière

#### Notes

- [1] Les jardins à l'anglaise, aux formes irrégulières, diffèrent radicalement des jardins à la française, très structurés.
- [2] Un mode de capture d'oiseau grâce à un lacet en crin de cheval.
- [3] Selon la Fédération nationale des chasseurs, il y a en France 1 246 273 chasseurs, dont 2,2 % de femmes. Selon la Société de vénerie, il y aurait 2 000 femmes sur les 10 000 personnes pratiquant la vénerie.
- [4] Société protectrice des animaux.

[https://reporterre.net/La-chasse-choque-parce-que-la-mort-n-est-plus-camouflee-mais-visible?utm\\_source=newsletter&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=nl\\_hebdo](https://reporterre.net/La-chasse-choque-parce-que-la-mort-n-est-plus-camouflee-mais-visible?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=nl_hebdo)

# Généralions Futures dénonce l'inefficacité des Zones Non Traitées (ZNT) de 5 et 10 mètres entre les champs traités et les habitations des riverains !

Mardi 22 janvier, à quelques jours de l'ouverture du Salon International de l'Agriculture (SIA), Généralions Futures a publié un rapport exclusif qui remet grandement en cause l'efficacité des ZNT de 5 et 10 mètres à protéger les populations riveraines de champs traités aux pesticides. Selon nos premières mesures, une distance de 33 mètres ne réduit même pas de moitié l'exposition aux pesticides constatée en limite de champ.

## Contexte.

En décembre 2019, le gouvernement a publié des textes fixant des zones de non traitement de 10 mètres pour les cultures hautes et de 5 mètres pour les cultures basses, avec la possibilité de déroger à ces distances en adoptant notamment un matériel « adapté » avec des buses anti-dérives. Ces distances ont été arrêtées sur la base d'un avis de l'ANSES de juin 2019. Généralions Futures a donc voulu savoir si ces distances fixées étaient réellement protectrices pour les riverains habitant à proximité des zones d'épandage de pesticides agricoles.

## Enquête.

Pour évaluer l'efficacité de ces ZNT, l'équipe de Généralions Futures a installé deux capteurs passifs équipés chacun d'une mousse PUF dans une propriété du Nord. Un capteur a été installé en bordure d'un champ de pommes de terre et l'autre à 33 mètres de ce champ. Nous avons changé les mousses toutes les trois semaines et avons ainsi échantillonné pendant dix-huit semaines (16 mai - 18 septembre 2021). Ces mousses ont été envoyées au laboratoire spécialisé Ianesco pour rechercher 77 molécules différentes (inclues dans la liste des 90 substances prioritaires à surveiller sur l'ensemble du territoire national définie par l'ANSES pour la Campagne Nationale Exploratoire de mesure des résidus de Pesticides (CNEP) dans l'air ambiant).

## Principaux résultats.

- Sur les 77 pesticides recherchés, 20 pesticides ont été détectés et quantifiés au moins une fois dans le capteur 2 (à 1 m du champ) et 15 pesticides ont été retrouvés au moins une fois dans le capteur 1 (à 33 m du champ).
- Au total, sur l'ensemble de la période d'échantillonnage, le capteur 1 (le plus éloigné - 33 m) a piégé 13 490.8 ng de pesticides, (contre 25 502.9 ng pour le capteur 2 situé à 1 mètre du champ). La quantité de pesticides piégés à 33 mètres du bord du champ représente 52.9% de la quantité piégée dans le capteur en limite de champ pendant ces dix-huit semaines !

Ces premiers résultats montrent clairement que les ZNT de 5 et 10 mètres sont donc clairement très insuffisantes pour diminuer de manière efficace l'exposition des riverains aux pesticides pulvérisés en agriculture. Nous demandons la mise en place de ZNT de 100 mètres.

**Généralions Futures agit pour une réglementation réellement protectrice des riverains de parcelles traitées !**



**Rapport indépendant pour alerter.**

Générations Futures profite de la publication de ce rapport qui dénonce l'inefficacité des ZNT de 5 et 10 mètres pour *exiger du gouvernement des ZNT d'au moins 100 mètres* sous réserve que des dosages similaires à ceux mis en place dans ce rapport montrent une efficacité suffisante pour cette distance.

**Courrier au Conseil d'État pour demander des comptes.**

En janvier, le gouvernement a publié la nouvelle réglementation Pesticide sans prendre en compte les injonctions du CE suite au recours juridique gagné par Générations Futures et ses partenaires en juillet. Nous allons donc *adresser un courrier au CE pour lui demander des comptes* concernant ce non-respect.

**Recours juridique pour faire évoluer la réglementation.**

Nos associations *étudient avec leur avocat Maître Lafforgue l'hypothèse du recours juridique* contre les nouveaux textes encadrant l'utilisation des pesticides. Nous avons gagné un premier combat juridique en juillet. Nous n'hésiterons pas à recourir de nouveau à la justice pour *faire tomber cette nouvelle réglementation !*

GÉNÉRATIONS FUTURES, 25 février 2022

# Rencontres anti-olympiques internationales

*Les Jeux Olympiques sont-ils encore désirables ? De plus en plus contestés, les JO laissent de douloureuses traces dans les villes et les pays où ils s'établissent sans réelle consultation locale. Un collectif appelle à une réunion internationale afin d'éviter le « saccage » annoncé pour 2024.*

À Londres, nous avons vu la destruction de Clays Lane Estate, le plus grand lotissement de logements sociaux géré par une coopérative au Royaume-Uni, qui comptait 500 locataires. Nous avons vu la destruction des Manor Garden Allotments, des jardins ouvriers remplis de pommes de terre, d'artichauts, de choux-fleurs, etc.

À Sotchi, nous avons vu la destruction de vastes zones du parc national de Sotchi, une forêt autrefois protégée et vierge, rasée pour construire une nouvelle ville sur ce néant.

À Rio, nous avons vu la destruction de Vila Autódromo, un village de pêcheurs vieux de plusieurs décennies, situé en bordure du parc olympique, qui abritait 800 familles – 800 des plus de 22 000 familles déplacées dans la ville en vue de 2016. Nous avons vu la prise de contrôle de l'espace public dans les favelas par des chars militaires, et nous avons vu des zones environnementales protégées vendues pour construire un terrain de golf.

À Pyeongchang, nous avons vu la destruction d'une forêt de montagne sacrée, Gariwangsan, vieille de 500 ans pour faire place à des pistes de ski.

À Tokyo, nous avons vu la destruction des appartements Kasumigaoka, un lotissement public où certains résidents ont été relogés après leur première expulsion – avant les Jeux Olympiques de 1964.

À Pékin, nous avons vu le détournement de précieuses ressources en eau pour créer de la fausse neige dans des montagnes arides, créant ainsi une industrie des sports d'hiver qui continuera dans le futur à engloutir les ressources de la région.

À Milano-Cortina, nous voyons qu'un assaut contre les montagnes a lieu dans les Alpes orientales, et les Jeux Olympiques se transforment de plus en plus en une occasion de nouvelles dévastations environnementales, profitant du silence coupable de la Fondation UNESCO Dolomites.

À Los Angeles, nous avons déjà vu la destruction d'Echo Park Lake, la violente expulsion de 200 personnes vivant sous des tentes, ainsi que l'enfermement et la militarisation de cet espace autrefois public. Nous assistons à la destruction d'Inglewood, l'une des dernières enclaves noires de Los Angeles, alors que de nouveaux stades font grimper les loyers des locataires, démolissent les commerces locaux et polluent l'environnement.

À maintes reprises, sous la bannière de l'accueil des Jeux Olympiques, nous voyons la destruction de l'espace public, la destruction des espaces verts, la destruction des maisons, la destruction de la communauté.

Des camarades du monde entier viendront à Paris parce que notre indignation est trop lourde à porter seul·es dans chaque ville. Certain·es d'entre nous ont perdu leur maison, leurs moyens de subsistance, leur communauté, leurs droits. Nous nous réunissons à Paris parce que nous avons besoin d'écouter l'expérience des autres pour être mieux armé·es pour l'avenir.

Le Comité international olympique (CIO) et les promoteurs de l'olympisme sont organisés à un niveau international, il nous incombe donc de faire de même pour les arrêter. La stratégie habituelle de la classe capitaliste est de nous isoler dans nos luttes et de nous convaincre de nous battre seul·es. Nous savons que la plus grande menace pour eux est lorsque nous choisissons de nous battre les un·es aux côtés des autres. Quelle machine pouvons-nous construire ensemble qui résistera aux Jeux Olympiques de manière significative et puissante, non seulement dans chaque ville mais aussi en faisant bloc ?

Le COJO de Paris 2024 se dit conscient des problèmes des Jeux passés, mais prétend faire les choses différemment et proposerait un nouveau modèle simplifié et prudent. La maire de Paris affirme que les Jeux accéléreront notre transition vers des systèmes plus respectueux de l'environnement. Beaucoup de Français·es croient en ses paroles et pensent que les Jeux de Paris 2024 seront « les plus verts de tous les temps ». Cela explique, du moins en partie, pourquoi les Parisien·es n'ont pas suivi la voie de ceux qui, à Boston, Hambourg ou Budapest, ont rejeté la candidature de leur ville aux Jeux.

Mais aujourd'hui, deux ans avant les Jeux de Paris, nous savons que ces promesses sont une illusion intenable. Nous avons vu la destruction du foyer de travailleurs de l'ADEF de Saint-Ouen pour faire place au village olympique. À l'heure où nous écrivons ces lignes, les anciens résidents, tous travailleurs immigrés, sont entassés dans des logements provisoires exigus et ne savent pas où ils iront ensuite.

Nous avons vu la destruction de l'Aire des Vents, un parc public et une partie d'un corridor écologique protégé, qui a été pavé pour construire un « village des médias » que même le CIO a déclaré inutile.

Nous avons vu la destruction des jardins ouvriers à Aubervilliers. Comme les Manor Garden Allotments de Londres, le sol sera recouvert de béton, mais cette fois, pour une piscine olympique « d'entraînement » qui ne sera même pas utilisée pour les compétitions.

À Taverny et Saint-Leu-la-Forêt, deux piscines parfaitement fonctionnelles seront remplacées par une piscine olympique. Au Champs-de-Mars, le sol est déjà goudronné pour un autre projet olympique (Grand Palais Éphémère). À Élanecourt, des arbres seront coupés pour une piste de VTT.

Il faut l'admettre : Paris 2024 n'est pas exceptionnel, c'est un événement comme les autres. Opportunités pour certains, dévastation pour les gens ordinaires. Privatisation du profit, nationalisation de la dette. Paris 2024 peut différer en termes de portée et d'échelle des Jeux récents, mais les grandes forces que les Jeux Olympiques libèrent sont les mêmes.

Les 21 et 22 mai 2022, un week-end de rencontre internationale anti-olympique aura lieu dans la région parisienne. Les délégations de l'Angleterre, de la Russie, du Brésil, du Japon et des États-Unis seront présentes pour partager leurs points de vue et leurs expériences. Le samedi, nous nous réunirons à la Bourse du travail de Saint-Denis (9-11 Rue Génin, 93200), située au cœur du projet de « régénération » urbaine de Paris 2024. Le dimanche, nous irons voir les saccages olympiques à la Courneuve et à Aubervilliers et continuerons de préparer ensemble la lutte. Cette rencontre internationale est ouverte à toute personne désireuse de tirer les leçons des expériences passées et, surtout, de résister contre ces forces.

Nous savons que certaines personnes pensent que le combat pour l'abolition des Jeux Olympiques est vain. Un sondage a montré que 80 % des Japonais es étaient contre les « Jeux pandémiques » l'été dernier et le pays a connu une hausse record du Covid juste après les Jeux. Si même le Covid ne peut pas arrêter les Jeux, qui le pourra ? D'autres peuvent penser que même si nous arrêtons les Jeux Olympiques, les structures plus larges du capitalisme continueront à faire des ravages. Les Jeux Olympiques ne sont pas comme le pétrole ou les banques ; leur disparition ne touchera peut-être pas le cœur de cet ordre mondial corrompu.

Mais réfléchissons : si nous ne pouvons même pas nous débarrasser de ces Jeux non essentiels, détestés par la plupart des gens dans le dernier pays hôte, comment pouvons-nous rêver de nous débarrasser du pétrole ou des banques ?

Le CIO est en difficulté. Avant que 80% du Japon ne s'oppose à Tokyo 2021, les Brésiliens es sont descendu es dans la rue en amont de Rio 2016 pour condamner les « Jeux de l'exclusion ». Chaque fois qu'une ville candidate a organisé un référendum sur sa candidature depuis 2013, la réponse qui l'a toujours emporté fut « NON ». La chaîne de télévisions étasunienne NBC, qui verse 1,25 milliard de dollars au CIO, a dû dédommager ses annonceurs après Tokyo 2021 en raison d'une forte baisse d'audience.

Cette bataille peut être gagnée. Nous pouvons arrêter le projet olympique si aucune ville ne veut accueillir les Jeux. Pourquoi n'accélérons-nous pas ce processus si nous le pouvons ? Nous pouvons encore sauver Sapporo (Japon) et Pyrénées-Barcelone (Espagne) de la dévastation des JO de 2030, ainsi que la Provence-Alpes-Côte-d'Azur de celle des Jeux d'hiver de 2034.

Venez nous rejoindre le 21 mai à la Bourse du travail de Saint-Denis. Nous vous attendons. Plus d'informations seront annoncées sur :

Site web : <https://saccage2024.noblogs.org/>

Réseaux sociaux : @saccage2024

Sur Twitter : @2024saccage

<https://www.terrestres.org/2022/02/14/rencontres-anti-olympiques-internationales/>